



Les migrants

Lettre 113 aux cercles de silence

Août 2025

Les informations transmises dans cette lettre bouscule en effet le petit monde bien installé sur les principes de prospérité économique, d'épanouissement personnel et de vie privée bien protégée. Il est bien difficile de se faire la voix des sans-voix :

- de ces enfants, de ces femmes et hommes
- de ces morts de faim, ou dans les guerres, ou encore en traversant durant des années des contrées peu vivables, des pays où règne la faim, la soif, l'esclavage, la torture
- de ces migrants qui dérangent, qui ne parlent pas notre langue qui nous font peur, et souvent à nos concitoyens qui n'en côtoient pas.

Et pourtant, des informations concernant la condamnation des textes proposés par les dirigeants, par la cour constitutionnelle ou le conseil d'état, sans parler de la cour de justice européenne, ne sont guère diffusées. Parce qu'elles feraient réfléchir ?

Ces Paroles qui témoigne d'un monde à venir, qui les portera devant le public ?

Michel Girard

Table des matières

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE	3
Cornebarrieu	3
CERCLES de SILENCE.....	3
FRANCE.....	3
Azay-le-Rdeau	3
Bleneau -en- Puitsaye.....	4
Caen	5
Camiers-Sainte-Cécile (près de berck)	6
Calais.....	6
Châteauroux.....	6
Cherbourg-en-Cotentin	7
Dunquerque.....	7
La Rochelle.....	8
Loon-Plage.....	8
Nancy.....	9

Paris.....	10
Rennes.....	14
Saint-Pairs-sur mer.....	16
Strasbourg	17
Toulouse.....	17
Varengewille-sur-Mer	17
MANCHE	18
MEDITERRANEE	21
Quelle sécurité apporte un gilet de sauvetage lors d'une traversée en mer ?	21
UNION EUROPÉENNE	24
Les entrées irrégulières baissent vers l'UE mais augmentent au Royaume-Uni.	24
Allemagne.....	25
Allemagne- Pakistan.....	29
Belgique.....	30
Bulgarie.....	32
Espagne.....	33
Grèce.....	39
Italie	42
Pologne	43
EUROPE.....	44
Royaume-Uni.....	44
ASIE.....	48
Afghanistan.....	48
Myanmar.....	49
Thaïlande.....	49
Turquie.....	50
AFRIQUE	50
Comores	50
Guinée.....	51
Mauritanie.....	51
Niger	53
Ouganda.....	54
Sénégal – Canaries.....	54
Tunisie.....	55
AMERIQUE	57
USA.....	57
TEMOIGNAGE.....	59

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Jeudi 31 juillet, une émeute a éclaté dans les secteurs E, C et D, en raison des très mauvaises conditions de rétention : beaucoup de plaintes de la part des personnes retenues au sujet de colis non distribués, de difficultés d'accès aux bagages, de provocations de la part des policiers et surtout de la qualité exécrationnelle des repas. Aussi à midi, les personnes retenues se sont fait passer le mot et elles ont jeté leurs repas. Les CRS sont intervenus. Cela a été très violent, avec beaucoup de plaintes, coups, blessures. Certains ont été "tasés (voir note explicative en fin de paragraphe). Un diabétique a été évacué par les pompiers. Dans les autres secteurs les CRS ont mis tout le monde à genoux... Parce que la moitié des retenus sont des Algériens et que l'Algérie ne délivre plus de laissez-passer consulaire, la rétention pour un grand nombre d'entre eux se prolonge systématiquement jusqu'à trois mois ce qui, dans les conditions de vie telles qu'elles sont au CRA, est une grande souffrance et rend la situation explosive....

Note explicative du Comité de Pilotage : les impulsions de Taser (ou pistolet à impulsion électrique) sont très douloureuses et éventuellement dangereuses pour des personnes fragiles. Selon l'article de Wikipédia «le Taser porte atteinte à l'intégrité physique de la personne touchée, s'apparente selon l'ONU à une forme de torture, peut générer l'apparition de troubles et de séquelles et peut même causer la mort des personnes fragiles.»

Informations obtenues grâce à la CIMADE en date du 20 août 2025 et grâce au cercle de silence de Toulouse - comitedepilotage@cercladesilencetlse.fr

CERCLES DE SILENCE

Durant cette période de vacances, quelques informations seulement ont été diffusées. Certains cercles font relâche. Espérons que malgré le déluge d'informations de toute sortes qui vont arriver – classiquement – dans ces prochaines semaines, les cercles reprendront en silence dans les quelques 70 villes de France.

FRANCE

AZAY-LE-RIDEAU

Un pique-nique pour célébrer la fête nationale ukrainienne avec les familles réfugiées

Le 24 août est l'anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, qui date de 1991. Quelques-unes des trois cent familles ukrainiennes réfugiées en Touraine se sont réunies à Azay-le-Rideau pour célébrer cette fête nationale, trois ans après avoir fui le pays à cause de la guerre.

Le jour de la fête nationale, les couleurs ukrainiennes sont affichées un peu partout

autour de la table : du jaune et du bleu sur les ballons, accroché en guirlandes ou sur les tables. Au pique-nique de l'association "*le ridellois uni pour l'Ukraine*", des bénévoles et quelques-unes des familles ukrainiennes partagent un repas, en musique.

Ce pasteur à l'église d'Azay-le-Rideau dit , arrivé à Azay-le-Rideau il y a trois ans au début de la guerre. "*On essaie de rester en contact avec les familles ukrainiennes, et de faire entendre nos voix de là où nous sommes. Nous sommes en France, mais notre cœur est en Ukraine, c'est très important pour nous.*" D'autant que les dernières nouvelles du front ne sont pas rassurantes. "*On suit beaucoup l'actualité. Il y a eu beaucoup de soldats qui sont morts en Ukraine, mais le pays a besoin d'armes.*" "*On a quitté l'Ukraine en passant par la Moldavie, et on est arrivés en voiture, avec ma femme et mes enfants. Comme on est chrétiens, on croit avoir des frères et des sœurs partout dans le monde. Et nous avons été accueillis par une famille, dans leur maison... Nous nous sommes sentis en sécurité. Alors pour ça, vraiment, merci la France.*" La sécurité, c'est ce qui manque à sa famille restée en Ukraine. "*On est en contact avec eux, mais on est inquiets. On a peur que les bombes tombent un jour là-bas. Ils nous disent que la maison tremble souvent, mais avec l'âge et les problèmes de santé, ils ne peuvent pas partir de là-bas.*"

Lui, qui parlait français avant d'arriver en Touraine, a bien aidé ses compatriotes en jouant les traducteurs. "*Les gens étaient stressés pour trouver un logement, c'est difficile quand tu ne parles pas la langue ! Alors, on les a aidés.*" L'association "*Le ridellois uni pour l'Ukraine*" a donc accompagné environ 300 personnes à s'insérer en France, notamment les enfants.

Sa femme, avoue qu'elle trouve la France "*très bien*" mais que son pays lui manque : "*surtout la nourriture, mais aussi les amis et la vie culturelle.*" Alors justement, c'est sur des airs de musique ukrainienne que les familles se retrouvent, et discutent avec les membres français de l'association. Un mélange de culture qui se retrouve à table, puisque le bortsch, ce plat typique ukrainien de légumes et de viande, est à côté des quiches ramenées par les Français pour le pique-nique.

La présidente de l'association, est très touchée par les histoires de ceux qui sont devenus ses amis. "*Svetlana, par exemple : elle a quitté le pays avec ses enfants, comme beaucoup d'autres. Sauf que la plupart des hommes n'ont pas pu partir, alors maintenant que la séparation dure depuis trois ans, son mari l'a abandonné. Alors, elle ne compte plus repartir de France.*"

Des tragédies qui résonnent avec l'histoire personnelle. "*Pour nous, ça fait écho à ce qu'ont vécu soit nos grands-parents ou nos parents pendant la dernière guerre. Et c'est pour ça que c'est dur quand les gens ne comprennent pas que c'est à nos portes, et qu'on est tous concernés.*" Le pique-nique est donc une façon de "*sensibiliser la population au sort des Ukrainiens, et remettre leurs problématiques sur le devant de la scène.*"

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/azay-le-rideau-un-pique-nique-pour-celebrer-la-fete-nationale-ukrainienne-avec-les-familles-refugiees-en-touraine-4659400>

BLENEAU -EN- PUYSAYE

Des cours d'alphabétisations

À Bléneau en Puisaye, des bénévoles donnent depuis trois ans et demi des cours de français chaque lundi pour une dizaine de demandeurs d'asile arrivés il y a quelques mois en France. Ils viennent d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie et ont fui la guerre, les persécutions, la pauvreté. Pour eux, ces cours de français gratuits sont un passage obligé pour

soutenir leurs démarches administratives afin d'obtenir le statut de réfugié et de trouver un travail.

Un congolais arrivé en France fin 2024, a fui son pays, la République démocratique du Congo, en pleine crise humanitaire : *"C'était compliqué. Je suis venu tout seul. Ma famille est restée là-bas"*. L'homme de 37 ans est francophone, mais il a du mal avec la lecture et l'écriture alors il prend des cours d'alphabétisation à Bléneau depuis plusieurs mois : *"C'est obligatoire dans ma vie dans tous les domaines que ce soit le travail, pour faire un plan de la maison parce que je suis électricien. Il faut que je puisse lire"*.

Pour beaucoup, il y a encore des progrès à faire : *"Je peux conjuguer les verbes être et avoir au présent. Avant, c'était compliqué. Pour l'instant, je suis à l'aise"*. À côté de lui, Rahim, il est arrivé dans la région y a quelques mois en provenance du Kazakhstan, sans sa famille : *"Ici, je cherche une vie meilleure. Obtenir mes papiers, étudier, ouvrir mon propre café. Pour ça, il faut que j'apprenne le français."*

Un autre a appris le russe et l'alphabet cyrillique. Forcément, l'alphabet français qu'il découvre, ça coince un peu : *"Oui, c'est flou, mais rien de grave, on va y arriver"*. Il faut être optimiste quand on est bénévole : *"C'est satisfaisant de voir les progrès qu'ils réalisent, mais aussi la bonne volonté qu'ils mettent à s'exprimer en français de mieux en mieux"*. Parfois viennent d'anciens élèves : *"Ils viennent me dire qu'ils ont été régularisés, qu'ils ont des CDI en Puisaye. C'est une belle récompense !"*

Ces cours d'alphabétisation permettent aussi de rompre la solitude des demandeurs d'asile comme cet angolais de 20 ans. Il est très reconnaissant envers la bénévole icaunaise du Secours catholique : *"Elles nous encouragent pour apprendre toujours. C'est très important. C'est comme une maman et je l'aime beaucoup !"*

La bénévole au Secours catholique voit passer des jeunes motivés : *"Ce sont des jeunes très volontaires, courageux, patients, ils ont envie de s'intégrer. C'est aussi satisfaisant de voir les progrès qu'ils réalisent. Quand ils sont régularisés, ça les aide pour trouver après du travail et à être autonomes. C'est ça le but ultime. Ça crée aussi des liens entre eux. Aux cours de français, ça permet aussi qu'entre eux aussi, ils se connaissent mieux."*

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/des-cours-d-alphabetisation-a-bleneau-pour-la-vie-de-tous-les-jours-il-faut-savoir-bien-parler-francais-9765128>

CAEN

Un squat, menacé d'expulsion près de l'ancienne prison à Caen

Le tribunal administratif de Caen (Calvados) examinera, vendredi 22 août 2025, le cas d'un squat occupé depuis le 27 juillet 2025 par une douzaine de personnes, dans d'anciens locaux extérieurs à l'ancienne maison d'arrêt. D'autres sont menacés, dans l'agglomération.

<https://www.ouest-france.fr/societe/logement/un-squat-occupe-par-une-douzaine-de-personnes-menace-dexpulsion-pres-de-lancienne-prison-a-caen-fd4bce66-7c5e-11f0-918c-237d7f802514>

Sans-abri sous des tentes le long de l'Orne à Caen : Expulsés ?

Des exilés et des personnes sans domicile fixe sont installés sous des tentes (environ 70 en ce moment) depuis 2023 sur la Presqu'île, le long de l'Orne, cours Caffarelli, à Caen. La Ville a saisi le tribunal administratif pour les faire expulser, invoquant un site devenu insalubre et un climat de tension sur fond de violence, d'usage et de trafic de produits

stupéfiants. L'affaire examinée mardi 19 août 2025 a été mise en délibéré par le juge des référés.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/sans-abri-sous-des-tentes-le-long-de-lorne-a-caen-la-ville-demande-leur-expulsion-a-la-justice-1b998002-7ce1-11f0-a01f-a0b34f4aa520>

CAMIERS-SAINTE-CECILE (PRES DE BERCK)

La rencontre de deux mondes : Vacanciers et Exilés.

Près de Berck, Un bateau de migrants est passé devant la plage de Camiers-Sainte-Cécile près de Berck mardi en fin d'après-midi 12 août 2025, alors que des centaines de touristes profitaient de la plage. Les touristes en ont-ils pris conscience ? L'embarcation n'a pas été interceptée lors de son passage et les exilés à bord ont poursuivi leur route vers le Royaume-Uni, suivi de loin par un bateau des sauveteurs en mer.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-nord/un-bateau-de-migrants-sous-les-yeux-des-vacanciers-a-camiers-sainte-cecile-9742844>

CALAIS

Un mort retrouvé dans le canal de Calais

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances autour du décès d'un homme retrouvé vendredi 15 août 2025 dans le canal de Calais. Le corps a été découvert peu après 4 heures du matin. À l'arrivée des secours, son cadavre flottait sur l'eau, sous le pont Freycinet, entre la gare et Calais-Nord. Il s'agit d'un homme d'une trentaine d'années. Une autopsie doit être organisée dans les jours qui viennent. Pour l'heure, les enquêteurs n'excluent pas un lien avec la situation migratoire tandis qu'une source policière évoque "probablement un migrant". L'association Utopia 56 affirme qu'il s'agit bien d'une "victime des politiques meurtrières tenues à la frontière". "On sait que ce monsieur a été identifié et que cela faisait longtemps qu'il était à Calais, à savoir plusieurs années", précise la responsable de la communication d'Utopia 56 sur le littoral.

La nationalité de l'homme n'a pas été confirmée : érythréen ou soudanais, les versions divergent entre la police et les exilés de Calais rencontrés par Utopia 56. De même, on ne sait pas encore si l'homme est mort des suites d'un accident, d'une tentative de passage, d'un suicide ou dans d'autres circonstances encore. La police privilégie l'hypothèse d'une noyade survenue lors d'une tentative de traversée de la Manche vers l'Angleterre. Un habitant de l'avenue Pierre de Coubertin, le quartier où le drame s'est produit, avait entendu un bruit dans la nuit et tenté d'aider la victime, sans succès. Malgré les tentatives de réanimation des sapeurs-pompiers ayant repêché le corps, la victime n'a pu être sauvée.

CHATEAUROUX

Un journaliste malien, demandeur d'asile, est réfugié à Châteauroux

A la tête du média numérique qu'il a fondé, un malien, couvre une manifestation non autorisée d'opposants au pouvoir. Le lendemain, il est enlevé. "Des hommes m'ont sorti de mon véhicule, m'ont passé à tabac et m'ont emmené cagoulé vers une destination inconnue. Je suis resté 19 jours dans le noir. J'ai été libéré grâce à la pression de mes confrères internationaux". Mais le calvaire se poursuit. Il est suivi chaque jour, épié même. "Je craignais pour ma vie". Il quitte le Mali et fuit vers la France en passant par la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

"Je suis au CADA de Châteauroux depuis février. Les journées sont longues. Je voudrais continuer mon travail à distance, mais ma famille est restée à Bamako. Ma femme a reçu des menaces. J'ai mes quatre enfants là-bas. Je ne veux pas leur faire prendre de risque."

Alors il patiente, lit, entraîne l'équipe de foot des jeunes réfugiés du CADA.

Son dossier doit être examiné par la préfecture le 26 août. *"J'espère être reconnu comme demandeur d'asile et pouvoir faire venir ma famille pour pouvoir ensuite travailler de manière professionnelle depuis la France, en attendant de pouvoir rentrer au Mali. Mais il faut un régime démocratique. Si les conditions sont réunies, qu'est-ce qui m'empêche d'y retourner ? Puisque j'avais tout au Mali..."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/menace-dans-son-pays-un-journaliste-malien-demandeur-d-asile-est-refugie-a-chateauroux-5868586>

CHERBOURG-EN-COTENTIN

Un Taïwanais condamné pour trafic de migrants

Parce que le tribunal de Cherbourg est intransigeant lorsqu'il s'agit de trafic de migrants, lundi 11 août 2025, De Cheng Lin, un Taïwanais, a été condamné à 2 ans de prison de ferme avec mandat de dépôt, par le tribunal correctionnel de Cherbourg pour avoir fait voyager illégalement des ressortissants chinois entre Cherbourg et Rosslare, en Irlande, avec de faux passeports. Le 6 août 2025, les autorités irlandaises alertaient la Police aux frontières (Paf) de Cherbourg que quatre hommes chinois voyagent avec des faux papiers. Ils avaient été ramenés en France et auditionnés. De Cheng Lin, lui-même, détenait deux faux passeports.

<https://www.ouest-france.fr/societe/justice/un-taiwanais-condamne-pour-traffic-de-migrants-a-cherbourg-en-cotentin-0c2aa55c-76c8-11f0-9d15-80a5c5d7922a>

DUNQUERQUE

Une sortie sur la plage pour couper les longues journées d'été

Il y a un mois, les équipes d'Utopia 56 Lille ont organisé une sortie plage avec 32 jeunes que nous accompagnons au quotidien. Pendant toute une journée, huit bénévoles se sont mobilisés : ils ont préparé des sandwiches, chargé les voitures, récupéré les jeunes, puis ont parcouru la petite heure de route pour rejoindre Dunkerque.

L'été est souvent une période particulièrement longue pour les jeunes en recours que nous accompagnons – à Lille comme ailleurs. Les démarches juridiques sont en pause, certains accueils de jour ferment, l'école s'arrête pour ceux qui ont pu obtenir une place, et les activités se font plus rares. Chacun attend la rentrée, en essayant tant bien que mal d'occuper ses journées.

Pour ceux qui survivent sous tente, les conditions sont difficiles : chaleur, insectes, manque d'eau et journées à rallonge. Ces activités collectives deviennent essentielles pour rompre la routine, se changer les idées et alléger l'attente.

La sortie à la mer était très attendue. Déjà l'année dernière, un petit groupe avait eu la chance d'en profiter. Alors, dès que l'information a circulé que Dunkerque n'était qu'à une heure de route, le sujet est revenu régulièrement. Au programme : Mølkky, jeux de cartes, baignades, pique-nique et foot sur la plage. Une journée à la mer, simple. *"C'était vraiment cool, tout le monde rigolait ! La partie de Mølkky s'est même un peu enflammée. Ça a fait du bien à tout le monde, ça change de d'habitude."* dit une bénévole Utopia 56 Lille

Aujourd'hui, une vingtaine de jeunes survivent toujours sur le campement, pendant qu'une vingtaine d'autres bénéficient temporairement d'appartements prêtés par des citoyens pour l'été. Avec les remises à la rue hebdomadaires par le département, les arrivées

se font au compte-goutte, et sur ce campement à l'écart, il est difficile de créer un collectif stable. Cette sortie a donc été aussi l'occasion de renforcer les liens entre les jeunes, et avec les bénévoles, dans un environnement différent. Comme il n'a pas été possible d'emmener tout le monde, une nouvelle sortie est déjà prévue pour la fin du mois. Nous recherchons d'ailleurs toujours des bénévoles pour accompagner, et pouvoir emmener un maximum de jeunes qui le souhaitent.

Utopia 56

LA ROCHELLE

Un Rochelais d'Afghanistan a convoyé la flamme olympique sur le Belém

Ce Rochelais de 26 ans avait eu l'honneur d'être choisi comme "éclaireur", pour accompagner la flamme olympique à bord du Belém, entre le 27 avril et le 8 mai 2024. Il avait été recruté à La Rochelle, lors d'une escale du célèbre trois-mâts. Il était alors salarié d'un chantier d'insertion, et il avait été choisi pour ses qualités humaines, son enthousiasme et son intérêt pour les autres. Une expérience qui a changé sa vie, au point de devenir charpentier de marine. Jusque-là, la mer, ce n'était que des mauvais souvenirs. Enfant d'un pays de montagne et désert, l'Afghanistan, il s'était retrouvé au milieu d'une Méditerranée déchainée lors de son exil vers l'Europe, encore adolescent : *"C'était sur un petit bateau, avec d'immenses vagues qui nous emmenaient à cinq ou six mètres de haut, avant de nous renvoyer tout en bas. Et ça me donnait hyper peur."*

Une peur encore bien présente au moment de s'embarquer à bord du Belém, pour la traversée depuis la Grèce jusqu'à Marseille. Appréhension vite envolée : *"Nous étions sur un gros bateau, malgré la mer et les vagues, nous étions en sécurité." "Je ne me suis jamais senti autant en sécurité"*. Lui l'orphelin bringuebalé d'oncle en cousin à Kaboul, puis détrossé sur les chemins escarpés vers l'Iran, expulsé de Suède où il avait trouvé un premier refuge, et commencé une formation prometteuse de dentiste. Voilà qui lui a donné des idées : *"Après cette histoire, cela m'a donné envie de travailler dans les bateaux et le bois."*

Il a donc enchaîné sur une formation de charpentier de marine, dispensée par les Compagnons du devoir à La Rochelle, ce qui lui a permis de décrocher un CAP : *"Je suis fier aujourd'hui de ce que j'ai appris. Je suis capable de faire un métier, pour la première fois de ma vie. Alors qu'avant, je ne savais pas quoi faire. J'étais perdu."*

Depuis quelques mois, il enchaîne des missions en intérim. Ici les charpentes sont en plastique, mais on retrouve le bois dans les espaces intérieurs : *"Je suis menuisier, poseur-installateur. Je travaille un peu avec l'électricité et la plomberie"* précise ce curieux de nature. Curieux et ambitieux, il espère bien gravir les échelons, décrocher également un emploi fixe. Histoire de réaliser son rêve : faire venir à ses côtes, son épouse, qui vit actuellement chez ses propres parents, en Iran.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-la-rochelle/un-an-apres-avoir-convoye-la-flamme-olympique-sur-le-belem-zabih-rochelais-d-afghanistan-s-est-reconcilie-avec-la-mer-8316567>

LOON-PLAGE

Suicide : dans les campements, certains exilés sont "dans une situation désespérée"

Un jeune homme a été découvert pendu, dimanche 17 août 2025 en tout début d'après-midi, à Loon Plage dans le Dunkerquois. C'est un exilé survivant dans l'un des campements de Loon Plage qui a donné l'alerte dimanche midi. Téléphone à la main, l'homme est arrivé sur un lieu de distribution où se trouvaient d'autres exilés ainsi que des associatifs.

Sur son écran, "la vidéo d'un homme accroché à une corde". La police et les secours, prévenus dans la foulée, ont constaté la mort par pendaison d'un jeune homme d'entre 20 et 30 ans. Son corps, découvert vers 13 heures, se trouvait dans un endroit à l'abri des regards. Une enquête a été ouverte par le parquet de Dunkerque afin de rechercher les causes de la mort. Pour l'heure, l'identité du jeune homme n'a pas été déterminée. "Il était sûrement isolé, car les personnes qui ont donné l'alerte ne le connaissaient pas", observe la responsable de la communication d'Utopia 56 sur le littoral. Une demande a été transmise à la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) du département pour soutenir les exilés ayant fait face à la nouvelle

Au quotidien, le dispositif de soutien psychologique accessible aux exilés dans le Dunkerquois est déjà très restreint. "Mais il y a une barrière de la langue terrible. La possibilité d'avoir des interprètes est limitée à certaines langues. Comment faire pour se raconter librement ?

Le lien social est également limité. Le campement de Loon Plage est actuellement "très éparpillé", décrit la responsable associative. Auparavant, sa concentration permettait "un contact facile. La distribution était l'occasion d'aller vers les gens, de parler un peu". Désormais, il s'agit plutôt de plusieurs campements regroupant une poignée de personnes, "très éloignées du point de distribution. Les gens s'éloignent le plus possible des routes carrossables afin d'éviter au maximum la police et les démantèlements. Pour avoir un peu plus la paix". Or, la situation sur les campements de Loon Plage, et plus largement sur les campements du nord de la France des candidats à l'exil vers le Royaume-Uni, est précaire et hostile. "Je sais que la traversée est risquée mais ici aussi c'est dangereux : tu peux mourir de froid ou de faim. La vie est dangereuse", confiait un Cap-verdien de 23 ans, rencontré fin 2024 sur ce campement de Loon Plage.

Bien que beaucoup gardent leur détermination pour tenter la traversée, certains exilés "sont dans une situation désespérée". "Récemment, un exilé a dit à l'une de nos bénévoles : 'on ne veut pas de moi en France, pas de moi en Angleterre, pas de moi chez moi. Alors, qu'est-ce que je dois faire ?'. C'est une question angoissante."

Entre les démantèlements de campements menés par les forces de l'ordre toutes les 48 heures dans le Calais et très régulièrement dans le Dunkerquois d'un côté ; de l'autre les interceptions sur les plages et l'accord de renvoi avec le Royaume-Uni, les exilés se retrouvent pris dans des politiques paradoxales. "On a des tas de gens qui ne peuvent pas rester chez eux, qu'on n'accueille pas en France, tout en les empêchant d'aller en Angleterre : ça ne rime à rien et pour eux, c'est désespérant".

Le suicide n'est donc pas nouveau dans les campements du nord de la France où ces conditions de survie sont difficiles. "J'ai peur que d'autres personnes décident aussi de se suicider". "Des années de nos vies sont gâchées en Europe, alors qu'on est là, simplement à la recherche d'une opportunité de vivre en paix".

NANCY

La communauté ukrainienne célèbre son indépendance à l'hôtel de ville

Dimanche 24 août, les réfugiés ukrainiens installés en Lorraine ont fêté le 34^e anniversaire de l'indépendance de leur pays. À l'hôtel de ville de Nancy, ils se sont rassemblés pour rendre hommage à l'Ukraine.

Dans les grands salons de l'hôtel de ville de Nancy, l'hymne ukrainien résonne. Sur scène, le drapeau bleu et jaune rappelle la date symbolique. Le 24 août 1991, l'Ukraine

proclamait son indépendance. Depuis février 2022, environ 1 600 Ukrainiens se sont réfugiés en Meurthe-et-Moselle. Ils sont encore 1 100 aujourd'hui, dont plus de 600 à Nancy.

Entre chants, poèmes et discours, l'instant était au plaisir d'être ensemble et de célébrer la culture ukrainienne. *"Ça fait plaisir de voir les Ukrainiens qui se réunissent. C'est important d'entretenir ce lien entre nous"*. Un sentiment partagé, qui a participé à l'organisation. *"Nous nous unissons pour remonter le moral de ceux qui sont restés en Ukraine. Nous nous inquiétons pour eux, pour nos soldats, pour notre pays. On veut que la guerre se termine au plus vite, que la paix revienne, et que nous puissions rentrer chez nous."*

Mais dans la salle, l'horizon reste sombre. Les discussions autour d'un cessez-le-feu ne suscitent aucun espoir pour une, étudiante en droit. *"Ça représente juste l'essai de Trump de montrer que c'est lui qui va faire aboutir la paix, alors que Poutine a son jeu en tête depuis longtemps, c'est de restaurer l'Union soviétique dans ses frontières d'avant, il ne va pas lâcher."* La guerre qui s'enlise est un drame pour les familles de réfugiés. Le président de l'association « Les Lumières de l'Ukraine » les accompagne. *"Les gens qui sont venus pensaient rester un an maximum, là ça fait trois ans et demi. Les gens sont perdus. De plus en plus, ils pensent rester pour la scolarité et les études de leurs enfants."* Alors que le conflit s'éternise, il s'adresse aux Européens. De la fenêtre de la salle, il montre la statue de Stanislas, duc de Lorraine né à Lviv, dans l'actuelle Ukraine. *"On protège les frontières mais aidez-nous parce que si on tombe, après ça va être vous."*

<https://www.francebleu.fr/infos/international/a-nancy-la-communaute-ukrainienne-celebre-son-independance-malgre-la-guerre-9812196>

PARIS

Enquête après des soupçons de violences policières contre deux Afghans

Le 4 août 2025, la police intervient sur un camp de migrants dans un skatepark du nord de Paris. Au réveil, les plus lents voient leur matériel jeté dans un camion-benne. Trois Afghans sont interpellés et conduits au commissariat. Là-bas, selon leurs témoignages, ils auraient subi des faits d'une rare violence.

Deux, de 20 et 31 ans, ont porté plainte, explique leur avocat : *« Il y a eu des actes que je considère être de la torture. À savoir, ils leur ont mis une poubelle sur la tête, ils l'ont frappé avec la poubelle sur la tête, des coups de poings, des coups de pieds, au niveau des jambes, du thorax. Ensuite, il y avait du sang par terre. Ils ont ordonné à un de mes clients de ramasser avec une serpillère le sang, puis ils ont essayé de mettre la serpillère dans la bouche de l'autre »*. Après deux jours de garde à vue, ils sont relâchés. L'association Médecins du monde a assuré un soutien psychologique aux deux Afghans, aujourd'hui dans un abri provisoire. *« On a retrouvé ces deux personnes très vite, elles étaient profondément marquées, voire traumatisées*, ajoute le coordinateur régional. *Les deux nous ont dit qu'elles pensaient qu'elles allaient mourir. »*

L'enquête visant des officiers de police, confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), a été ouverte pour *« violences avec arme, destruction et dégradation de biens, et injures publiques en raison de l'origine »*, selon Médiapart, le 20 août. Selon l'avocat, l'un des Afghans, âgé de 31 ans, est *« réfugié politique »* et l'autre, 20 ans, est *« en procédure d'asile accélérée »*. Selon lui, ses clients ont été auditionnés par la police des polices mi-août. Il espère que l'enquête confiée à l'IGPN permettra d'accéder aux enregistrements des caméras du commissariat. Contactée, la préfecture de police de Paris nie toute évacuation du skatepark, mais une opération de nettoyage, et déplore des violences contre les forces de l'ordre. Sans mentionner la détention des Afghans.

La vie dans un campement parisien ciblé par des expulsions sans mise à l'abri

Un somalien de 25 ans survit depuis quelques mois dans le campement dit du "skatepark", dans le quartier de la Chapelle, à Paris, en attendant le traitement de sa demande d'asile. Une quinzaine de tentes sont alignées derrière lui, planquées sous une voie de métro aérienne. *"Je dors deux heures par nuit"*, souffle le jeune homme. *"La police, c'est très stressant. Quand ils viennent, on se met là, sur le trottoir en face"*. Selon le décompte de l'équipe de maraude de Médecins du Monde, cinq opérations d'évacuation de ce petit campement ont eu lieu entre le 14 juillet et le 4 août. À chaque fois en matinée, à chaque fois avec *"destruction du matériel"*. Entre autres : documents administratifs, vêtements, sacs à dos, tentes et couvertures.

Lors des Jeux olympiques, l'ONG a lancé des maraudes vers les publics sans-abris les plus isolés dans la capitale. *"À cause du dispositif policier des Jeux, les gens qui restent se cachent, se mettent dans des lieux reculés"*, expliquait un intervenant terrain pour l'ONG. À cette époque-là, le campement du "skatepark" était *"un des seuls endroits qui semblent épargnés par le nettoyage social"*. Une époque aujourd'hui révolue.

Problème : les évacuations de cet été s'effectuent sans base légale, selon l'ONG. Un arrêté préfectoral en cas de *"trouble à l'ordre public"*, ou bien une assignation judiciaire des occupants, constituent normalement les deux options légales pour ce type d'occupations, expose un avocat au barreau de Paris. Or, à chaque fois, Médecins du Monde a relevé des évacuations sans cadre légal et en *"l'absence de proposition d'hébergement ou d'alternative de mise à l'abri"*. *"Le code de l'action sociale et des familles prévoit une mise à l'abri pour les personnes volontaires. Mais il y a un fossé entre la théorie et la pratique. Il arrive fréquemment que, sous couvert de mise à l'abri, il s'agisse d'opérations d'expulsions déguisées"*. Ce type de pratiques illégales nous remontent de plus en plus", soutient aujourd'hui le coordinateur de Médecins du Monde à Paris. Le responsable de l'ONG relie aussi la multiplication de ce phénomène à l'approche des municipales : *"les maires d'arrondissements veulent montrer des rues 'propres'"*. Si à Paris, la compétence d'ordonner des évacuations en cas de *"troubles à l'ordre public"* relève bien de la préfecture de police de Paris, les maires, comme n'importe quel citoyen, peuvent émettre des signalements et presser la préfecture d'agir.

"Les policiers se comportent avec nous comme ils veulent", résume un afghan de 25 ans, parti d'Afghanistan après la chute de Kaboul et arrivé à Paris il y a deux mois et demi. *"Ils viennent une fois ou deux par semaine et nous demandent de partir. Ils détruisent nos affaires ou les mettent dans un camion poubelle. Ils déchirent les tentes avec un couteau. Ils cassent les téléphones et poussent les gens pour les obliger à s'éloigner de leurs tentes."*

Une série de vidéos confirment ces témoignages, ainsi que les violences verbales et physiques décrites dans le rapport d'observation de Médecins du Monde. *"Les forces de l'ordre poussent les personnes sans motif"* ; *"usage de gaz lacrymogène à l'intérieur des tentes"*... L'ONG a saisi le Défenseur des droits sur ce contexte d'évacuations, mais aussi sur des cas individuels. Contactée, la préfecture de Paris n'a pas répondu, pour l'heure, à nos questions sur la légalité des opérations et leur violence. Auprès de Mediapart, qui vient de publier une enquête sur des violences subies par deux Afghans en garde-à-vue - suite à laquelle le parquet de Paris a ouvert une enquête -, la préfecture explique que ce type d'évacuations est en fait *"une opération de nettoyage"*, au cours de laquelle les forces de l'ordre interviendraient pour *"assister les services de la propreté"*.

Au fil de ces évacuations, le campement qui comptait près de 60 personnes, selon Médecins du Monde, a aujourd'hui diminué de moitié. Plusieurs nationalités continuent de s'y côtoyer : Afghans, Algériens, Guinéens... Certains ont pourtant droit à un hébergement, en théorie : des demandeurs d'asile, ou des réfugiés. Un Palestinien de 43 ans ne sait même pas par où commencer pour raconter à quel point *"les conditions de vie, ici, sont très difficiles"*. Sur son téléphone, il ouvre Facebook et fait défiler des vidéos où apparaissent des membres de sa famille tués récemment à Gaza. Lui, est parti il y a plusieurs années de Palestine et a obtenu une protection internationale en Italie. L'homme sort sa carte de réfugié de 10 ans de son portefeuille. Il est venu à Paris sur les conseils d'un ami. Il voulait trouver dans la capitale française un meilleur travail que celui qu'il avait décroché, là-bas, dans le nettoyage. *"Ici, tu ne sais pas où aller, tu es perdu, tout est compliqué"*. Alors aujourd'hui, le Palestinien déçante. *"J'attends juste de gagner un peu d'argent pour retourner à Marseille. De là-bas, je prendrai le bateau pour rentrer en Italie."* À intervalles réguliers, il est interrompu dans son récit par le passage du métro au-dessus de sa tête. Les rames passent dans un sens, puis dans l'autre. Elles recouvrent toute parole d'un vacarme assourdissant.

Un jeune Afghane de 19 ans, survit ici malgré un tympan perforé. Il doit se rendre à l'hôpital dans quelques jours pour une opération. *"J'ai très peur d'une éventuelle perte d'audition car ici le bruit, surtout des métros qui passent toutes les cinq minutes, est vraiment insupportable"*. La nuit, *"je n'arrive pas à dormir. À cause du bruit du métro jusqu'à une heure du matin, et après parce que j'ai des bourdonnements en permanence dans l'oreille."* Il dort avec un ami à lui dans la même tente. *"C'est pour nous protéger au cas où... Je suis le plus jeune de tous dans ce camp et à partir de minuit, j'ai peur de me faire agresser par des gens qui se mettent à boire et à fumer je ne sais quoi"*.

L'un des doyens du campement, confirme. *"Le soir, il y a des bagarres, à cause de l'alcool."* De ses yeux brillants et protecteurs, ce Soudanais de 45 ans balaie du regard les tentes et les matelas posés par terre. *"Il y a des jeunes, certains sont pris là-dedans. Mais la police ne vient que le matin... La nuit, quand on a vraiment besoin d'aide, il n'y a personne"*.

Un autre a des papiers en France, mais il fait des démarches depuis plusieurs mois pour obtenir une adresse de domiciliation et commencer à travailler. Son objectif : faire venir sa femme et sa fille de 20 ans depuis Khartoum. *"Mais je sais qu'ici en France, tout prend du temps. Je dois construire tout ça pas à pas."* En attendant, pour combler l'attente, il discute avec tout le monde. Il apprend des langues en quelques semaines, sympathise avec la terre entière. *"Tout à l'heure, j'étais en appel vidéo avec un Ukrainien que j'ai rencontré en arrivant en Europe. Nous ne parlons pas la même langue, alors nous n'avons pas dit un mot. Mais on se salue de la main, on parle avec les yeux : c'est mon ami"*.

Le campement de migrants devant l'Hôtel de ville a été évacué

Mardi matin 12 août 2025, le campement situé devant l'Hôtel de ville de Paris a été évacué. Depuis une semaine, quelque 200 personnes, dont une grande majorité de femmes et d'enfants, occupaient la place. Dès le lever du soleil, de nombreuses personnes avaient déjà quitté les lieux. Les autres s'attelaient à démonter ce qu'il restait du campement qui hébergeait des centaines de personnes sur le parvis de l'Hôtel de ville de Paris. Sous des bâches, installées à même le sol sur des couvertures et des cartons, *"environ 350 personnes, dont 200 femmes et 150 enfants"*, vivaient ici au pic - recensé lundi soir 11 août - de l'occupation, selon l'arrêté préfectoral annonçant l'évacuation de ce mardi.

La veille, les associations tiraient la sonnette d'alarme sur la situation alors que de fortes chaleurs étaient attendues ces prochains jours. *"La vie dans ce camp est difficile pour nous"* : depuis une semaine, cette mère ivoirienne vit avec son enfant de deux ans dans le campement. *"La chaleur, c'est trop. Surtout pour mon bébé. Il y a aussi les moustiques qui*

n'arrêtent pas de le piquer et le manque de propreté qui est dur pour lui", raconte-t-elle à côté de son enfant encore en train de dormir, enroulé dans une couverture.

"Ces personnes très vulnérables vivaient dans des conditions indignes qui sont dommageables pour la santé physique et mentale donc on est content que les autorités se réveillent et qu'il y ait une opération", salue le coordinateur de la veille sanitaire chez Médecins du monde. *"Mais on est mécontent car les propositions, ce sont encore les sas régionaux"*.

L'opération s'est déroulée dans le calme en présence d'un important dispositif policier positionné aux abords de la mairie de la capitale. Au moins trois cars ont été positionnés aux alentours du camp pour transporter les familles qui le souhaitent dans des lieux en province prévus par la préfecture. Les exilés, en fonction de leur composition familiale et de leur situation, se sont vu proposer, entre autres, d'être envoyés à Marseille, Bourges, Toulouse, Besançon ou encore Montgermont, où ils pourraient être accueillis dans un des sas régionaux. Depuis le début de ce rassemblement il y a une semaine, *"150 personnes"* ont été *"prises en charge et orientées vers une solution d'hébergement, dont la moitié vers des structures d'accueil hors Île-de-France"*, a précisé la préfecture d'Île-de-France un communiqué. Ce mardi, uniquement 66 personnes sont montées dans les cars vers les sas régionaux, selon une source proche du dossier.

Comme lors des précédents démantèlements, seule une petite portion des migrants accepte ces transferts. *"J'ai une demande de logement en cours à Paris et s'ils insistent pour me faire partir, ce serait un abus. Mes enfants vont à l'école à Paris. Les deux garçons devaient faire la classe pendant les vacances, on ne va pas partir alors qu'on ne connaît que Paris"*, raconte un réfugié camerounais qui vit en France avec sa femme et ses trois enfants suite à un regroupement familial. Finalement, il acceptera la proposition de mise à l'abri à Besançon, résigné. *"Je n'ai pas le choix, mes enfants ne peuvent pas passer plus de temps à la rue"*, nous confie-t-il avant d'embarquer dans le bus. Et d'ajouter, un peu désorienté : *"Besançon, c'est une grande ville, n'est-ce pas ? On va essayer d'y reconstruire notre vie"*.

"Je comprends que des familles qui ont déjà des implantations de vie à Paris et en Île-de-France ne veulent pas partir", réagit une élue du 19^e arrondissement venue assister à l'évacuation. Ces orientations vers des sas d'accueil sont faites *"en dépit du bon sens"*, a-t-elle estimé.

Peu après, une Malienne présente dans le camp depuis 5 jours, se rue vers la représentante de la mairie. La municipalité a mis à l'abri les femmes seules enceintes et/ou avec enfants de moins de 3 ans, soit 34 personnes. Mais la mère de famille n'en fait pas partie : ses enfants sont plus âgés. *"Qu'est-ce que je vais faire maintenant ? Je ne vais pas partir je ne sais où alors que j'ai un travail ici"*, raconte cette Malienne, tenant fermement dans ses mains une feuille de mission de la mairie de Paris mentionnant son travail en tant que renfort saisonnier tout le mois d'août.

Ces lieux d'hébergement d'urgence temporaires hors d'Île-de-France ont été mis en place l'été précédant les Jeux olympiques pour désengorger les hébergements de la capitale, alors que le monde associatif dénonçait un « *nettoyage social* » des rues parisiennes. *"C'est la solution que l'on nous oppose systématiquement, depuis les JO"*, décrit le coordinateur pour Utopia 56 à Paris. Or, *"il ne s'agit pas d'une solution adaptée"*. Encore moins pour les profils vulnérables présents sur la place.

De son côté, la préfecture estime que ces places *"assurent aux personnes hébergées un accompagnement social et administratif mais aussi un hébergement stable"*

jusqu'à ce qu'une orientation leur soit proposée". "Il est cependant regrettable de constater qu'une partie des ménages a refusé cette solution de mise à l'abri, alors même que de fortes chaleurs s'installent sur Paris", ajoute-t-elle dans son communiqué.

Le coordinateur de Médecin du monde critique lui aussi ces centres régionaux et dénonce des solutions *"pour seulement 3 semaines"*. *"Il n'y a que 40% des personnes qui vont là-bas qui obtiennent une vraie prise en charge après. Donc c'est un super moyen pour déplacer un problème de Paris et disperser la misère, sans considération pour la situation personnelle des personnes et leur besoin"*.

Vers 9h, de nombreux migrants, tenant le peu d'affaires leur restant sous le bras, ont quitté la place par leurs propres moyens. Ces personnes refusent les sas régionaux et repartent donc en quête d'un lieu où passer la prochaine nuit. *"Revenez nous voir à la permanence, on essaiera de vous orienter et de vous donner un peu de matériel"*, confie une bénévoles d'Utopia 56 à un migrant désespéré.

Et alors que le soleil commence à chauffer la place de l'Hôtel de ville, les policiers ont commencé à encercler la place vers 11h afin d'évacuer les dernières personnes, *"beaucoup de mères avec enfants"*, selon Utopia56. Elles ont été repoussées dans le métro, à quelques mètres des terrains de volley installés pour *"Paris plage"*. *"L'opération va beaucoup profiter aux touristes qui vont venir jouer ici en tout cas ; mais concernant la situation de ces personnes ? Ça reste un dilemme insoluble"*.

RENNES

Près de Rennes, un collectif de migrants lance un projet de maraîchage

Au nord de Rennes, un groupe de demandeurs d'asile a lancé un projet de jardin maraîcher. La météo est changeante ce mercredi après-midi, les averses et les éclaircies se succèdent et, par moment, les puissants rayons de soleil de juillet percent les nuages gris ardoise, donnant au ciel des airs de tableau impressionniste.

"On est bien contents d'avoir de la pluie ! C'est très bon pour les légumes et ça nous fait du travail d'arrosage en moins", se réjouit un Camerounais de 41 ans qui a lancé au début du printemps, avec une dizaine d'autres exilés, un **projet de jardin maraîcher** à Melesse, à une quinzaine de kilomètres au nord de Rennes.

Les participants au projet se sont rencontrés dans les différents hébergements par lesquels ils sont passés depuis leur arrivée en France. Notamment dans des gymnases où la ville de Rennes a hébergé des exilés pendant plusieurs mois cet hiver 2025. Les lieux ont été évacués début avril et la plupart des exilés qui s'y trouvaient se sont installés dans le parc Maurepas, dans le nord de Rennes.

Pliés en deux au-dessus du sol, les agriculteurs migrants binent et arrachent les mauvaises herbes autour des salades. En à peine quatre mois de travail, ils ont également fait sortir de terre de beaux pieds de tomates, poivrons, pommes de terre, courgettes, concombres ou encore d'aubergines sur cette parcelle entourée par un champ de luzerne. Au ras du sol, sous de grandes feuilles vert foncé, de grosses courges sont déjà formées et tendent doucement vers l'orange.

Le Collectif des agriculteurs migrants est né de la volonté de cette poignée de demandeurs d'asile de s'occuper les mains et la tête pour ne pas subir l'attente interminable des démarches administratives. *"On n'a pas accès au marché du travail [en France un demandeur d'asile a le droit de travailler après six mois de présence en France s'il est toujours dans l'attente du résultat de l'examen de son dossier, mais, dans les faits, les embauches sont*

extrêmement rares] *mais on ne voulait pas rester sans rien faire. On a commencé par contacter la ville de Rennes pour participer à l'opération ville propre mais la mairie ne nous a jamais répondu*".

Le projet s'est concrétisé ici grâce à l'aide d'un ancien conseiller en agroforesterie qui les a rencontrés en février 2025 à l'occasion de la projection d'un documentaire dans un squat de Rennes. *"On était dans l'entrée du squat et il y avait 5-6 personnes, donc on a commencé à discuter et on s'est rendu compte qu'il était hyper intéressé par l'agriculture et que moi je travaillais là-dedans, donc on a vite accroché"*

L'ancien conseiller en agroforesterie est également membre du collectif campagnes ouvertes et solidaires. Ce groupe s'est formé en Ille-et-Vilaine dans l'entre-deux tours des élections législatives de juin 2024 face à la crainte de voir l'extrême droite l'emporter. *"On a organisé une rencontre en mars avec Campagne ouvertes et solidaires et le collectif des agriculteurs migrants. C'était une première réunion de discussion pour savoir quels étaient leurs besoins et, à partir de là, on a lancé la recherche de terrain avec les contacts de paysans qu'on connaissait dans le coin"*. Une agricultrice à la retraite, a répondu à l'appel et a mis un demi-hectare de ses terres de Melesse à disposition des demandeurs d'asile. C'est son fils qui a repris l'exploitation avec son père et un ami. Il soutient l'action du collectif autant qu'il peut.

Dans le groupe, certains, qui ont fait des formations agricoles au Cameroun et en République démocratique du Congo (RDC), ont déjà de l'expérience dans le monde agricole. D'autres ont tout appris sur le tas, comme un ancien professeur de physique-chimie au Cameroun, ou une réceptionniste en Côte d'Ivoire. Mais tous partagent l'envie d'*"être utiles à la société"*. *"On veut cultiver la terre et que nos produits aillent à des personnes dans le besoin"*.

C'est l'aspect social du projet auquel le groupe est attaché : faire profiter les personnes précaires de leur production, cultivée selon les principes de l'agriculture biologique, *"pour préserver la santé des humains"*. Les premiers légumes cultivés ont donc été proposés aux Restos du cœur qui vient désormais les collecter directement sur la parcelle.

Tous expriment aussi leur besoin de s'occuper pour ne pas trop souffrir de leur statut. Qu'ils soient en attente d'un rendez-vous à l'Ofpra, d'une décision de la CNDA ou d'un titre de séjour, ils se disent rongés par l'angoisse et l'ennui.

"Je viens ici en premier lieu pour avoir une bonne santé mentale, explique un originaire du Cameroun de 43 ans. Quand je ne viens pas là, je reste à la maison et les journées sont trop longues. Ici, les journées passent vite donc je ne cogite pas trop".

Une ancienne infirmière reconvertie dans le maraîchage à Kinshasa a fui son pays quelque temps après l'aggravation des conflits dans l'est de la RDC. *"Mon mari est caporal dans l'armée, il a été envoyé combattre là-bas. Je ne sais pas pourquoi mais un jour, des gens sont venus chez moi et m'ont agressée en me demandant pourquoi mon mari n'était pas là"*. Ce jour-là, elle a été violée par l'un de ses agresseurs. *"Quand le deuxième a voulu me violer, je l'ai mordu à la main de toutes mes forces, alors il m'a tabassée"*. À son arrivée en France, des dents cassées lors de ce passage à tabac et une profonde blessure à la jambe la faisait beaucoup souffrir. Elle a pu être soignée physiquement. Mais depuis le départ de son mari, la Congolaise souffre aussi de graves maux de tête et d'hypertension. Le maraîchage l'aide à s'apaiser.

Pourtant, la tâche n'est pas facile. Pour se rendre au champ, les agriculteurs migrants doivent prendre un bus et rouler 30 minutes depuis Rennes, puis marcher 45 minutes. Sur place, tout le travail se fait à la main avec quelques outils seulement car le collectif manque de tout. *"Il nous faut surtout des tuyaux pour arroser"*. Pour tenter de collecter des fonds, une

cagnotte en ligne a été lancée.

Les agriculteurs migrants espèrent que les fonds qu'ils recevront les aideront à pérenniser leur projet. Le territoire pourrait y gagner. Selon France Travail (ex-Pôle emploi), il existe 8 950 projets de recrutements en agriculture dans la région Bretagne, soit au moins autant de postes à pourvoir. À l'échelle nationale, ce sont plus de 200 000 projets de recrutement qui ont été enregistrés dans le secteur agricole.

Le Collectif des agriculteurs migrants fait sa part. Mardi, les Restos du cœur sont venus récupérer pour leurs bénéficiaires les légumes produits dans le champ de Melesse. Dans quelques mois, les exilés aimeraient aussi pouvoir proposer des paniers de légumes aux personnes isolées des environs.

SAINT-PAIRS-SUR MER

Un livre " la honte d'un migrant " écrit par un migrant sans papier

Dans le sud Manche, migrant camerounais, de 44 ans, réfugié dans la Manche et compagnon d'Emmaüs à Saint-Pairs-sur mer, raconte son parcours dans un livre " *la honte d'un migrant* " aux éditions Le Lys bleu. Plus de 700 pages pour raconter son parcours : de son enfance difficile à l'engagement politique puis à l'exil vers la Turquie puis l'Europe. Il est arrivé il y a 3 ans en France, jusqu'à Granville où il a été pris en charge notamment par l'association Port d'attache. C'est tout un réseau de solidarité qui l'a aidé et qui lui a permis de publier son livre.

"J'ai un peu sympathisé avec les bénévoles d'Emmaüs. C'était tout nouveau en France pour moi. Ça me paraissait tellement étrange. Mais après, j'ai été pris en charge par l'association Port d'attache. C'est Port d'attache qui s'est occupé de ma démarche administrative. C'est Port d'Attache qui m'a logé. Ils ont presque tout fait pour moi. C'est quand je suis arrivé là que j'ai présenté le premier manuscrit que j'avais, écrit à la main. Mais on m'a dit que si j'espérais un jour me faire éditer, il faudrait que je tape tout ça à la machine. J'ai rencontré des gens de très bonne volonté, qui m'ont fait rencontrer d'autres personnes, qui ont mis à ma disposition un ordinateur. Et c'est comme ça que j'ai commencé à taper mon texte. "

" Quand j'étais dans la migration, que les conditions devenaient de plus en plus difficiles, je m'imaginais que si j'avais les pouvoirs magiques, je me transformerais en albatros et j'irais jusqu'à ma destination . " L'albatros infatigable et résistant qui peut parcourir des milliers de kilomètres sans s'arrêter. Ce qu'il a fait quand il n'a plus eu le choix, après son engagement dans un parti d'opposition en 2012 au Cameroun : " J'ai milité dans ce parti politique, espérant pouvoir un jour voir le changement. Sauf qu'à un certain moment, j'ai été attaqué et accusé d'être porteur d'un projet insurrectionnel, j'ai été agressé violemment et j'ai failli perdre la vie. La vie est devenue trop compliquée. Je me suis retrouvé à l'hôpital. Je suis un peu devenu comme un clandestin dans mon propre pays. Du coup, j'ai compris qu'il fallait que je sorte du pays. "

Il obtient d'abord un visa pour la Turquie, tente ensuite 4 fois la traversée vers la Grèce. De là il traverse l'Europe pour arriver en France où il est depuis près de 3 ans compagnon d'Emmaüs, à Saint-Pair-sur-mer. Lui qui au Cameroun avait le niveau pour rentrer à l'ENA ne peut aujourd'hui pas faire d'études, faute de papiers. Au Cameroun, c'est la corruption qui l'a empêché de poursuivre ses études. Une injustice qu'aujourd'hui encore il n'a pas digéré, mais la parution de son livre lui redonne espoir . 720 pages rédigées grâce à l'appui de l'association granvillaise Port d'Attache et aux personnes qu'il a rencontré à Emmaüs. " *Je vais toujours être confronté à la difficulté des papiers. Mais néanmoins, le fait pour moi*

d'avoir produit ce livre ici, c'est quand même quelque chose qui prouve qu'ici, en France, si on a la volonté, on peut oser. " De l'espoir donc, de la fierté aussi pour combattre cette honte qui dit-il colle à la peau de tous les camerounais, la honte d'un régime impitoyable.

<https://www.francebleu.fr/culture/livres/avoir-produit-ce-livre-c-est-quelque-chose-qui-prouve-qu-ici-en-france-si-on-a-la-volonte-on-peut-oser-9379772>

STRASBOURG

Evacuation de 150 à 200 personnes d'un campement

Les forces de l'ordre ont débuté mardi 12 août 2025 à 6h du matin à l'évacuation du campement du Heyritz à Strasbourg où 150 à 200 personnes, des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, vivent sous des tentes de fortune en plein cœur de Strasbourg depuis plusieurs semaines. Et ce faute de place en hébergement d'urgence. Les forces de l'ordre mais aussi les services de la préfecture du Bas-Rhin sont sur place depuis 6h ce matin.

Le 25 juillet 2025, le tribunal administratif saisi par la ville de Strasbourg, avait donné 8 jours aux familles pour évacuer les lieux. Ce matin, quatre bus ont été affrétés par la préfecture pour l'évacuation de près de 200 personnes vers deux gymnases de la ville. La préfecture du Bas-Rhin qui précise qu'*"une évaluation de la situation des personnes sera réalisée pour permettre la prise en charge de chaque situation"*.

<https://www.francebleu.fr/theme/migrants>

TOULOUSE

L'été, la canicule et l'eau

La DDETS (Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités), sous l'autorité du préfet, a demandé aux associations d'intensifier leurs maraudes pour faire face à cet épisode caniculaire. Utopia 56 a également reçu cette demande. Or, n'étant ni subventionné par la préfecture, ni par aucune autre institution publique, ce n'est pas à nous de combler les lacunes de l'État. Et pourtant, le lundi 11 août 2025, au plus fort de la canicule, nous avons dû distribuer plus de 550 bouteilles d'eau, soit plus de 250 litres, à des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable. Ces personnes vivent dans des lieux de vie informels, situés en périphérie de Toulouse, souvent isolés des points d'eau et des espaces de rafraîchissement. Peu d'associations mandatées par l'État s'y rendent, car ces sites sont éloignés, difficiles d'accès et rarement pris en compte par les institutions.

L'eau est l'un des premiers besoins vitaux pour toute personne. L'accès à l'eau devrait être une priorité pour les institutions publiques, d'autant plus en période de canicule. Face à l'abandon des institutions, nous continuerons nos maraudes pour aller à la rencontre des personnes les plus vulnérables et leur apporter l'aide vitale dont elles ont besoin.

VARENGEVILLE-SUR-MER

49 personnes migrantes mises à l'abri avant la traversée de la Manche

Elles sont de nationalité syrienne, koweïtienne, palestinienne, libyenne ou encore tchadienne : 49 personnes migrantes, dont huit femmes et sept enfants, ont été repérées sur la commune de Varengeville-sur-Mer (Seine-Maritime), dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août 2025. C'est la préfecture de la Seine-Maritime qui l'annonce dans un communiqué de jeudi 14 août. Des agents et des élus de la commune, aidés par les secouristes du SDIS76, les ont regroupés dans un gymnase. *"Quand les forces de gendarmerie, qui tournent toute la nuit*

ont repéré le camion, elles sont intervenues, elles ont récupéré le camion, le bateau automatique était dedans", raconte le maire de Varengeville-sur-Mer. "Ils essaient de passer là où ils peuvent. Ils ne peuvent plus passer dans le Nord, c'est très compliqué de passer à partir de Boulogne ou de Calais. Donc ça descend."

Des bénévoles de la Croix-Rouge sont aussi intervenus, afin d'assurer un bilan de santé et une distribution de vêtements. *"Mon rôle à moi, c'est de sécuriser les gens de façon à éviter des drames. On avait des enfants de bas âge, une femme enceinte, des gens un peu épuisés".* En plus du bilan sanitaire, un bilan administratif a été dressé. *"La secrétaire générale de la sous-préfecture de Dieppe s'est rendue sur place afin de superviser la coordination des dispositifs de prise en charge et des démarches administratives". "l'engagement et la réactivité forte de tous les intervenants dans ces différentes opérations"* est salué.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/varengeville-sur-mer-49-personnes-migrantes-prises-en-charge-et-mises-a-l-abri-dans-un-gymnase-de-la-commune-1825226>

MANCHE

38 personnes secourues au large d'Equihen-plage

Les secours sont intervenus dans la Manche, mardi matin 26 août 2025, pour venir en aide à 38 migrants qui tentaient d'atteindre les côtes britanniques. Le moteur de leur embarcation était tombé en panne. Un aéronef de la police aux frontières a d'abord repéré le départ de l'embarcation de migrants, tôt dans la matinée, dans le secteur d'Equihen-Plage. Une fois à l'eau, le bateau est surveillé par les secours, qui remarquent que son moteur est tombé en panne, en pleine traversée. Très vite, les sauveteurs proposent une assistance aux exilés. Les 38 personnes souhaitant être secourues sont alors prises en charge et déposées au port de Calais. Un navire de la Marine nationale poursuit ensuite sa surveillance.

Le reste des personnes à bord de l'embarcation a décidé de poursuivre la traversée : *"Lors de certaines opérations de sauvetage, il arrive qu'une partie des migrants à bord d'une embarcation refuse d'être secourue par les moyens français. Dans cette configuration, compte tenu de la fragilité structurelle des embarcations, systématiquement surchargées, et des risques encourus par les migrants si l'embarcation venait à se disloquer, le choix est fait de ne pas les contraindre à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'État et de les laisser poursuivre leur route".*

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/migrants-38-personnes-secourues-au-large-d-equihen-plage-ce-mardi-matin-7735298>

Traversées de la Manche : déjà deux fois plus de migrants interceptés en Seine-Maritime cette année qu'en 2024

Ce sont des chiffres révélés mardi 19 août 2025 par ICI Normandie : les chiffres du nombre de tentatives de traversée de la Manche par des personnes migrantes depuis les côtes de la Seine-Maritime augmentent fortement. Il y en a déjà eu, sur 2025, deux fois plus que sur toute l'année 2024. Ce qui tend à confirmer que la *"pression migratoire"*, qu'évoque la préfecture de la Seine-Maritime, concerne le Pas-de-Calais, mais aussi cette zone normande, plus au sud, située entre Le Tréport et Dieppe.

Depuis le début de l'année 2025, 19 tentatives de départs ont été empêchées en Seine-Maritime. Cela représente 455 migrants repérés à terre et pris en charge. La dernière traversée interceptée était le 14 août 2025, quand 49 personnes ont été prises en charge à Varengueville-sur-Mer. Sur toute l'année 2024, 5 interventions à terre ont eu lieu, représentant 111 personnes, et 4 tentatives ont échoué à la suite d'une avarie, représentant 87 personnes, indiquent les services de la préfecture. Des chiffres qui n'incluent donc pas toutes les traversées qui auraient pu atteindre l'Angleterre, ou celles qui auraient disparu en mer.

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/traversees-de-la-manche-deja-deux-fois-plus-de-migrants-interceptes-en-seine-maritime-cette-annee-qu-en-2024-3325909>

78 migrants secourus

Le vendredi 15 août 2025, en milieu de nuit, une embarcation de migrants dans le secteur du port de Dunkerque tente la migration. Mais l'embarcation tombe en panne moteur, et l'ensemble des 78 personnes à bord de l'embarcation demande alors assistance. Les personnes secourues sont débarquées à quai à Calais (62) et prises en charge par les services de secours à terre.

<https://www.premar-manche.gouv.fr/communiqués-presse/operation-d-assistance-et-de-secours-de-78-personnes-au-large-de-loon-plage-59>

Près de 280 exilés secourus en 48 heures lors de plusieurs opérations de sauvetage

En 48 heures, entre lundi 11 et mardi 12 août 2025, plus de 270 personnes ont été secourues par les sauveteurs français alors qu'elles tentaient de rejoindre le Royaume-Uni. Mardi, 111 exilés au total ont été secourus dans la Manche. Quatre opérations de secours ont eu lieu dans la même journée. Dans la matinée, le CROSS Gris-Nez a été alerté de la présence d'une embarcation de migrants en face de la plage de Sainte-Cécile, au nord de la commune du Touquet. La brigade nautique de la gendarmerie de Calais Ouranos a porté secours à six passagers du canot tombés à l'eau. La brigade surveillait alors un groupe d'exilés sur la plage qui cherchaient précisément à embarquer sur ce canot. Les pompiers, appelés sur place, ont pris en charge ces six personnes, puis dix autres. Les autres passagers du canot, y compris ceux qui ont réussi à embarquer sans encombre depuis la plage, ont poursuivi leur route.

Quelques heures plus tôt dans la matinée, le CROSS avait déjà engagé des moyens de surveillance pour une embarcation cette fois en

Face de la plage de Veules-les-Roses, au sud de Dieppe lors d'une tentative d'embarquement d'un groupe d'exilés le bateau de surveillance a porté secours à trois personnes tombées à l'eau. Alors que l'embarcation continuait sa route avec les autres passagers ayant réussi, eux, à embarquer, une personne a finalement demandé assistance. Elle a aussi été prise à bord de l'Abeille Normandie. Grâce à un semi-rigide, ces quatre personnes ont été ramenées successivement à quai et prises en charge.

En début de nuit, en face de la plage de Malo-les-bains à Dunkerque, le CROSS a surveillé une embarcation "*chargée*". Alors qu'une panne moteur survient, des personnes qui demandent assistance. 52 personnes sont, dans un premier temps, secourues et débarquées à Calais. Puis, "peu de temps après", les 39 passagers restants sont également pris en charge et débarqués à Calais.

Trois opérations de sauvetage, pour quatre embarcations, avaient déjà eu lieu la veille, lundi 11 août 2025. Au total, 166 migrants ont été secourus au large des côtes du Pas-de-Calais. Un sauvetage a eu lieu au large de Merlimont-plage (Pas-de-Calais), avec 36

personnes ramenées au port de Boulogne-sur-Mer. Plus tôt, dans la matinée, 22 personnes avaient été secourues depuis une embarcation à la dérive au large du Touquet ; en même temps que 12 passagers d'une seconde embarcation à proximité. Encore plus tôt, en début de nuit, les secours étaient intervenus pour une panne dans le secteur d'Hardelot. Cette fois, 83 passagers ont été pris en charge et ramenés à Boulogne-sur-Mer.

Ces importantes tentatives de traversée des derniers jours, malgré l'entrée en vigueur annoncé il y a une semaine de l'accord franco-britannique « un pour un », laissent entrevoir une année 2025 de tous les records. D'après les chiffres du Home Office, entre le 5 juillet 2024 et le 11 août 2025, 50 271 personnes sont arrivées au Royaume-Uni par "small boats"... Dont 27 029 depuis le début de l'année 2025. Or l'an dernier, le seuil de 25 000 traversées avait été atteint seulement le 27 août.

Une migrante meurt dans une tentative de passage en bateau

Une femme migrante est morte dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 août 2025 sur le littoral nord de la France, lors d'une tentative de traversée de la Manche selon la préfecture du Nord. Le drame est survenu alors que cette femme tentait de traverser en "taxi-boat", du nom des semi-rigides de quelques mètres de long qui arrivent par la mer pour récupérer les migrants, donnant lieu à des départs particulièrement périlleux, et régulièrement meurtriers. Elle est décédée malgré "trois tentatives de réanimation, par les polices nationale et municipale puis par les pompiers", selon la préfecture. Selon l'association d'aide aux migrants Utopia 56, il s'agissait d'une femme d'une trentaine d'années, "morte sur la plage de Malo, à Dunkerque" alors qu'elle "tentait de monter à bord d'une embarcation".

Ce décès porte à 19 le nombre de personnes migrantes mortes en mer en tentant de rejoindre le Royaume-Uni depuis le début de l'année, selon un décompte des décès lors des traversées en mer.

22 exilés secourus au large de Cayeux-sur-Mer

22 exilés ont été secourus dimanche 10 août 2025, au large de Cayeux-sur-Mer indique lundi la préfecture maritime de la Manche. L'embarcation, repérée en Baie de Somme, est tombée en panne : la SNSM, venue de Fort-Mahon-Plage, est venue aux côtés des naufragés, avant de recevoir l'appui de leurs collègues de Cayeux-sur-Mer. Les 22 occupants du bateau, de nationalités syrienne, irakienne, égyptienne ou encore koweïtienne et érythréenne, ont ensuite été ramenés à terre, à Cayeux-sur-Mer, aucun blessé n'est signalé. Quatre mineurs se trouvaient dans l'embarcation.

Sur tout le littoral des Hauts-de-France, 83 exilés ont été secourus le 10 août : 59 personnes ont été repérées dans le Nord au large de Leffrinckoucke, une partie a refusé l'aide des secours et a continué leur route vers l'Angleterre ; deux autres personnes, en difficulté sur deux embarcations différentes, ont été ramenées à Gravelines et à Calais.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/22-exiles-secourus-au-large-de-cayeux-sur-mer-ce-dimanche-apres-le-nauffrage-de-leur-embarcation-9900467>

MEDITERRANEE

QUELLE SECURITE APPORTE UN GILET DE SAUVETAGE LORS D'UNE TRAVERSEE EN MER ?

La Méditerranée centrale est l'une des routes migratoires les plus dangereuses vers l'Europe. Plus de 25 000 migrants ont péri lors de cette traversée depuis 2014.

La mer Méditerranée est d'humeur très changeante. Ce qui peut ressembler à une journée calme et chaude depuis la terre ferme peut se transformer en tempête en haute-mer. Les vagues, les courants marins et le vent peuvent rendre les traversées les plus courtes très dangereuses. Régulièrement, les bateaux sur lesquels s'entassent les candidats à l'exil sont à peine aptes à la navigation, d'autres sont construits avec des coques soudées qui peuvent se briser lorsqu'elles sont surchargées ou se heurtent à une succession de grandes vagues. Enfin, les personnes qui parviennent à rejoindre l'Europe présentent régulièrement des brûlures provoquées par le mélange entre l'essence et l'eau de mer salée qui baigne au fond du bateau.

Depuis 2014, date à laquelle l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) a commencé à enregistrer le nombre de morts et de disparus sur les routes vers l'Europe, plus de 25 247 personnes sont mortes sur la route de la Méditerranée centrale, la plupart entre la Libye ou la Tunisie et l'Italie. Le nombre réel de décès risque toutefois d'être beaucoup plus élevé, reconnaît l'agence onusienne.

Nombre de personnes qui cherchent à traverser la mer Méditerranée ne portent pas de gilet de sauvetage, notamment parce que les passeurs n'en prévoient pas pour les passagers. D'une part, cet équipement peut ne pas être disponible en nombre suffisant, ou bien les trafiquants cherchent à entasser davantage de personnes sur le bateau. En effet, une personne sans gilet de sauvetage prend moins de place que celle qui en porte un. Et lorsque les passagers se voient offrir un gilet de sauvetage ou qu'ils parviennent à s'en procurer, celui-ci peut ne pas être conforme aux normes de sécurité. Certains migrants qui se sont vus remettre un gilet avant leur traversée ont expliqué qu'il était déchiré et qu'ils craignaient qu'il ne soit d'aucune utilité s'ils venaient à devoir s'en servir.

Des gilets aux normes sont encore plus rares pour les enfants. Pour qu'un gilet de sauvetage ne présente pas de risque pour un enfant, il doit être ajusté à son poids. Faire porter une veste d'adulte à un enfant ne l'aidera pas, de la même manière qu'un gilet conçu pour un bébé ne sera pas utile à un enfant plus âgé. Même un gilet de sauvetage homologué et en bon état n'est pas une garantie de survie en cas de naufrage. Malgré des températures de l'air élevées en Méditerranée pendant une grande partie de l'année, les températures de l'eau, même en été, sont fraîches, présentant ainsi un risque d'hypothermie pour les naufragés en l'absence de secours.

Un homme, âgé de 27 ans, a expliqué avoir déjà tenté à six reprises de rejoindre les côtes italiennes depuis la Libye. *"Lors de mon dernier voyage, j'ai décidé d'acheter moi-même un gilet de sauvetage parce que je savais à quel point c'était important. Le passeur le savait aussi, mais il s'en moquait. Il ne se souciait que de l'argent. J'ai payé 30 000 dinars libyens (environ 4 800 euros). J'étais mort de peur. J'avais déjà pris la mer, donc je savais à quel point c'est dangereux". "Lorsque vous quittez la cachette des passeurs et que vous commencez votre voyage, vous ne pensez pas à la mer, à la noyade ou même à la mort. Votre*

seule préoccupation à ce moment-là est de ne pas être renvoyé dans la maison des passeurs". "Nous étions environ 95 personnes entassées dans un bateau qui ressemblait à une boîte à sardines. Aucun d'entre nous ne portait de gilet de sauvetage. Mais nous avons vu des gilets flotter prêt de notre bateau. Certains étaient déchirés, donnant lieu à une scène macabre."

Un migrant raconte lui aussi avoir tenté la traversée entre la Libye et l'Italie. *"La plupart des gens autour de moi ne portaient pas de gilet. Les passeurs sont les seuls responsables de la préparation avant de monter à bord. Même si les passeurs savent que le voyage est dangereux et que les gilets sont essentiels pour survivre, ils les distribuent en fonction des moyens financiers (des passagers)".* Les gilets de sauvetage sont disponibles en Libye pour des prix allant de 20 à 40 dollars (entre 17 et 35 euros). *"Je n'ai pas pu en acheter, faute d'argent. Je me suis faufilé sur le bateau lors d'une nuit noire sans payer. Beaucoup de gens connaissent le danger du voyage, mais ils le font parce qu'ils n'ont pas d'autre choix".* Il note ainsi que la plupart des personnes qui ont embarqué sur le même bateau que lui ne portaient pas de gilet de sauvetage *"parce qu'elles n'avaient pas d'argent. Elles pouvaient à peine se permettre le coût du voyage et de la nourriture". "Les gilets protègent, mais leur qualité varie. Certains sont résistants à l'eau, d'autres non. Les migrants qui savent nager peuvent survivre jusqu'à l'arrivée des équipes de secours".* Il se demande encore s'il va prendre le risque d'une nouvelle traversée. *"Alors que nous étions en mer, notre bateau a été frappé par des vagues terriblement hautes, comme si la mer voulait nous engloutir. De nombreuses personnes sont mortes parce qu'elles ne portaient pas de gilet. Ils peuvent sauver des vies, car ils peuvent vous maintenir à flot pendant trois heures si vous savez nager. Avec des gilets de sauvetage, vos chances de survie sont beaucoup plus élevées",* estime le jeune homme.

Nadir

Trois sœurs mineures se noient lors d'une traversée de la Méditerranée

Dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 août 2025, vers 1h du matin, que les corps de trois jeunes sœurs ont été retrouvés dans une embarcation de migrants. Alors que l'équipage du Nadir était en pleine opération de sauvetage, les corps sans vie de trois jeunes filles mineures ont été découverts au fond d'une embarcation en méditerranée. *"Alors que nous évacuions les passagers un par un du canot pneumatique vers le Nadir, j'ai soudain entendu des cris et quelqu'un a pointé du doigt l'eau à l'intérieur du bateau. Il est devenu évident qu'il y avait des corps",* a raconté coordinatrice de la communication à bord du Nadir.

Le navire allemand affrété par l'ONG RESQSHIP avait été alerté jeudi 21 août par Alarm Phone de la présence d'un canot pneumatique surchargé et en partie inondé, parti de Zouara, en Libye, en pleine Méditerranée. *"Le bateau était dangereusement surchargé, il faisait nuit noire, l'eau s'infiltrait, les gens paniquaient. Dans ce chaos, il était impossible de voir que les trois sœurs, assises au fond du bateau, étaient déjà noyées. Lorsque les survivants s'en sont rendu compte, ce fut l'horreur",* a-t-elle ajouté. Les membres de l'équipe de sauvetage ont tenté de réanimer les trois filles soudanaises âgées de 9, 11 et 17 ans, en vain.

Au total, **65 personnes** – originaires du Soudan, du Mali, de Côte d'Ivoire, d'Éthiopie et d'Érythrée – **ont été secourues** lors de cette opération, mais il reste une personne portée disparue. Selon l'ONG, trois autres membres de la famille, dont la mère et un frère, ont survécu. *"Nombre des rescapés ont souffert de graves brûlures chimiques causées par le mélange d'eau de mer et d'essence à l'intérieur du bateau",* a indiqué l'ONG. Quatorze

personnes ont donc été évacuées à Lampedusa par les garde-côtes italiens. Les autres ont été débarquées par l'ONG sur l'île italienne quelques heures plus tard.

"Des voies d'évacuation sûres sont nécessaires de toute urgence pour mettre un terme à la mort en Méditerranée", a déclaré un membre d'équipage du Nadir.

Humanity 1

51 personnes secourues

Samedi matin 23 août 2025, le navire de l'ONG allemande SOS Humanity a secouru 51 personnes au large de la Libye. Les autorités italiennes ont assigné le port de Ravenne, à 1 600 km du lieu de l'opération, pour débarquer les exilés. *"Une fois de plus, les autorités italiennes refusent aux personnes secourues en mer le droit de débarquer rapidement dans un port sûr à proximité"*, a dénoncé l'ONG.

Sea-Watch 5

100 personnes secourues en mer par Sea-Watch

À l'aube du mardi 19 août 2025, l'ONG allemande Sea-Watch a secouru 100 personnes en détresse en mer Méditerranée. Celles-ci étaient réparties sur deux embarcations. C'est l'équipage du bateau Sea-Watch 5 qui est intervenu. *"Maintenant, nous sommes en route vers le port de Catane, en Sicile"*, a indiqué l'ONG.

Le soir du 17 août, déjà, Sea-Watch avait permis le débarquement de 30 personnes à Lampedusa. Celles-ci avaient été secourues dans la nuit du 16 au 17 août 2025 par l'équipage du **navire Aurora** après une alerte du collectif citoyen Alarm Phone sur ce cas de détresse. *"Pendant plusieurs heures, nous les avons recherchées dans l'obscurité"*, retrace l'ONG.

"Il pourrait être si simple d'assurer un passage sûr, mais au lieu de cela, l'UE crée des voyages mortels pour les personnes fuyant vers la sécurité", a déploré l'ONG. Au moins 27 personnes sont mortes, mercredi 13 août 2025, après le naufrage de deux bateaux de migrants au large de l'île de Lampedusa, dans le sud de l'Italie. Parmi les corps retrouvés : ceux d'un nouveau-né et de trois adolescents (deux garçons et une fille). *"Plus de 700 réfugiés et migrants sont morts en 2025 en Méditerranée centrale"*, a rappelé le chef du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

Ocean Viking

L'Ocean Viking visé par des tirs des garde-côtes libyens

Dimanche 24 août 2025, dans l'après-midi, le navire humanitaire Ocean Viking a été pris pour cible par des garde-côtes libyens qui ont ouvert le feu dans sa direction. *"délibérément et violemment attaqué dans les eaux internationales"*, indique l'association.

Dans un communiqué publié lundi 25 août 2025, l'ONG SOS Méditerranée qui affrète le navire en partenariat avec la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) détaille le déroulé des événements. *"Au moment de l'attaque, l'Ocean Viking se trouvait dans les eaux internationales, à environ 40 milles marins*

au nord des côtes libyennes. *Quatre-vingt-sept personnes, secourues lors de deux sauvetages [...] étaient à bord, et notre navire était activement engagé dans la recherche d'une autre embarcation en détresse*", indique l'ONG qui précise avoir eu l'autorisation du Centre de coordination italien pour réaliser ces recherches. C'est à ce moment-là que l'agression a eu lieu. L'Ocean Viking *"a été approché par un navire des garde-côtes libyens, un patrouilleur de classe Corrubia, qui nous a ordonné - de manière illégale - de quitter la zone et de mettre le cap vers le nord"*, rapporte SOS Méditerranée.

Des ordres qui ont été immédiatement suivis de coups de feu, affirme l'organisation. Les tirs ont duré une vingtaine de minutes et causé des dommages sur le navire, comme en témoignent plusieurs photos d'impacts de balles publiées par l'ONG. Quatre fenêtres ont été brisées, deux antennes détruites et trois bateaux de sauvetage endommagés. *"Les équipes de SOS Méditerranée et de la FICR ont heureusement pu mettre en sécurité les 87 personnes rescapées avant de se réfugier à leur tour à l'intérieur du navire"*.

Après avoir émis un appel de détresse et alerté l'Otan, l'Ocean Viking a été renvoyé vers un navire de la Marine italienne qui *"n'a jamais répondu au téléphone"*, selon l'ONG, qui dénonce une *"attaque délibérée et ciblée contre notre équipage mais aussi contre nos capacités de sauvetage"*. *"Ce n'est pas un acte isolé"*, insiste l'ONG, qui pointe *"un long passé de comportements irresponsables"* et de *"mépris total pour le droit maritime international"* des garde-côtes libyens.

Face à ces agressions, SOS Méditerranée déplore un soutien des « états européens » au service libyen des garde-côtes, avec *"l'Italie en première ligne"*, soulignant que le patrouilleur à l'origine de l'attaque de dimanche a *"été offert par l'Italie en 2023"* dans le cadre d'un programme de soutien à la Libye. La directrice générale de SOS Méditerranée, *"exige une enquête complète"* sur l'incident ainsi que la *"fin immédiate de toute collaboration européenne avec la Libye"*.

L'Ocean Viking a mis le cap sur Syracuse, sur l'île italienne de Sicile, afin de débarquer ses passagers rescapés et d'effectuer des réparations sur son navire. Sur les 87 personnes secourues par l'Ocean Viking, 80 sont originaires du Soudan et 21 sont des mineurs non accompagnés.

UNION EUROPÉENNE

LES ENTREES IRRÉGULIÈRES BAISSENT VERS L'UE MAIS AUGMENTENT AU ROYAUME-UNI.

Selon l'agence européenne Frontex, le nombre de franchissements irréguliers de frontières extérieures de l'Union européenne a baissé de 18 % au cours des sept premiers mois de l'année, par rapport à l'année dernière. En revanche, il a augmenté de 26 % au Royaume-Uni. *"La plupart des grandes routes migratoires ont connu une baisse"* durant les sept premiers mois de 2025. Dans son dernier communiqué, l'agence européenne de surveillance des frontières FRONTEX précise que ce sont les routes des Balkans occidentaux qui ont connu la plus forte chute (47 %).

Ensuite, ce sont les franchissements irréguliers aux frontières terrestres orientales qui ont le plus diminué (45 %) puis la route migratoire vers les Canaries au départ des côtes d'Afrique de l'Ouest (46 %). *"Cette baisse est liée au renforcement des mesures préventives prises par les pays de départ, en coopération avec l'UE. La Mauritanie notamment, qui a renforcé les contrôles aux frontières, renforcé la surveillance et renforcé ses politiques migratoires"*, ajoute l'agence.

En effet, Nouakchott intensifie ses efforts pour combattre l'immigration irrégulière vers l'Espagne alors que le pays est devenu l'un des principaux points de départ des canots de migrants vers l'archipel des Canaries. Plus de 30 000 migrants ont été interceptés sur le sol mauritanien entre janvier et avril 2025. Conséquence, les arrestations se multiplient. Des contrôles sont menés dans les grandes villes et sur les autoroutes. *"Il y a des refoulements tous les jours. La police arrête même des gens dans leurs maisons, des hommes lorsqu'ils vont au travail"*, racontait le président de l'association Ensemble pour un avenir meilleur, à Nouakchott.

De manière générale, la route de la Méditerranée centrale reste la plus fréquentée. Entre janvier et juillet 2025, 36 683 entrées irrégulières ont été recensées, soit une hausse de 9 % par rapport à la même période l'année dernière. Cet itinéraire *"représente deux traversées irrégulières sur cinq vers l'UE"*, selon Frontex. Le nombre de traversées a également augmenté sur la route de la Méditerranée occidentale. Plus de 8 000 franchissements de frontières ont eu lieu ces sept derniers mois (+11%).

À l'inverse, la route de la Méditerranée orientale a vu sa fréquentation diminuée de 16 % cette année. En revanche, Frontex évoque un nouveau corridor migratoire entre l'est de la Libye et la Crète *"qui a émergé ces derniers mois"*. *"Le nombre d'arrivées irrégulières en Crète depuis la Libye a dépassé les 10 000 depuis le début de l'année, soit plus de quatre fois le total de l'année précédente"*.

Mais si les traversées de frontière vers l'UE sont, de manière générale, en baisse, le nombre de traversées irrégulières vers le Royaume-Uni via la Manche, elles, explosent. Les traversées réussies et les tentatives de traversée ont augmenté de 26 %, pour atteindre le nombre de 41 800. Avec plus de 25 400 arrivées enregistrées par le ministère de l'Intérieur britannique depuis janvier, 2025 a des chances de battre tous les records. Le nombre de passages a augmenté de 51 % par rapport à l'année dernière et de 73 % par rapport à 2023.

Jusqu'à maintenant, l'année 2022 détenait le record avec 45 774 arrivées. Mais cette année-là, le chiffre de 25 000 traversées avait été atteint le 27 août, c'est-à-dire bien plus tard qu'aujourd'hui.

Pour rappel, Frontex prend en compte les franchissements irréguliers de frontières, et non les individus. Une même personne peut donc être comptabilisée à plusieurs reprises, à chacune de ses tentatives de passage. Le nombre de traversées recensées par les britanniques reste donc inférieur à celui de Frontex car il ne comprend pas, par exemple, les interceptions, les personnes secourues puis ramenées en France ou encore les franchissements de frontière par d'autres moyens.

ALLEMAGNE

Des initiatives pour aider les femmes réfugiées à accéder à l'emploi

En 2015, l'Allemagne accueillait des centaines de milliers de réfugiés de Syrie, d'Afghanistan ou encore d'Irak. Dix ans plus tard, de nombreuses femmes vivant dans le pays n'ont toujours pas de travail. Plusieurs projets d'accompagnement vers l'emploi les aident à

franchir les nombreux obstacles sur leur route.

Elle est arrivée en Allemagne en 2016, ayant fui l'Afghanistan avec son fils de 19 ans après la disparition de son mari et les menaces de mort dont elle a fait l'objet. *"Je n'oublierai jamais ma première nuit passée en Allemagne. Je n'avais pas dormi comme cela depuis des années"*, se souvient-elle. Malgré cette sécurité retrouvée, elle a mis du temps à retrouver un emploi dans son pays d'accueil. Sage-femme de formation, elle cite notamment des problèmes de concentration liés aux terribles expériences qu'elle a vécues en Afghanistan. Depuis deux ans, elle a décroché un travail comme aide-soignante pour personnes âgées, après avoir suivi une formation de huit mois et des cours d'allemand. Si elle estime que son emploi n'est pas très motivant, à 53 ans, elle ne se voit pas se lancer dans une nouvelle carrière. Pour ce faire, elle a bénéficié de l'aide de Work for Refugees, un projet mené par l'agence d'aide au développement allemande GIZ et d'autres partenaires. Il s'agit de l'un des nombreux projets financés par des fonds publics destinés à soutenir les efforts d'intégration des réfugiés sur le marché du travail.

Selon une enquête lancée en 2016, après huit ans, environ 68% des personnes ayant obtenu une protection internationale en Allemagne ont trouvé un emploi. Mais l'étude, menée entre autres par l'Institut pour la recherche sur l'emploi (IAB), montre également que le taux d'emploi des femmes est beaucoup plus faible que celui des hommes. Après huit ans, environ deux tiers des femmes réfugiées n'ont toujours pas trouvé d'emploi. Alors que ce taux n'est que de 15% chez les hommes. *"Des études montrent que les femmes réfugiées sont triplement désavantagées. Elles sont défavorisées en tant que femmes, en tant qu'immigrées et en tant que réfugiées"*, explique une chercheuse à l'IAB. De nombreux hommes réfugiés en Allemagne sont célibataires, tandis que beaucoup de femmes sont arrivées, elles, avec de jeunes enfants. *"Cela les désavantage lorsqu'il s'agit de suivre des cours d'allemand ou de bénéficier des différents services proposés par le gouvernement"*.

Les places en crèche manquent à cause de la pénurie de personnel, par exemple. Les difficultés à trouver une garde d'enfants ont également constitué un obstacle pour de nombreuses femmes ukrainiennes qui ont fui l'invasion russe de leur pays en 2022. En 2015 et 2016, la plupart des 1,2 million de demandeurs d'asile en Allemagne étaient des hommes originaires de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. En revanche, les trois quarts des Ukrainiens réfugiés en Allemagne sont des femmes.

Certaines réfugiées n'ont jamais travaillé dans leur pays d'origine ou ont travaillé dans des secteurs comme l'éducation ou la santé qui exigent des compétences linguistiques considérables et sont très réglementés en Allemagne. *"Les hommes peuvent occuper des emplois qui ne nécessitent pas de bonnes compétences en allemand, comme dans le secteur de la construction ou des services. Cela leur permet de franchir plus facilement cet obstacle"*, ajoute-t-elle.

Par ailleurs, la reconnaissance des qualifications étrangères est notoirement difficile en Allemagne. Par exemple, l'afghane ne dispose d'aucun document prouvant ses nombreuses années de formation professionnelle. Or, l'expérience acquise compte peu en Allemagne lorsque l'on ne dispose pas des diplômes et qualifications certifiés. Cela oblige de nombreux réfugiés à repartir de zéro.

Les cours d'intégration en Allemagne comprennent généralement 600 heures d'enseignement de la langue allemande, quel que soit le niveau d'études des bénéficiaires.

. Psychologue de formation, une femme, qui a fui l'Iran en 2014 avec son mari, un ancien prisonnier politique, , qui travaille pour l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) à Berlin, critique cette approche uniforme. Elle

raconte avoir suivi "600 heures pour apprendre l'allemand, alors qu'elle avait fait des études et qu'elle parlait anglais. "En classe, j'étais assise à côté d'une femme de 55 ans qui n'avait jamais tenu un stylo de sa vie". Elle apporte un soutien psychologique à l'afghane depuis plusieurs années et confirme qu'"il n'est pas facile pour une femme d'aller aussi loin qu'elle l'a fait en Afghanistan".

Work for Refugees fonctionne selon la devise "trouver d'abord un emploi", une conseillère du projet. Réfugiée ukrainienne, elle a obtenu son premier emploi en Allemagne dans le restaurant d'un hôtel. "À l'époque, je ne savais compter que jusqu'à cinq en allemand et dire comment je m'appelle". C'est sa maîtrise d'anglais qui lui a permis d'obtenir ce poste. Pour elle, le meilleur moyen d'apprendre une langue et de nouer des contacts était de travailler. Le projet basé à Berlin propose donc des séances de conseil gratuites, des ateliers pour rédiger un CV et aide à orienter les personnes vers des postes vacants adaptés. Work for Refugees organise par ailleurs des salons de l'emploi dans des centres d'hébergement de réfugiés.

De son côté, l'ONG Tent Deutschland organise aussi des salons de l'emploi. L'organisation dispose d'un réseau de 80 entreprises et propose des programmes spécialement adaptés aux besoins des femmes.

Un accompagnement est également proposé par la ReDi School of Digital Integration, créée en 2015 et lancée à Berlin en 2016. L'école, désormais implantée dans plusieurs autres villes allemandes, propose des formations dans le numérique aux habitants, migrants et réfugiés intéressés par les nouvelles technologies. Elle offre un accès à un réseau d'entrepreneurs, d'étudiants et d'anciens élèves.

Cette synergie a été idéale pour relancer la carrière d'une syrienne de 30 ans, arrivée de Syrie en 2022 avec un visa humanitaire. Trois ans plus tard, cette ancienne enseignante occupe un poste de responsable des relations client chez Zalando, une plateforme de mode en ligne, en partie grâce à son passage chez ReDi. "C'est une communauté qui rassemble toutes les personnes venues de l'étranger, les réfugiés, ceux qui vivent les mêmes difficultés. Cela favorise l'empathie et le soutien. On se sent moins seule dans ces montagnes russes émotionnelles", explique-t-elle.

De nombreux projets ou organisations locales en Allemagne sont aujourd'hui dirigés par des femmes qui ont elle-même dû fuir leur pays, devenue bénévole pour aider d'autres à s'intégrer. Leurs propres expériences leur permettent de mieux comprendre ce que vivent les femmes réfugiées. "Je pense qu'il est très important que nous formions une chaîne humaine".

Les ministres allemands sont confrontés à des poursuites pénales contre des réfugiés afghans

Les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères de l'Allemagne sont poursuivis pour n'avoir pas aidé les Afghans à être expulsés vers l'Afghanistan. Les Afghans en question avaient été acceptés pour se réinstaller en Allemagne mais se trouvent actuellement au Pakistan. Pourtant, les autorités pakistanaises ont déjà forcé certains d'entre eux à retourner en Afghanistan

<https://euobserver.com/eu-and-the-world/ard2a5a483>

Les Syriens observent avec prudence les évolutions dans leur pays

Sur près d'un million de Syriens vivant en Allemagne, seules quelque 4 000 personnes étaient retournées en Syrie à la fin du mois de juin 2025, dont à peine 250 depuis le renversement du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024. À l'échelle mondiale, environ 600 000 Syriens seraient rentrés jusqu'à présent, selon l'ONU. La majorité s'est installée dans les pays voisins comme le Liban et la Turquie, qui comptent des millions de réfugiés syriens. D'ici fin de 2026, on s'attend au retour de 2,5 millions de Syriens, même si l'avenir du pays reste très incertain.

En Allemagne, environ un quart des Syriens qui sont rentrés chez eux ont choisi la voie du retour volontaire, subventionné par le gouvernement allemand et soutenu par l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Le programme de réintégration et d'émigration pour les demandeurs d'asile en Allemagne est prévu pour couvrir les frais de voyage et comprend une indemnité de départ de 1 000 euros ou plus, en fonction de la situation individuelle. De plus, certains frais médicaux peuvent être couverts par ce programme pendant plusieurs mois une fois arrivés sur place. Au total, un peu moins d'un millier des 4 000 rapatriés syriens ont choisi de recourir à ce programme. Entre-temps, 193 autres personnes se sont tournées vers divers programmes régionaux pour les demandeurs d'asile souhaitant rentrer chez eux. Les conditions varient entre les Länder et peuvent comprendre des aides comme le soutien à la réintégration, une assistance médicale, ou encore des services de traduction. La majorité des Syriens qui ont quitté l'Allemagne – soit 2 727 cas – l'ont fait sans avoir demandé un tel financement.

Une récente enquête montre qu'une légère majorité d'Allemands (52 %) sont favorables à un retour rapide des ressortissants syriens qu'ils estiment mal intégrés dans la société allemande. Dans le même temps, un quart des personnes interrogées plaident en faveur d'une plus grande pression pour faciliter un retour général des Syriens, quel que soit leur degré d'intégration. Selon le sondage, 13 % sont contre un retour à ce stade, tandis que 4 % déclarent être défavorables au principe d'un retour des Syriens chez eux. Dans le même temps, une autre enquête a révélé en décembre 2024 que 66 % des Syriens vivant en Allemagne prévoyaient de rester dans leur nouveau pays d'adoption.

La situation politique et sécuritaire reste très précaire en Syrie, ces derniers mois ayant été marqués par plusieurs épisodes de violences ayant entraîné la mort de centaines de personnes issues de minorités, notamment des communautés alaouites, bédouines et druzes. Dans le même temps, la Syrie se retrouve face à des infrastructures détruites par des années de guerre et manque cruellement de services de base sous le nouveau gouvernement de transition.

Une syrienne de 33 ans, arrivée avec son mari en Allemagne il y a dix ans après avoir fui la guerre, s'est construite une nouvelle vie à Munich, donnant naissance à deux enfants depuis son départ de Syrie. *"Comme nous, beaucoup de réfugiés de l'époque font maintenant partie de la société allemande. Cette décision était la bonne pour nous et pour l'Allemagne"*. Elle exclut de rentrer dans un pays ravagé par la guerre. *"Beaucoup travaillent ici maintenant, leurs enfants vont à l'école ici et leurs maisons en Syrie sont toutes détruites. Alors où sont-ils censés aller?"* Pour l'heure, elle n'imagine pas non plus effectuer un voyage dans le pays, même si elle n'a pas vu sa famille restée en Syrie depuis dix ans. *"J'ai réservé deux fois et annulé deux fois"*, confie-t-elle, soulignant que la situation sur le terrain reste trop incertaine pour elle, même après la chute du régime.

Un journaliste syrien partage ces sentiments, lui aussi qui a fui la guerre en 2015 et a depuis refait sa vie en Allemagne. Il a relancé sa carrière à Hambourg et obtenu la nationalité allemande. Il se dit surpris que le rapatriement potentiel des Syriens soit devenu

un sujet politique de premier plan. *"En 2015, j'ai vraiment eu le sentiment d'être le bienvenu en Allemagne"*, se souvient-il. Mais désormais, il note que l'ambiance générale a changé. Il rappelle que 20 % des électeurs ont voté pour le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) aux dernières élections générales de février. L'AfD est la formation politique la plus radicale sur les questions liées à l'immigration et à l'expulsion des étrangers. *"Ce que je retiens de tous ces slogans, c'est qu'ils [les politiciens] veulent que le plus grand nombre possible de Syriens quittent l'Allemagne"*, déplore-t-il, en observant que le discours de l'extrême-droite est de plus en plus repris par d'autres partis, notamment les conservateurs. *"Comme moi, de nombreux Syriens en Allemagne ne savent toujours pas si la paix est enfin rétablie en Syrie et les politiques sont déjà occupés à discuter de la vitesse à laquelle nous devrions rentrer. Veut-on encore de nous en Allemagne, ou est-il temps de partir ?"*, s'interroge-t-il. Quelques semaines seulement après la chute du régime, il était retourné dans sa ville natale de Homs pour constater de lui-même la fin de la dictature. Mais quelques jours plus tard, sa vie à Hambourg a commencé à lui manquer. *"J'ai maintenant des racines en Allemagne. Je ne suis pas prêt à tout laisser derrière moi une deuxième fois"*.

Un dentiste dans la ville de Münster, espère se marier avec sa fiancée allemande au printemps prochain. Il prévoit de rester en Allemagne, surtout après avoir vu de lui-même lors d'un voyage à Damas il y a deux mois la violence et l'incertitude qui règnent encore en Syrie. Il explique toutefois ne rien exclure pour l'avenir. *"J'ai récemment regardé un documentaire sur l'Allemagne nazie, sur Hitler et son parti, le NSDAP, et leur accession au pouvoir. Je ne pense pas que cela se reproduira un jour [en Allemagne]. Mais je ne pense pas non plus que les gens à l'époque pensaient que les choses iraient aussi loin"*, explique-t-il. *"Nous voyons à quelle vitesse les choses peuvent changer. Il suffit de regarder les États-Unis et l'ascension de Donald Trump. Et si les choses changeaient en Allemagne, je retournerai probablement en Syrie. Il me faudra alors fuir une nouvelle fois, et cette fois pour aller en Syrie"*.

ALLEMAGNE- PAKISTAN

Au Pakistan, des réfugiés afghans en danger d'expulsion attendent l'asile promis par l'Allemagne

Plus de 2 000 Afghans attendent toujours au Pakistan leur évacuation vers l'Allemagne. Parmi eux, certains sont même des anciens salariés de l'armée allemande, qui avaient été engagés dans l'opération de maintien de la paix au côté des Américains, jusqu'au retour des talibans au pouvoir voici quatre ans. Désormais, toutes ces personnes sont menacées par le régime de Kaboul. Et l'inquiétude s'installe très sérieusement concernant leur sort bien incertain, puisque dorénavant, Islamabad menace de les expulser.

Pourtant, tous ont reçu du gouvernement Scholz la promesse d'obtenir l'asile en Allemagne. Et tous attendent toujours leur évacuation, se terrant au Pakistan, sans revenus, dans l'attente des papiers qui leur permettraient de rejoindre l'Allemagne. Un espoir vain car Berlin a changé d'avis. le nouveau chancelier, surfant sur le discours anti-migrants de l'extrême droite, a décidé la suspension des évacuations d'Afghans dès son arrivée au pouvoir.

Selon des activistes, 280 Afghans en théorie protégés par l'Allemagne ont été arrêtés par les autorités pakistanaises au cours des derniers jours, et 35 auraient déjà été expulsés vers Kaboul. Deux ONG ont annoncé porter plainte contre deux ministres allemands, leur reprochant de mettre en danger des Afghans qui risquent d'être persécutés de retour dans leur pays. Les organisations accusent les ministres des Affaires étrangères, et de l'Intérieur, de non-assistance à personnes en danger.

« *Les Afghans expulsés par les autorités pakistanaises risquent d'être victimes d'emprisonnements arbitraires, de mauvais traitements, voire d'exécutions* », a déclaré le porte-parole de l'ONG PRO ASYL. Face au scandale, le ministre allemand des Affaires étrangères assure négocier avec le Pakistan. Islamabad a prévu d'expulser trois millions d'Afghans dans les prochains mois.

Après la prise de pouvoir des talibans en août 2021, le gouvernement allemand avait lancé un programme d'accueil pour 45 000 Afghans, dont ceux qui avaient travaillé sur place pour Berlin ainsi que leur famille. Mais avant les législatives de février, une série d'attaques meurtrières commises en Allemagne par des étrangers, notamment afghans, a poussé le gouvernement du chancelier conservateur à céder aux sirènes des discours anti-immigration. En juillet, 81 criminels avaient été expulsés vers l'Afghanistan. Dans leur accord de coalition conclu au printemps après les élections, les conservateurs et les sociaux-démocrates étaient convenus de mettre fin « *dans la mesure du possible* » à ces programmes d'accueil.

BELGIQUE

Deux organisations alertent sur des familles à la rue

Le Samusocial affirme mardi 19 août 2025 avoir été contraint, par manque de place, de refuser l'accueil à 25 familles, soit près de 100 personnes, sur la seule journée de lundi. Un "*record dramatique*", selon le dispositif d'urgence de la région bruxelloise. "*Cette situation particulièrement alarmante risque encore de s'aggraver avec l'entrée en vigueur, début août, de la loi fédérale relative au retrait de l'aide matérielle pour certains demandeurs de protection internationale*", soutiennent ses équipes. Cette nouvelle politique correspond à une série de mesures restrictives entrée en vigueur début août 2025, après avoir été votées en juillet. Entre autres mesures : depuis le 4 août, Fedasil est en effet autorisé à refuser l'asile aux demandeurs d'asile ayant déjà bénéficié d'une protection dans un autre pays européen.

"*Refuser l'accueil dans le réseau des demandeurs d'asile ne fait pas disparaître ces familles*", appuie le directeur général du Samusocial. Au quotidien, ses équipes sont "*confrontées à des arbitrages impossibles, contraintes de décider quelles familles seront mises à l'abri et lesquelles devront rester à la rue*", déplore-t-il.

Le 14 août 2025 déjà, l'ONG Vluchtelingenwerk Vlaanderen (Conseil pour les réfugiés de Flandres) a tiré la sonnette d'alarme. "*Hier, nous avons constaté les lourdes conséquences de la nouvelle politique : trois familles se sont vu refuser un abri. Il n'y avait pas de lit pour elles, pas d'endroit sûr. Seulement la rue. Parmi elles, une famille avec cinq jeunes enfants*". Un quotidien belge évoquait alors plusieurs familles à la rue, soit 20 à 30 individus concernés.

"*Par le passé, il arrivait déjà que des familles en quête de protection se retrouvent sans solution dans le réseau d'hébergement et soient orientées vers les dispositifs d'urgence type Samu, ou vers les réseaux d'hébergement solidaires*", indique la coordinatrice du service études et politique et de l'accueil général au réseau CIRÉ. Ce réseau tient des permanences durant lesquelles, régulièrement, ce sont "*des solutions précaires que nous essayons de trouver pour des personnes, y compris des familles, face à la saturation du réseau d'hébergement*". L'ONG craint une augmentation de ces profils vulnérables sans solution avec l'entrée en vigueur des nouvelles lois.

La ministre à l'Asile et la Migration a réagi le 15 août 2025 en assurant, que le gouvernement "*veut naturellement éviter que des personnes, et certainement des familles vulnérables avec des enfants, se retrouvent à la rue*". Mais elle maintient son cap : des

"mesures doivent être prises face à une situation intenable due à une politique trop laxiste menée durant des années". Selon le ministère, 15 000 demandes d'asile sur les 40 000 reçues par la Belgique en 2024 (précisément 39 615, soit 12 % de plus qu'en 2023) émanaient de personnes qui avaient déjà obtenu une protection ailleurs dans l'UE. Ou pour lesquelles l'examen de leur demande était encore en cours dans cet autre pays. Il y a quelques mois, la ministre avait qualifié cette pratique consistant à introduire des demandes d'asile dans plusieurs pays européens de "shopping de l'asile". D'où la nouvelle loi entrée en vigueur en août, pour fermer l'accès au réseau d'hébergement à ces profils. "La Belgique accueille un nombre disproportionné de personnes qui devraient se trouver dans un autre État membre, notamment du fait de notre système social favorable", a réitéré la ministre le 15 août. Tout en affirmant que cela "met en péril l'ensemble du système".

Or, sur le terrain, ces profils sont très souvent des personnes qui ont déjà obtenu une protection en Grèce, explique le Conseil pour les réfugiés de Flandres. Mais qui n'ont pas pu s'y installer durablement. *"Il s'agit souvent de personnes qui obtiennent rapidement une réponse positive en Grèce, mais qui n'ont accès ni au travail, ni au logement, ni à l'éducation dans ce pays. Leur situation est désespérée, les obligeant à poursuivre leur voyage en quête de sécurité". Ces familles se retrouvent "doublement punies. D'abord, la Grèce les abandonne à leur sort, sans accès au logement, au travail et à l'avenir. Ensuite, la Belgique les jette à la rue",* déplore l'ONG.

Un membre de l'ONG, relate avoir croisé le 13 août 2025 une famille afghane avec trois enfants âgés de un à trois ans. Celle-ci *"semblait complètement perdue lorsqu'elle a appris qu'il n'y avait pas d'abri disponible."* Un peu plus tard, *"je les ai vus dans la rue, sans savoir où aller",* raconte la bénévole. *"La mère essayait de tenir ses enfants à l'écart de la circulation dense sur le périphérique intérieur. Ils étaient effrayés, fatigués et complètement désorientés."*

Le Conseil pour les réfugiés de Flandres appelle donc le gouvernement à reconsidérer cette mesure. *"Les familles avec enfants qui demandent l'asile en Belgique pour la première fois devraient toujours se voir accorder un hébergement. Refuser un hébergement n'est jamais dans l'intérêt supérieur de l'enfant".*

Si les mesures restrictives concernant les demandeurs d'asile sont entrées en vigueur tout début août, celles sur le regroupement familial, également votées en juillet, sont entrées en vigueur seulement ce lundi 18 août. Pour rappel, la nouvelle loi sur le regroupement familial relève le seuil de revenu exigé à 110 % du salaire minimum belge, soit plus de 2 300 euros. L'âge minimum requis pour émettre une demande de regroupement est également relevé à 21 ans. *"L'ensemble de toutes ces mesures additionnées fait qu'une grande partie de notre public va être impactée. On craint que cela fasse augmenter le nombre de personnes sans solution",* expose le CIRÉ.

Depuis sa prise de fonction en février dernier, le gouvernement a multiplié les mesures répressives. Restriction de l'accès à la citoyenneté belge, suppression de structures d'accueil y compris des centres pour les mineurs étrangers non accompagnés (MNA), réduction de l'accès des réfugiés aux aides sociales... Toutes ces dispositions répondent aussi, de manière pragmatique, aux coupes budgétaires prévues dans la politique de l'asile.

Fin 2024, environ 3 000 demandeurs d'asile étaient déjà en attente d'une place d'hébergement dans le réseau d'accueil national (Fedasil). Beaucoup d'entre eux vivent actuellement à la rue ou dans des squats. La plupart de ces demandeurs d'asile sans solution, des hommes palestiniens et afghans, doivent déjà attendre six mois pour obtenir une place dans un centre.

BULGARIE

Vaste saisie de bateaux gonflables en Bulgarie depuis le début de l'année

Depuis le début de l'année, les autorités bulgares ont saisis près de 70 bateaux gonflables, destinés au trafic de migrants, au poste de contrôle frontalier de Kapitan Andreevo, au sud-est de la Bulgarie. Celui-ci, limitrophe à la Turquie et à la Grèce, est l'un des plus fréquentés d'Europe et le cœur des trafics d'êtres humains. Les douaniers bulgares y ont découvert vingt canots pneumatiques transportés dans un camion turc. *"En inspectant le camion, nous avons trouvé deux palettes contenant chacune 20 grands paquets, déclarés comme étant des bâches"*, a déclaré le chef de l'unité opérationnelle de Kapitan Andreevo. *"Mais après avoir ouvert le premier paquet, nous avons découvert des bateaux gonflables en caoutchouc avec des côtés rigides et des fonds renforcés"* poursuit-il.

Lorsqu'ils ne sont pas découverts, ces canots pneumatiques sont ensuite acheminés par des réseaux de passeurs jusque sur les côtes françaises afin de faire traverser illégalement La Manche aux migrants souhaitant rejoindre le Royaume-Uni. Au total, près de 200 bateaux transportés par camions ont été saisis à ce poste de contrôle bulgare depuis deux ans que dure cette coopération entre Londres et Sofia pour stopper la contrebande et le trafic d'êtres humains. Ces embarcations sont fabriquées en Turquie par des entreprises inconnues, avec pour seul but, selon les autorités bulgares, d'être utilisé pour transporter des migrants. *"Il a été établi que ces bateaux sont utilisés par des organisations criminelles impliquées dans le trafic illégal de migrants à travers la Manche"*, indique la porte-parole de l'Agence des douanes bulgares. *"Ils n'ont aucun document, aucun certificat, aucune garantie. Ils sont fabriqués uniquement dans ce but"*, affirme également le chef de l'unité opérationnelle. Transportés par camions jusqu'en Europe, les pneumatiques sont généralement déclarés aux douanes en tant que marchandise légale et étiquetés comme des bâches, des tentes ou d'autres marchandises denses pour éviter des contrôles par scanners à rayons X. Pour éviter les soupçons de trafic, ils sont envoyés démontés, et les moteurs des bateaux sont transportés séparément.

Pour mettre un coup d'arrêt à ces réseaux mafieux, les autorités britanniques coopèrent depuis 2022 avec la Bulgarie. Elles soutiennent les autorités bulgares tant matériellement, logistiquement que financièrement. Les douaniers du poste frontière en Bulgarie ont ainsi été formés spécialement pour le contrôle de ce type de cargaison et ont reçu de nouveaux équipements pour restreindre ces importations vers l'Europe. *"Nous avons reçu une subvention de 600 000 leva (307 000 €) en équipement - outils, endoscopes, analyseurs de gaz et matériel de lavage"*. Les contrôles ont donc été renforcés à la frontière : inspections poussées, portiques à rayon X, chiens renifleurs, tout est passé au peigne fin pour limiter les entrées de bateaux pneumatiques. Selon une analyse britannique, ce travail aurait permis de sauver au moins 6 100 vies de migrants et d'infliger un préjudice de plus de 18 millions d'euros aux groupes criminels organisés. Londres aurait versé, entre 2022 et 2024, la somme de 1,2 million de livres sterling (1,4 million d'euros) pour la formation des effectifs et l'apport d'équipements, dont des drones de surveillance. En février 2024, l'ancien secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères avait rencontré les douaniers bulgares dans le cadre d'une offensive de Londres pour mettre fin au *"terrible commerce qui coûte la vie à de nombreuses personnes"*.

ESPAGNE

Baléares

Les naufrages d'embarcations de migrants se multiplient

Une embarcation de fortune, partie des côtes algériennes le 13 août avec 26 personnes à bord a été secouru vendredi 22 août 2025 en fin de journée à 58 km au sud-ouest de l'île de Cabrera, avec à son bord 14 personnes a indiqué la délégation gouvernementale des Baléares. Selon l'ONG Caminando Fronteras, tous les migrants sont d'origine algérienne et il y aurait également au moins deux mineurs. L'un des migrants a été évacué par hélicoptère vers un centre hospitalier en raison de son mauvais état de santé, a rapporté la Garde civile.

Plus d'une vingtaine de migrants sont portés disparus ou ont perdu la vie ces derniers jours en tentant de traverser la Méditerranée depuis les côtes algériennes pour rejoindre l'archipel espagnol des Baléares. Cette route migratoire connaît un fort regain depuis le début de l'année, notamment du fait des contrôles renforcés sur les autres routes migratoires vers l'Europe. Depuis 2022, elle se déplace de plus en plus à l'est, les Baléares étant une zone moins surveillée.

Entre le 1er janvier et le 15 août, 4 323 migrants et 230 bateaux sont arrivés dans l'archipel des Baléares, contre 2 443 à la même période en 2024, soit une hausse de 77%, selon les données du ministère de l'Intérieur espagnol. Dans le même temps, le nombre d'arrivées aux îles Canaries a baissé de 46,7%, avec 11 883 arrivées.

"Il s'agit du drame humanitaire de l'immigration clandestine arrivant dans nos îles", a réagi la présidente du gouvernement des îles Baléares. Face à cette augmentation considérable, elle a exigé, lors d'une conférence de presse tenue le 21 août, le déploiement urgent de troupes de l'agence européenne de gardes-frontières et garde-côtes Frontex dans l'archipel. "*Nous avons examiné les données et la route entre l'Algérie et les îles Baléares est celle qui connaît la croissance la plus rapide, non seulement en Espagne mais aussi dans toute l'Europe*", a déclaré la dirigeante régionale, attribuant l'effet d'attraction au fait que les îles sont devenues l'épicentre européen de la migration irrégulière. Une rencontre avec le commissaire européen aux Affaires intérieures et à l'Immigration est prévue en septembre.

Même si cet itinéraire requiert une moins longue traversée en bateau comparé à la route au départ de l'Afrique de l'Ouest, il est tout aussi "périlleux", prévient Caminando Fronteras. "*Le peu de moyens de recherches dont disposent les autorités de l'archipel*" constitue un risque supplémentaire.

La route algérienne – qui comprend les arrivées aux Baléares et sur la côte sud-est de l'Espagne -, de la Méditerranée occidentale a causé la mort de 328 personnes en 2024. "Les dangers de cette traversée (vers les Baléares) sont aussi plus importants (que les traversées vers le sud-est de l'Espagne) en raison des distances plus longues, mais aussi parce qu'il existe un risque élevé de perdre le cap et de se retrouver dans les zones les plus hostiles de la mer Méditerranée", estime l'ONG.

Un corps et 19 survivants découverts dans une embarcation à la dérive

L'alerte a été donnée après qu'un migrant subsaharien qui se trouvait à l'eau a été secouru par un navire privé vers 10h30 mercredi 20 août 2025. Ce dernier a été conduit à Portopetro, au sud-est de Majorque, et une opération de secours a été lancée puisque que celui-ci a indiqué qu'il faisait route à bord d'une embarcation avec plus de 20 personnes.

Quelques heures plus tard, à 13h55, le bateau qui avait chaviré après avoir passé six jours à la dérive a été localisé à environ 5 km au sud de Majorque. À bord se trouvaient encore onze personnes vivantes et un corps. Sept autres personnes ont été secourues en mer à proximité.

Une fois les survivants ramenés à terre, les secours ont confirmé avoir pris en charge une personne décédée et 19 autres. Parmi elles, trois personnes – dont un homme de 21 ans et deux femmes de 28 et 19 ans – ont été emmenées à l'hôpital de Manacor. Un autre homme, dans un état grave, a lui été transféré à l'hôpital de Son Espases. Les autres ont été pris en charge sur place. Selon les témoignages des rescapés, 23 personnes étaient à bord de l'embarcation. Trois exilés ont sauté à l'eau en voyant la terre à l'horizon et sont toujours portés disparus.

Les autorités affirment aussi que le nombre de bateaux, provenant principalement d'Algérie, a plus que doublé. *"Il s'agit du drame humanitaire de l'immigration clandestine arrivant dans nos îles"*, a réagi la présidente du gouvernement des îles Baléares. *"Nous ne pouvons pas permettre que des personnes continuent de jouer avec leur vie en mer. Nous devons combattre par tous les moyens les mafias qui jouent sur leur désespoir et agissent dans les pays d'origine et de transit. La politique migratoire ne peut se limiter à créer des espaces pour ceux qui arrivent"*.

Plus de 600 migrants arrivent aux Baléares en trois jours

Depuis lundi 11 août 2025, plus de 600 exilés sont arrivés aux Baléares à bord d'une trentaine d'embarcation. Il s'agit de "l'une des arrivées de bateaux les plus intenses que nous ayons jamais eues en si peu de temps", a déclaré le délégué du gouvernement sur l'île. Les embarcations ont été interceptées à Majorque, Ibiza et Formentera, selon les données fournies par la délégation du gouvernement aux Baléares. À leur bord figurent principalement des migrants algériens et subsahariens. Les autorités notent également la présence de plus en plus forte d'exilés venant d'Afrique de l'Est dans les bateaux.

Un migrant Sud-Soudanais de 20 ans, a confié être arrivé à Palma après avoir fui l'instabilité croissante dans sa région. Il a payé 1 700 euros pour embarquer sur un bateau depuis l'Algérie. Après environ deux jours de navigation, il a atteint l'île espagnole. Ils ont affronté *"beaucoup de vagues"*, manqué de nourriture et d'eau, et se sont égarés en mer, a-t-il raconté.

Cette année, cette route migratoire au départ de l'Algérie est particulièrement active. De janvier à juillet, les îles ont accueilli environ 3 500 personnes arrivées par bateau, soit une augmentation de 170 % par rapport à la même période de l'an dernier. Et selon les chiffres du gouvernement espagnol au 12 août 2025, au moins 3 913 personnes sont arrivées à bord de 209 embarcations. Un chiffre qui dépasse largement les arrivées en 2024 à la même période.

La plupart des personnes ont débarqué à Majorque et à Formentera, mais certains sont également arrivés à Ibiza. Ainsi, l'Autorité portuaire des Îles Baléares (APB) a inauguré lundi soir la Station Maritime 3 (EM3) du Port de Palma pour héberger temporairement les migrants vulnérables arrivant sur la côte de Majorque.

Un espace a été aménagé dans le bâtiment Casa del Mar, dans le port de La Savina, un lieu qui a déjà été utilisé lors d'autres périodes d'activités intenses sur cette route. Et un centre d'accueil a aussi été mis en place à Ibiza. Tous ces lieux ne sont qu'une étape avant le transfert des exilés. La plupart ne restent pas plus de 48 heures sur les îles avant d'être transférés vers la Péninsule.

Malgré cela, les autorités locales craignent de voir la situation des Canaries se répéter chez eux. *"Alors que les autres routes migratoires diminuent, la route des Baléares se consolide et se développe. Où est le gouvernement de Pedro Sanchez ?"*, a publié mercredi la présidente de la région des Baléares, estimant que les Baléares sont *"abandonnées"* par le gouvernement. Elle a réclamé davantage de moyens pour les forces de l'ordre et une coopération accrue avec l'Algérie, à l'instar de ce qui a été fait avec la Mauritanie. Nouakchott a effectivement opéré un durcissement de sa politique migratoire suite à la signature en mars 2024 d'un accord avec l'Union européenne. Au programme : renforcement de la coopération entre agences, démantèlement des réseaux de passeurs, construction de centres de rétention et délégation des contrôles, le tout grâce à une enveloppe de 210 millions d'euros accordée au pays saharien.

Et même si cet itinéraire requiert une moins longue traversée en bateau comparé à la route au départ de l'Afrique de l'Ouest, il est tout aussi "", et moins couvert par les secours. La route algérienne – qui comprend les arrivées aux Baléares et sur la côte sud-est de l'Espagne -, de la Méditerranée occidentale a causé la mort de 328 personnes en 2024. *"Les dangers de cette traversée (vers les Baléares) sont même plus importants (que les traversées vers la péninsule) en raison des distances plus longues, mais aussi parce qu'il existe un risque élevé de perdre le cap et de se retrouver dans les zones les plus hostiles de la mer Méditerranée"*, estime l'ONG Caminando Fronteras.

Canaries

Le gouvernement local demande à l'UE de déployer des moyens aériens et maritimes de Frontex

Le gouvernement local a demandé à la Commission européenne, un renforcement *"significatif"* de la présence de Frontex aux Canaries profitant de la consultation lancée par la direction générale des migrations et des affaires intérieures pour actualiser le règlement de l'agence européenne. Le président a proposé que Frontex renforce sa présence aux Canaries *"avec des avions, des navires, des radars et d'autres systèmes pour améliorer la surveillance maritime et frontalière"*. Il faut déployer *"de manière constante et proportionnelle"* l'agence européenne de surveillance des frontières sur l'archipel espagnol et la doter de *"ressources adaptées à l'environnement maritime et à la réalité géographique des îles"*, a-t-il avancé. Aujourd'hui, les agents de Frontex sur les îles Canaries *"limitent leur travail à travailler dans les différents Centres d'Assistance Temporaire pour Étrangers (CATE), en aidant la Police nationale à identifier et à interroger les migrants nouvellement arrivés sur les îles"*.

Le gouvernement des Canaries espère donc profiter de cette consultation européenne pour faire modifier le nouveau règlement de Frontex et y inclure la notion d'un déploiement beaucoup plus large pour contrôler la route atlantique. Ainsi, il passerait outre le gouvernement espagnol qui a plusieurs fois refusé de solliciter l'agence européenne pour gérer ses frontières.

Les autorités locales espèrent surtout pouvoir intégrer Frontex à la gestion humanitaire de la crise migratoire et aux missions de sauvetage en mer. Elles demandent notamment que le nouveau règlement Frontex intègre *"des protocoles de coordination spécifiques avec les services de sauvetage nationaux (comme le Salvamento Marítimo en Espagne), dans le respect des compétences des États mais en favorisant une véritable coopération opérationnelle"*. *"Les îles Canaries sont un lieu fréquent d'opérations de recherche et de sauvetage (SAR). Les futures réglementations doivent garantir que Frontex non seulement assure le contrôle des frontières, mais fournit également une aide humanitaire"*

coordonnée, conformément au droit maritime international et aux droits fondamentaux", précise la proposition du gouvernement régional.

À l'occasion de cette révision du règlement, le gouvernement des Canaries propose également de revoir la politique de l'agence européenne avec les pays tiers au profit d'une *"approche plus agile et plus efficace"*. *"L'Union européenne doit renforcer son dialogue avec les pays d'Afrique de l'Ouest d'origine et de transit des bateaux et des cayucos afin de garantir la présence de Frontex dans leurs eaux territoriales. Cela implique de promouvoir des accords bilatéraux avec ces pays et de les soutenir dans leurs efforts de surveillance maritime"*, indique la proposition faite à la Commission européenne.

Des accords existent déjà entre les pays européens et les pays de départ. Le dernier en date concerne d'ailleurs la route des Canaries et a été signé entre l'Espagne et la Mauritanie. Il prévoit : renforcement de la coopération entre agences, démantèlement des réseaux de passeurs, construction de centres de rétention et délégation des contrôles. Le tout grâce à une enveloppe de 210 millions d'euros accordée au pays saharien. Les arrivées aux Canaries se sont d'ailleurs effondrées. Depuis janvier 2025, 11 883 exilés sont arrivés sur les îles espagnoles contre 22 304 sur la même période l'année dernière. Soit une baisse de 46,7%.

49 Sénégalais accrochés au remorqueur d'un bateau néerlandais arrivés aux Canaries

Une juge a ordonné, lundi 11 août 2025, la remise en liberté immédiate de 49 exilés Sénégalais débarqués d'une manière peu ordinaire dans les Canaries. Trois jours plus tôt, le groupe est arrivé au port d'Arrecife, accroché à une barge remorquée par un bateau battant pavillon néerlandais.

Les versions entendues par les avocats du groupe quant à ce passage assez extraordinaire divergent légèrement. L'un des avocats rapporte que ses clients sont partis du Sénégal, arrivés en Mauritanie, et ont embarqué avec un grand groupe dans un cayuco - sorte de petite pirogue - depuis les côtes mauritaniennes. Après s'être perdus en mer depuis sept jours, certains ont aperçu le navire néerlandais - baptisé Zwerfver 3 - et profité de sa lenteur pour monter à bord de la structure qu'il remorquait, précise un second avocat. Celle-ci se trouvait à environ 400 mètres du bateau principal, raison pour laquelle l'équipage ne les aurait pas vus au départ. On ne sait pas ce qu'il est advenu du reste du groupe demeuré sur le cayuco. L'un des 49 exilés a confié à son avocat que son frère était mort pendant cette traversée en cayuco.

Le navire était à destination du port d'Anvers en Belgique. Il avait quitté Dakar dix jours plus tôt. Vendredi 8 août 2025 au matin, l'équipage a contacté le port d'Arrecife pour demander l'autorisation d'accoster, signalant avoir trouvé 49 passagers clandestins à bord de la barge qu'il remorquait. Après plusieurs heures, la capitainerie a autorisé le débarquement. À leur arrivée, les 49 Sénégalais ont été mis à l'abri sous des tentes prévues à cet effet dans le port d'Arrecife. Mais, considérés comme irréguliers par les autorités, ils ont été retenus là dans l'attente de la décision judiciaire de lundi 11 août 2025. La justice devait en effet trancher sur la légitimité de les placer dans un centre d'enfermement pour étrangers dédié (CIE, pour Centro de Internamiento de Extranjeros), en vue de leur renvoi. Seules 44 personnes sur les 49 ont été déférées en justice. Et pour cause : l'une se trouvait à l'hôpital, deux ont demandé l'asile à la frontière, tandis que deux mineurs isolés ont été pris en charge par les services espagnols de protection de l'enfance.

Les autorités ont envisagé immédiatement la rétention (qui peut durer, en Espagne, jusqu'à 60 jours) de ces 44 personnes restantes parce qu'elles ne sont pas arrivées comme d'habitude, à savoir dans de frêles embarcations détectées par les garde-côtes espagnols qui

les escortent à quai. *"Il faut tenir compte du fait que ce ne sont pas des personnes qui arrivent en bateau, mais qui entrent clandestinement. Elles sont donc traitées différemment. On leur refuse l'entrée"*, a expliqué l'avocat commis d'office de six des passagers, tout en soulignant qu'il existe *"un énorme vide juridique, car ils ont déjà foulé le sol espagnol"*. Mais la justice a tranché en défaveur des autorités, en ordonnant la libération immédiate des 44 exilés. *"Il s'agissait d'un sauvetage humanitaire, où l'intention d'entrer illégalement sur le territoire espagnol n'est même pas prouvée"*, a soutenu la juge d'instruction de Lanzarote qui a statué sur leur cas. Tout en insistant sur le fait que les 49 personnes voyageaient *"ancrées à un câble pour survivre"* à bord du remorqueur. Par conséquent, le jugement indique que la rétention *"n'est pas la mesure la plus appropriée pour exécuter la décision administrative rendue"* et qu'il existe bien d'autres moyens de rester en contact avec 44 exilés - par exemple, en leur ordonnant de pointer au commissariat, ou bien en leur attribuant une adresse de domiciliation, qui pourrait en plus être utile pour suivre l'avancement de la demande d'asile pour ceux qui comptent en déposer une.

Actuellement pris en charge par la Croix-Rouge, les exilés disposent d'un mois pendant laquelle l'expulsion est suspendue. Dans ce laps de temps, ils doivent présenter un recours afin d'argumenter en faveur d'une autorisation d'entrée en Espagne. De plus, durant l'audience, trois nouvelles personnes ont déclaré être mineurs et des tests de détermination de l'âge vont donc être lancés.

Canaries Premiers transferts de mineurs isolés vers le continent

C'est une première : neuf mineurs maliens et un sénégalais ont été transférés depuis les îles Canaries vers le continent par les autorités espagnoles, lundi 11 août 2025, en application d'une série de décisions de la Cour Suprême et d'un décret datant de mars. Ils ont pris un vol commercial depuis Las Palmas, la capitale de l'île Grande Canarie.

Ces enfants, jusqu'ici hébergés dans les structures d'accueil surchargées des Canaries, avaient exprimé leur souhait d'être transférés vers d'autres régions espagnoles pour y poursuivre leur procédure de demande d'asile. Pendant cette opération, ils ont été accompagnés par le personnel d'organisations travaillant en partenariat avec l'État, ainsi que par des professionnels du ministère désignés par le Secrétariat d'État aux Migrations. D'après le plan gouvernemental, deux transferts de ce type doivent être mis en œuvre, chaque semaine, pour à chaque fois 15 à 20 jeunes. Une réunion de gestion administrative doit se tenir chaque mardi entre les autorités centrales et celles des Canaries pour organiser et planifier ces transferts.

"Avec ce premier transfert, le Gouvernement espagnol remplit son devoir envers les Îles Canaries – en raison de la saturation de ses ressources – ; nous respectons la décision de justice ; et, surtout, nous remplissons notre devoir envers ces enfants, qui sont sous protection internationale en raison de la situation difficile dans leur pays", a salué le ministre de la Politique territoriale.

Ces transferts sont en effet opérés dans le cadre du décret qui a mis en place un système obligatoire de répartition des mineurs migrants entre les communautés autonomes espagnoles, dans le cas où l'une d'elles se déclare en situation d'urgence. Ces *"situations d'urgence"* sont définies par des critères précis, notamment le fait de devoir *"tripler sa capacité d'accueil habituelle"*. S'agissant de la répartition, le décret établit des critères objectifs pour déterminer le nombre de mineurs que chaque communauté autonome devra accueillir : population, taux de chômage, nombre de places d'accueil prévues... Après avoir recueilli les données de toutes les régions, Madrid, Valence et l'Andalousie ont été désignées

comme les communautés aptes à recevoir le plus de mineurs à l'heure actuelle.

La ministre espagnole de la Jeunesse et de l'Enfance, avait annoncé, le 30 juin 2025, que 827 mineurs seraient intégrés au réseau d'accueil national. Elle avait alors précisé que les premiers transferts de ces mineurs des îles vers la péninsule espagnole débuteraient au mois d'août.

Cinq mois après son décret, le gouvernement a donc formulé cette première demande de transfert de 10 mineurs jeudi dernier. Mais le transfert n'a eu lieu que lundi ; et jusqu'à vendredi soir, l'administration des Canaries n'avait pas d'information sur la date de départ, les accompagnateurs désignés ou encore la destination prévue pour chaque enfant. Des premières critiques sur l'efficacité du dispositif émergent donc. *"Nous sommes préoccupés par la lenteur des démarches"*, a déclaré lundi le vice-ministre de la Protection sociale et de l'Immigration du gouvernement des Canaries. *"Un peu plus de 1 000 mineurs bénéficient d'une protection internationale aux Canaries ; à ce rythme, cela prendrait plusieurs mois, et la pression et la surpopulation dans les centres pour mineurs migrants restent les mêmes."*

La rapidité d'exécution dépend de la disponibilité des sièges sur les vols vers la péninsule, a indiqué le Conseil du bien-être social, de la jeunesse, de l'enfance et des familles du gouvernement des Canaries. Reste que l'organisation concrète des transferts laisse à désirer, selon les autorités régionales. Il y a *"une certaine improvisation"* dans la mise en œuvre et exigé du gouvernement central un protocole spécifique pour ces transferts d'enfants : *"Ce ne sont pas des marchandises, ce sont des êtres vivants et, qui plus est, vulnérables."* Les failles préexistantes dans le système d'accueil des mineurs aux Canaries n'aident pas non plus à une organisation fluide. Par exemple, une ONG d'accueil est visée par une enquête judiciaire suite à des violences sexuelles et physiques dans ses centres.

Le second transfert de la semaine devrait avoir lieu jeudi ou vendredi, d'après le plan initial du gouvernement central. Mais lundi, aucune liste de noms n'avait encore été fournie à l'administration des Canaries.

L'archipel accueille actuellement 5 180 mineurs non accompagnés. Pour seulement 900 places d'hébergement dédiées. Autrement dit : près de 4 000 mineurs restent à transférer. *"Il est triste de voir qu'un pays avec un niveau de développement comme le nôtre n'est pas capable de soigner [...] ces mineurs"*, témoignait en octobre 2024 un pédiatre.

Madrid a déjà opéré des transferts de mineurs non accompagnés depuis les Canaries, mais sans modification du cadre légal. Ainsi, début juillet 2024, 400 mineurs avaient été transférés vers la péninsule ibérique - ils étaient alors près de 6 000 sur l'archipel.

Depuis janvier 2025, les arrivées ont cependant diminué : au 15 mars, 9 062 migrants avaient ainsi atteint les Canaries, soit 25 % de moins que sur la même période de 2024, toujours d'après le ministère.

Ceuta

Quelque 300 migrants tentent la traversée en une nuit

Dans cette région méditerranéenne, le mois d'août est le mois par excellence du taró, un brouillard dense et persistant typique du détroit de Gibraltar. Il est symbole d'une mer calme et est utilisé par les exilés pour se camoufler lors de leurs tentatives de traversées. Ainsi, des tentatives de traversées sont recensées quasiment tous les jours ces dernières semaines. Le 15 août 2025, plus de 300 exilés ont tenté de rejoindre l'Europe via l'enclave espagnole en partant à la nage des côtes marocaines, l'une des nuits les plus intenses de cet été.

Et comme chaque nuit, les autorités marocaines et espagnoles étaient présentes

pour empêcher les exilés de quitter les plages africaines ou les intercepter avant qu'ils posent pied sur le territoire espagnol. Cette nuit-là, seuls 3 migrants sont arrivés à Ceuta.

Une scène loin d'être inédite cet été. Le 6 août 2025, une centaine de personnes ont tenté la même traversée. La veille, elles étaient une cinquantaine. Et le lendemain, ce sont encore "plus de 100 personnes" qui se sont jetées à la mer depuis le Maroc. À chaque fois, les autorités des deux pays ont intercepté la grande majorité des migrants.

Toutefois, certains arrivent à passer à travers le dispositif mis en place des deux côtés de la mer. Selon le ministère de l'Intérieur espagnol, 1 721 personnes sont arrivées à Ceuta depuis le début de l'année, une hausse de 7% par rapport à l'année dernière. Rien qu'au cours des deux premières semaines d'août, 269 individus ont atteint le territoire espagnol.

Cela met à rude épreuve les maigres capacités d'accueil de l'enclave. Des tentes ont dû être installées au sein du centre d'accueil temporaire pour migrants (CETI) de l'île. Actuellement, environ 900 exilés se trouvent dans cette structure de seulement 512 places. C'est le première fois depuis l'été 2018 qu'un tel dispositif est nécessaire.

Le gouvernement de la ville, contrôlé par le Parti populaire (PP), dénonce également son incapacité à protéger les mineurs. Environ 500 d'entre eux – dont le plus jeune est âgé de 12 ans - sont pris en charge dans un centre lui aussi surchargé. Selon la municipalité, la surpopulation dans ce centre est de plus de 400%.

En Espagne, le sujet de l'accueil des mineurs non accompagnés dans les enclaves de Ceuta et Melilla ou aux îles Canaries et Baléares est un sujet national. Un plan de répartition de ces MNA dans la péninsule a été adopté récemment mais la lenteur du dispositif inquiète les autorités locales, démunies face à cette hausse des arrivées.

Ces traversées à la nage sont marquées par de nombreux décès. Depuis le début de l'année, au moins 21 exilés sont décédés entre le Maroc et l'enclave espagnole, dont 4 rien qu'au mois d'août. Le 14 août 2025, un homme, 20 ans, originaire de Tétouan, est décédé lors de la traversée. Il avait pris la mer uniquement vêtu d'un t-shirt rouge et d'un maillot de bain. "*Il voulait juste une vie meilleure*", a raconté sa famille à la presse locale lors de sa venue à Ceuta pour identifier le corps.

GRECE

La justice s'oppose à l'expulsion de Soudanais n'ayant pas pu demander l'asile

La justice grecque a refusé lundi 25 août 2025 d'autoriser l'expulsion de trois exilés soudanais, arrivés en Grèce et empêchés d'y déposer une demande d'asile. C'est un revers pour le gouvernement grec. Les juges ont pris cette décision à la suite d'un recours en référé du Conseil grec pour les réfugiés (GCR) contre une récente loi du gouvernement grec qui suspend temporairement l'accès à l'asile, a annoncé mardi cette ONG. "*La cour administrative de première instance d'Athènes a rendu lundi une ordonnance provisoire*" qui n'autorise pas Athènes à procéder au retour de ces quatre personnes dans leur pays, a indiqué le GCR.

Face à la forte recrudescence des arrivées en Crète depuis la Libye début juillet, la Grèce avait annoncé et voté dans la foulée au Parlement une loi suspendant pour trois mois l'accès à l'asile pour les migrants arrivant à bord de bateaux en provenance des pays d'Afrique du Nord. Le GCR rappelle que "*le 14 août 2025, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait également émis des mesures provisoires (...) indiquant au gouvernement grec de ne pas éloigner du pays ces quatre Soudanais*".

Ces derniers mois, de plus en plus de migrants atteignent les îles les plus au sud de la Grèce en bateau, depuis l'est de la Libye. Plus de 10 000 personnes ont ainsi débarqué en Crète, destination touristique très prisée, et à Gavdos, petite île située à proximité, depuis le début de l'année, contre 4 935 en 2024, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Près de 27 % des exilés arrivant par cette route sont des ressortissants Soudanais tandis que 47 % sont Égyptiens.

Début août, un mois après le vote de la loi sur la suspension temporaire de l'examen des demandes d'asile en Grèce, le ministre grec des Migrations s'est félicité de la réduction du nombre d'arrivées en Crète par l'Afrique du Nord. "*Le message envoyé que la Grèce ne va pas examiner des demandes d'asile pour trois mois a eu un résultat*", avait déclaré ce ministre, connu pour ses positions anti-migratoires.

De nombreuses organisations internationales dont le HCR et le Conseil de l'Europe, ainsi que 109 ONG y compris le GCR, ont dénoncé la suspension de l'accès à l'asile en Grèce, en estimant que cette loi était contraire au droit international et européen.

165 migrants secourus et appréhendés entre Turquie et Grèce

Les garde-côtes grecs et turcs ont été très actifs dans les eaux du sud de la Méditerranée et de la mer Égée ce week-end. Au moins 165 migrants ont été ramenés à terre lors de trois incidents distincts en Méditerranée méridionale ce week-end. Les comptes rendus de ces incidents n'ont pas encore été publiés sur le site web des garde-côtes grecs.

Cependant, deux de ces incidents se sont produits au sud de la petite île grecque de Gavdos, non loin de la Crète. Au total, 126 migrants y ont été secourus. Lors d'un incident, un nombre indéterminé de migrants ont été secourus par un pétrolier battant pavillon maltais et transportés avec l'aide des garde-côtes jusqu'au port de Gavdos, a rapporté Ekathimerini lundi 18 août 2025. Une deuxième opération a ensuite été menée par les garde-côtes helléniques et un navire de Frontex, ramenant les 126 autres migrants.

Lors d'un troisième incident, au moins 39 migrants se trouvaient à bord d'un canot pneumatique à environ 58 milles nautiques au sud de Kalamata, en Grèce continentale, et ont été ramenés à terre. Les garde-côtes grecs ont publié un compte rendu de ce sauvetage le 18 août 2025. Ils ont confirmé le nombre de migrants et la localisation du bateau. Ils ont ajouté que des enquêtes préliminaires étaient menées par les autorités portuaires de Kalamata.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Pushback en mer : 20 enfants refoulés de Grèce vers la Turquie

Le 14 août à l'aube, les garde-côtes turcs ont découvert quatre radeaux de sauvetage dérivant au sud-ouest de Datça, en Turquie. À bord se trouvaient 86 personnes originaires d'Iran, d'Irak et d'Afghanistan, dont 20 jeunes enfants.

Il s'agit d'un des plus importants « pusbacks » récents mais, depuis le retour au pouvoir de Nouvelle Démocratie, le réseau Aegean Boat Report a recensé 3456 cas de refoulement en mer Égée en juin 2019, menés par les garde-côtes helléniques, impliquant 93 292 personnes. Dans 1102 de ces cas, des équipements de sauvetage – des radeaux de sauvetage – ont été utilisés abusivement comme outils d'expulsion, laissant 29 368 personnes à la dérive, impuissantes, sur 1693 radeaux.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Bientôt un bracelet électronique pour les migrants en attente d'expulsion

Les migrants en attente d'expulsion devront porter un bracelet électronique à la cheville afin de surveiller leur localisation. Le gouvernement affirme que cela contribuera à accélérer les expulsions. Le ministre grec des Migrations a déclaré aux journalistes que cette mesure de surveillance serait mise en œuvre avant la fin de l'année, dans le cadre d'une série de réformes introduites par le gouvernement grec visant à criminaliser le non-respect des arrêtés d'expulsion. « *Le recours à la surveillance électronique montrera clairement que les options se sont réduites* », a-t-il expliqué à la radio publique. Outre le bracelet électronique, les autorités grecques appliqueront des peines de prison obligatoires en cas de non-respect d'un arrêté d'expulsion. L'ensemble des nouvelles réformes sera présenté au Parlement le mois prochain.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Crète

Trois sauvetages de 161 exilés en quelques heures

Au sud de la Crète, dans la journée du mercredi 13 août 2025, les garde-côtes ont mené trois opérations de secours pour des embarcations s'approchant de leur littoral. Signe de la reprise des tentatives de traversée dans ces zones maritimes, restées calmes ces dernières semaines, mais de plus en plus fréquentées.

D'abord, 59 personnes ont été repérées et secourues par les garde-côtes appuyés par un navire de Frontex à l'approche de la petite île de Gavdos, au large de la Crète, avant d'y être débarquées sur la plage. Puis, elles ont été transportées par bateau dans le petit port de Paleochora, situé au sud de la Crète. De là, elles ont été amenées vers un centre temporaire d'exposition à La Canée, ville portuaire située au nord-ouest de la Crète. Le calendrier de leur transfert vers les centres d'accueil et d'identification sur le continent reste inconnu. Pour se faire, il faut d'abord rejoindre Héraklion : or, les bateaux de la ligne desservant Héraklion depuis La Canée sont pleins, jusqu'au 15 août. Il faut également avoir un accord du ministère de l'Immigration grec, ont expliqué les garde-côtes.

Un deuxième bateau a été repéré dans la même journée du 13 août au large de Kalí Liménes, au sud de la Crète. À bord : 29 Soudanais, dont 2 femmes et 11 mineurs âgés de 14 à 17 ans. Ce groupe a pu, être amené directement en bus à Héraklion, où les migrants sont arrivés tôt dans la matinée de jeudi 14 août.

Pour un troisième groupe d'exilés, repéré mercredi au large de Lentas. 73 hommes, dont neuf mineurs, se trouvaient à bord de l'embarcation secourue. Après plusieurs heures à patienter sous des oliviers dans les champs pour se protéger du soleil, ils ont été amenés en bus à Héraklion tôt jeudi tout comme le groupe de Kalí Liménes.

Au total, 102 personnes patientent donc dans la capitale crétoise depuis ce jeudi matin. Mais faute de réelle structure d'hébergement, cette centaine d'exilés se retrouve dans un ancien entrepôt frigorifique du port d'Héraklion, en attendant un transfert vers le continent.

Sur des photographies, on les voit assis à même le sol, sur des couvertures ou de maigres matelas, dans l'immense entrepôt. L'arrivée, sous surveillance policière, a été l'occasion de mener des procédures d'identification et de fournir les premiers secours, relatent les garde-côtes crétois à Neakriti.

Ces opérations interviennent après plusieurs semaines de calme. Pour le président du syndicat des garde-côtes de la Crète orientale, la seule raison de cette absence d'arrivées

tient au "*mauvais temps de la période passée*", avec une météo très venteuse. Désormais, le climat plus "*favorable*" pourrait encourager de nouvelles tentatives. Selon les données présentées par le chef de l'Association des garde-côtes de Crète occidentale, mi-mai 2025, les arrivées ont augmenté de 350% en un an au sud de la Crète. Gavdos et la Crète sont devenues des portes d'entrée clés : dans le même temps, le reste de la Grèce a connu une baisse de 40 % des arrivées.

Dans son dernier communiqué paru ce mercredi 13 août 2025, Frontex évoque un nouveau corridor migratoire entre l'est de la Libye et la Crète "*qui a émergé ces derniers mois*". "*Le nombre d'arrivées irrégulières en Crète depuis la Libye a dépassé les 10 000 depuis le début de l'année, soit plus de quatre fois le total de l'année précédente*".

ITALIE

Lampedusa

Une fillette guinéenne de 6 ans décède suite à sa traversée en mer

Une fillette de six ans est décédée au sein d'une unité de soins intensifs à Lampedusa, mardi 19 août 2025. La petite fille d'origine guinéenne avait débarqué sur l'île italienne deux semaines plus tôt avec sa mère, dans la nuit du 7 au 8 août 2025. Parties des côtes africaines dans une embarcation fragile, toutes deux avaient dérivé pendant cinq jours sans nourriture et en manquant d'eau. Son état s'était dégradé au fil des jours, sous les yeux des autres passagers du bateau. La fillette était arrivée dans un état "*extrêmement grave*". Immédiatement prise en charge par les secours, elle avait été transportée par avion depuis la plus grande des îles Pélages jusqu'à l'hôpital pédiatrique de la capitale sicilienne, Palerme, où elle a été admise à l'unité de soins intensifs. Elle a été déclarée en état de mort cérébrale mardi dans l'après-midi.

Sa mère est actuellement soutenue par l'association Médecins sans frontières, un psychologue et un médiateur culturel, ainsi que par la directrice de l'association locale Casa di Lucia. "*Notre soutien psychologique se poursuit*", a expliqué Médecins sans frontières, et "*la communauté migrante organise un moment de prière et de commémoration en soutien à cette femme. Mais cela n'enlève rien à l'absurdité du fait que des gens continuent de mourir en mer en raison du manque d'opérations de sauvetage*". Les morts en Méditerranée centrale "*semblent être des chiffres, mais derrière eux se cachent des histoires indélébiles*", rappelle l'équipe de Médecins sans frontières. "*Comme celle de cette mère à Palerme, pleurant sa fille disparue. Elle ressent un sentiment d'impuissance indescriptible, l'immense tristesse de ne pas avoir pu sauver son enfant.*"

En cette même journée du 19 août 2025, dix corps d'exilés ayant perdu la vie en traversant la Méditerranée centrale la semaine dernière ont été transférés à Porto Empedocle, dans la province d'Agrigente, en Sicile. Cela fait suite à un premier transfert de dix cercueils. Tous font partie des victimes du double naufrage du 13 août, lors duquel 27 personnes sont mortes au large de Lampedusa, dont au moins un nouveau-né et trois adolescents, deux garçons et une fille.

Malgré cette dangerosité, le jour même du décès de la fillette guinéenne, pas moins de 106 exilés, répartis sur deux embarcations, ont débarqué sur la plus grande des îles Pélages après avoir été secourus par des patrouilleurs de la Guardia di Finanza. La première embarcation transportait des Bangladais, des Égyptiens, des Pakistanais et des Tunisiens partis de Tajoura, en Libye; la seconde des Bangladais, des Égyptiens et des Marocains partis de Zouara, une autre ville libyenne.

Au moins 20 morts dans le naufrage de deux embarcations de migrants

Au moins 20 personnes sont mortes, mercredi 13 août 2025, après le naufrage de deux bateaux de migrants à environ 20 km au large de l'île de Lampedusa. Parmi les huit premiers corps arrivés à Lampedusa, et déjà transportés à la morgue du cimetière de Cala Pisana, figurent un nouveau-né, deux hommes adultes, deux femmes et trois adolescents (deux garçons et une fille). Les recherches se poursuivaient encore mardi soir 12 août 2025 car "*entre 12 et 17 personnes sont portées disparues*", selon le porte-parole du HCR. "*Cela porte le bilan à au moins 20 morts, dont 8 ont déjà été retrouvées*", a-t-il précisé sur la base d'informations recueillies par l'organisation qui porte assistance aux 60 survivants hébergés dans le hotspot.

Selon les premières informations, une embarcation, déjà en détresse, avait été repérée par un hélicoptère de la Guardia di Finanza (la police douanière) en fin de matinée. Une opération a ainsi été lancée mais une fois arrivés sur place, les garde-côtes ont découvert une embarcation retournée et tous les exilés à l'eau. Les survivants ont ensuite signalé qu'une première embarcation avait déjà coulé et que la seconde avait chaviré lorsque les naufragés ont tenté de monter à bord. Les deux embarcations, selon les premiers témoins débarqués à Lampedusa, étaient parties mardi soir de Tripoli, en Libye.

"Cet épisode dramatique souligne une fois de plus l'urgence de prévenir les traversées maritimes dangereuses, dès les pays de départ", a réagi le ministre de l'Intérieur italien après cette "*tragédie profondément attristante*". "*Ce sont les résultats des politiques migratoires du gouvernement italien et des institutions européennes*", a déclaré l'ONG italienne Mediterranea Saving Humans. Les ONG de sauvetage en mer comme Sea-Watch ou Médecins sans frontières ont aussi rendu hommage aux victimes et ont dénoncé la politique italienne. Elles accusent le gouvernement italien d'entraver leurs opérations de sauvetage avec, notamment, le décret Piantedosi, du nom du ministre de l'Intérieur. Elles dénoncent notamment le fait de se voir assigner des ports de débarquement à des milliers de kilomètres des lieux de sauvetage, des amendes et des immobilisations en cas de désobéissance.

Depuis le début de l'année 2025, il y a eu au moins 675 morts sur cette route migratoire.

POLOGNE

Manifestation à Varsovie contre le pacte migratoire européen et l'afflux de migrants

Dimanche 24 août, en fin de journée, quelques centaines de Polonais se sont rassemblés à Varsovie pour répondre à l'appel de l'extrême droite souverainiste dans une manifestation contre l'immigration à la fois légale et illégale.

« Le Polonais maître de la Pologne. » Face à l'estrade où se succèdent les députés d'extrême droite souverainistes, ce 24 août 2025 dans la capitale polonaise, une femme a fait plusieurs heures de route pour venir protester contre le pacte migratoire européen, qui doit entrer en vigueur en 2026. *« Ça va nous obliger à accueillir des migrants qui sont d'une autre culture. Et tous les problèmes que ça engendre en France, en Allemagne ou en Belgique, et dans d'autres États d'Europe occidentale, on se bat pour que ça n'ait pas lieu chez nous. »*

Mais ces craintes, souvent teintées de racisme, ne concernent pas seulement les migrants venus de pays musulmans. Un homme s'inquiète de la présence des 900 000 réfugiés

ukrainiens qui vivent sur le territoire, et qui pourraient, selon lui, prendre la place des Polonais sur le marché du travail. « *Aujourd'hui, on vit normalement en Ukraine. Ils ont des endroits où les gens venus des territoires dangereux peuvent déménager pour se mettre à l'abri. Il faut garder à l'esprit que l'Ukraine fait près de trois fois la taille de la Pologne.* »

Le cortège s'immobilise finalement devant le palais présidentiel. Avant d'être élu en juin 2025, Le président avait promis de mettre fin à l'immigration illégale, et avait assuré que les Polonais auraient la priorité sur les Ukrainiens dans l'accès aux services publics.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20250825-pologne-manifestation-%C3%A0-varsovie-contre-le-pacte-migratoire-europ%C3%A9en-et-l-afflux-de-migrants>

EUROPE

ROYAUME-UNI

Réforme annoncée du traitement des demandes d'asile sur fond de manifestations anti-migrants

La ministre de l'Intérieur va mettre sur pied un nouveau système d'examen des recours de la part de demandeurs d'asile déboutés. Ce seront désormais des arbitres indépendants, professionnels, qui trancheront plutôt que des juges. Ce contournement des tribunaux doit permettre d'accélérer l'examen des appels.

Même si les autorités sont parvenues ces derniers mois à faire diminuer les délais de traitement, un recours prend aujourd'hui en moyenne un an pour être examiné. Conséquence : le nombre de demandeurs d'asile augmente, tout comme la part d'entre eux hébergés dans des établissements privés. Le gouvernement a pourtant promis de mettre fin à cette pratique d'ici à quatre ans. Une pratique qui coûte au contribuable six millions d'euros par jour.

Cette réforme était en projet depuis plusieurs mois, mais les manifestations des dernières semaines devant des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile, et surtout l'évacuation de l'un d'entre eux ordonnée par la justice, ont accéléré l'annonce. Les ONG de défense des droits des migrants soutiennent la volonté de réduire les délais de traitement, mais soulignent aussi l'importance d'un mécanisme judiciaire robuste, et surtout la nécessité d'examiner plus sérieusement les demandes en première instance. La moitié des refus initiaux sont en effet renversés en appel.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20250825-royaume-uni-r%C3%A9forme-annonc%C3%A9e-du-traitement-des-demandes-d-asile-sur-fond-de-manifestations-anti-migrants>

111 000 demandeurs d'asile enregistrés en un an, un record depuis plus de vingt ans

C'est un niveau record depuis 2001 : 111 000 demandeurs d'asile se sont enregistrés au Royaume-Uni entre juin 2024 et juin 2025. D'après les dernières données publiées par le Home Office, cela correspond à une augmentation de 14 % du nombre de demandeurs d'asile par rapport à l'année précédente. Tous ne sont pas arrivés de manière irrégulière. "La moitié des demandeurs d'asile sont arrivés par des voies irrégulières, tandis que 37 % des demandeurs étaient déjà arrivés au Royaume-Uni avec un visa", précise de Home Office. "Nous avons renforcé les contrôles des visas et de l'immigration au Royaume-

Uni, réduit les coûts de l'asile et considérablement augmenté les contrôles et les retours", a réagi la ministre de l'Intérieur, après la publication de ces chiffres.

Les dépenses consacrées à l'asile ont en effet chuté de 12 %, passant de 5,38 milliards de livres sterling en 2023-2024 à 4,76 milliards de livres sterling en 2024-2025.

Dans les hôtels pour demandeurs d'asile, cibles de nombreuses manifestations xénophobes ces dernières semaines, le Home Office comptait 32 059 personnes hébergées, en cette fin du mois de juin. Là encore, il s'agit d'une augmentation de 8% par rapport à la même période il y a un an. Cependant, ce nombre est légèrement inférieur à celui du trimestre précédent et il reste bien en deçà du pic de 56 042 demandeurs d'asile hébergés dans des hôtels que le Royaume-Uni a connu en septembre 2023.

Malgré l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile, le traitement de leurs dossiers est devenu plus expéditif. En effet, le nombre de personnes en attente d'une décision initiale est en baisse. Elles sont 90 812 selon le Home Office, soit une importante baisse de 24 % par rapport à l'an dernier. Pour ceux qui sont déboutés de l'asile, le gouvernement travailliste cherche aussi à rendre plus efficaces les procédures d'expulsion.

Malgré une communication constante contre les arrivées irrégulières de personnes migrantes, celles-ci sont en hausse. Le Home Office en enregistre 49 000 sur la période juin 2024-juin 2025, soit une hausse de 27 % par rapport à l'année précédente. 88% d'entre elles se font par "small boats", ces canots pneumatiques fragiles traversant la Manche depuis le littoral français. Le seuil de 27 000 arrivées par bateau au Royaume-Uni a ainsi été franchi début août, contre 18 000 à cette même période l'an dernier, rappelle le Home Office.

Concernant les voies légales et sûres, il est à noter que seules 62 000 autorisations de séjour ont été accordées, soit 33 % de moins que l'année précédente. Cette forte baisse est due *"en grande partie à la réduction du nombre de visas et de prolongations accordés dans le cadre du programme ukrainien"*, expose le Home Office.

Le Royaume-Uni signe un accord avec l'Irak pour accélérer les renvois

Le Royaume-Uni a signé le 20 août 2025 un accord avec l'Irak visant à simplifier les renvois de ses ressortissants n'ayant pas obtenu de droit au séjour. À l'issue d'une visite de deux jours au Royaume-Uni du vice-ministre irakien des Affaires étrangères, les deux gouvernements se sont accordés sur des *"processus formels pour renvoyer rapidement les personnes n'ayant aucun droit légal de se trouver au Royaume-Uni."*

Le ministre d'État à la Sécurité s'est félicité de cet aboutissement. *"En travaillant ensemble sur les défis liés à la sécurité, au développement et à la migration, nous construisons des relations plus solides qui profitent à nos deux pays tout en s'attaquant à des défis communs tels que le crime organisé et la migration irrégulière"*, a-t-il déclaré. *"Nous continuerons à utiliser des approches innovantes en matière de politique étrangère pour sécuriser les frontières de la Grande-Bretagne"*, a déclaré le député et ministre chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'an dernier, le Home Office (l'Intérieur britannique) avait déjà renforcé ses partenariats avec l'Irak dans le champ de la sécurité des frontières et de la criminalité organisée. 800 000 livres sterling (près d'un million d'euros) ont été dévolus à la formation des forces de l'ordre irakiennes, à des projets de sécurité aux frontières et au renforcement des capacités de lutte contre le trafic d'êtres humains et la criminalité organisée liée à l'immigration.

Cet accord est présenté comme la dernière mesure en date de la politique visant à freiner les arrivées de "small boats" par la Manche, largement portée par le Premier ministre.

Depuis l'arrivée au pouvoir du parti travailliste en Grande-Bretagne, des accords similaires à celui passé avec Bagdad ont été signés avec l'Albanie et le Vietnam.

Dans les rangs de l'opposition, les Conservateurs ont cependant qualifié ce nouvel accord signé avec l'Irak de "*dérisoire*", affirmant que "*pratiquement aucun*" des arrivants par petits bateaux n'était désormais irakien. De fait, d'après les dernières données disponibles sur le site du Home Office, 602 ressortissants irakiens ont demandé l'asile entre avril et juin. Seules 9 demandes ont été enregistrées à l'arrivée au port après avoir traversé la Manche (les autres étant enregistrés dans les différentes villes du pays). Au total, 1 900 Irakiens ont effectué la traversée de la Manche entre mars 2024 et mars 2025, alors qu'ils étaient 2 600 entre mars 2023 et mars 2024. L'Intérieur britannique attribue cette baisse à "*l'efficacité de la coopération en amont*" avec les autorités irakiennes.

Même si elles sont moins nombreuses qu'auparavant, les demandes d'asile des Irakiens restent, en majorité, rejetées. Seuls 26 % des Irakiens qui ont traversé la Manche au cours de l'année écoulée ont obtenu l'asile. Si l'on observe la période la plus récente pour laquelle des données du Home Office sont disponibles, entre avril et juin : 522 Irakiens et Irakiennes ont vu leur demande d'asile rejetée ; quand 267 ont obtenu une protection (subsidaire ou statut de réfugié).

Malgré ces annonces successives des Britanniques pour tenter de décourager les traversées de la Manche, celles-ci sont en augmentation. Le seuil de 27 000 arrivées au Royaume-Uni a été franchi début août, contre 18 000 à cette même période l'an dernier, rappelle le Home Office.

Jusqu'à maintenant, l'année 2022 détenait le record avec 45 774 arrivées. Mais cette année-là, le seuil de 25 000 traversées avait été atteint le 27 août, c'est-à-dire bien plus tard qu'aujourd'hui. L'année 2025 augure donc de nouveaux records de traversées.

Le système d'asile menacé après l'interdiction temporaire d'accueillir des demandeurs d'asile dans un hôtel

Mardi 19 août 2025, la justice a ordonné à l'hôtel Bell d'Epping, au nord de Londres, de suspendre l'accueil des demandeurs d'asile. La Haute Cour britannique avait été saisi par la municipalité à la suite de manifestations anti-migrants régulières depuis fin juillet 2025. Ainsi, le juge de la Haute Cour de Londres a indiqué mardi que les demandeurs d'asile logés à l'hôtel Bell avaient jusqu'au 12 septembre pour quitter les lieux.

Le juge a accordé l'injonction demandée par la ville en estimant qu'en transformant un hôtel en lieu d'accueil de demandeurs d'asile, la loi sur l'urbanisme avait été violée. Le conseil du district d'Epping a, lui, aussi mis en avant les perturbations causées par les manifestations et les inquiétudes concernant la sécurité des demandeurs d'asile eux-mêmes. "*Ces dernières semaines ont mis notre communauté à rude épreuve, mais aujourd'hui, nous recevons une excellente nouvelle*", s'est réjoui le président du conseil local, après la décision.

Cette injonction inquiète grandement les autorités britanniques. Le gouvernement se prépare à des dizaines de recours juridiques de la part d'autres mairies après cette décision car la ville d'Epping n'est pas la seule à subir une vague d'hostilité à l'encontre des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile. Des dizaines de villes ont vu des manifestations être organisées dans leurs rues ces dernières semaines.

Les avocats du ministère de l'Intérieur ont averti le tribunal que cette décision pourrait donc "*avoir un impact considérable*" sur la capacité du gouvernement à héberger les demandeurs d'asile dans les hôtels du Royaume-Uni en cas de multiplication des recours.

Des sources internes au Home Office ont admis que le ministère avait été "sous le choc" de cette décision car il est tenu d'héberger les demandeurs d'asile jusqu'à l'examen de leur dossier et le placement en hôtel constitue une pierre angulaire du système d'hébergement du pays. Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 32 000 migrants étaient logés dans des hôtels fin mars, aux frais du contribuable britannique.

Ainsi, le gouvernement cherche des solutions au cas où les recours se multiplient. "Nous étudions une série d'options d'urgence différentes suite à la décision juridique rendue et nous examinerons de près ce que nous sommes en mesure de faire", a déclaré le ministre de la Sécurité, sans donner de détails sur ces alternatives.

Le directeur général du Conseil des réfugiés, a déclaré : "L'utilisation des hôtels est totalement insoutenable – et cette décision montre que le projet du gouvernement d'attendre jusqu'en 2029 pour mettre fin à leur utilisation n'est pas viable. Au lieu de recourir à des hôtels coûteux, le ministère de l'Intérieur devrait collaborer avec les collectivités locales pour proposer des hébergements sûrs et économiques au sein des communautés".

Il y a quelques mois, le Parti travailliste avait effectivement promis de mettre fin au recours aux hôtels pour héberger les demandeurs d'asile d'ici 2029 en construisant de nouveaux logements publics et en réduisant les traversées de la Manche. Sur ce dernier point, les autorités britanniques sont à la peine car les arrivées n'ont jamais été aussi nombreuses. Depuis le début de l'année, 27 897 exilés sont arrivés en "small-boats" au Royaume-Uni, soit une hausse de 46% par rapport à la même période l'année dernière. Même le précédent record de 45 000 traversées enregistré en 2022 pourrait être battu, et ce en dépit des efforts du gouvernement britannique pour décourager les migrants et s'attaquer aux gangs de passeurs.

Le désarroi des premiers exilés enfermés dans le cadre de l'accord d'échange

"Je suis encore sous le choc", a confié un Érythréen, joint par téléphone depuis un centre de détention anglais. Une semaine après l'entrée en vigueur de l'accord franco-britannique "un pour un", cet exilé fait partie des premiers détenus concernés avec lequel le média britannique a pu s'entretenir. "Nous n'avons pas compris ce qui nous arrivait lorsque le ministère de l'Intérieur nous a transférés de Manston [une ancienne base militaire du Kent,] où nous avons été enregistrés, directement vers cet endroit qui ressemble à une prison", expose cet exilé. "Le Home Office vient de nous enfermer dans ces pièces et nous a dit que nous ne pouvions pas en sortir. Nous avons peur des dangereux criminels qui sont enfermés avec nous. Nous avons tellement peur de ce que le Home Office va nous faire", confie un second homme, venu d'Afghanistan. "Les Taliban ont essayé de me tuer, alors je me suis enfui d'Afghanistan. Je pensais être libre quand je suis arrivé au Royaume-Uni, mais je me retrouve dans cette prison. Nous ne savions rien de l'accord quand nous avons quitté la France."

Il s'agit du renvoi vers la France d'exilés ayant traversé la Manche, contre l'entrée contrôlée de l'exact même nombre d'exilés prouvant leurs attaches au Royaume-Uni. Ce dispositif sera expérimenté jusqu'en juin 2026.

Avec perplexité, l'exilé érythréen raconte un tri opéré à l'arrivée sans motif clair : "lorsque nous avons demandé pourquoi ils amenaient ici certaines personnes arrivées sur le même bateau que moi, mais laissaient les autres partir; ils ne nous ont pas répondu." Les critères de sélection sont en effet plus que flous, pour l'heure. Le Home Office indique que pourra être renvoyée vers la France toute personne qui a traversé la Manche et n'a pas demandé l'asile, ou dont la demande d'asile est jugée "irrecevable". Ce terme de "irrecevable", pour le Home Office, indique qu'il s'agit de toute personne qui a "traversé un pays sûr pour se rendre au Royaume-Uni ou qui a un lien avec un pays sûr, notamment en y ayant déjà demandé l'asile

ou en pouvant raisonnablement s'attendre à le faire." Autrement dit : toutes les personnes parties du littoral français, puisque la France étant un pays sûr.

Le placement en détention se fait dans les trois jours suivant l'arrivée, tandis que la France dispose de deux semaines pour répondre positivement ou négativement à la demande de réadmission émise par le Royaume-Uni. Ce délai peut s'étendre à 28 jours "*dans des cas exceptionnels*". "*Si aucune réponse n'est reçue dans un délai de 28 jours, la réponse des autorités françaises est présumée négative*", explique la décret paru côté français au Journal officiel le 11 août.

Les appréhensions de l'homme érythréen sont grandes, à l'idée d'être renvoyé. Celui-ci affirme avoir été victime de traite et torturé lorsqu'il a traversé la Libye. "*Je pense que si je suis renvoyé en France et que les passeurs me trouvent, ils me tueront*". La responsable du plaidoyer au sein du Gatwick Detainees Welfare Group soutenant des personnes destinées au renvoi vers la France, abonde: "*Ceux avec qui nous avons parlé jusqu'à présent sont en grande détresse et beaucoup ont été victimes de torture, exploités par des trafiquants pendant leur voyage ou victimes d'esclavage moderne en Libye.*" Elle alerte sur les risques pour la santé physique et psychologique. "*Les gens ont du mal à manger et à dormir en raison de leur environnement carcéral, ne sachant pas combien de temps ils resteront là et craignant d'être renvoyés en France. Nous craignons fortement une augmentation des cas d'automutilation, de tentatives de suicide et de grèves de la faim en raison de cette situation.*"

Malgré les annonces des Britanniques autour de ces premières arrestations pour tenter de décourager les traversées, le rythme de l'été est effréné. À terre, les groupes de candidats au départ restent nombreux, y compris loin de Calais. D'après les chiffres du Home Office, équivalent britannique du ministère de l'Intérieur, entre le 5 juillet 2024 et le 11 août 2025, 50 271 personnes sont arrivées au Royaume-Uni par "small boats"... Dont 27 029 depuis le début de l'année 2025. Or, l'an dernier, le seuil de 25 000 traversées avait été atteint seulement le 27 août.

ASIE

AFGHANISTAN

Un accident d'autocar transportant des migrants fait au moins 76 morts

Le porte-parole du gouverneur provincial, a déclaré mercredi 20 août que 76 personnes avaient "*perdu la vie (...) et trois autres (étaient) dans un état critique*", après cet accident survenu dans le district de Guzara, à l'extérieur de la ville de Hérat. Dix-neuf enfants ont péri, d'après un communiqué de l'armée de la province. La police a imputé l'accident à "*une vitesse excessive et des négligences*" de l'autocar qui a quitté la route principale avant d'entrer "*violemment*" en collision avec une moto, puis un camion. Le camion transportait du carburant et cela a provoqué un incendie.

L'autocar transportait des Afghans récemment revenus d'Iran, montés à bord du véhicule au poste-frontière d'Islam Qala pour rejoindre Kaboul. Cet accident survient sur fond d'une campagne massive d'expulsions lancée par Téhéran contre les quatre millions d'Afghans sans-papiers sur son sol, qui ont jusqu'à début septembre 2025 pour rentrer dans leur pays.

Les accidents de la route sont fréquents en Afghanistan, en partie à cause du mauvais état des routes après des décennies de conflit, de la conduite dangereuse des

automobilistes et du manque de réglementation. En décembre, deux accidents d'autocars impliquant un camion-citerne et un camion sur une autoroute traversant le centre du pays avaient fait au moins 52 morts.

<https://www.france24.com/fr/asiе-pacifique/20250820-en-afghanistan-un-accident-d-autocar-transportant-des-migrants-fait-au-moins-76-morts>

MYANMAR

Plus de 700.000 Rohingya ont fui le Myanmar, pour se réfugier au Bangladesh

Huit ans jour pour jour ont passé depuis que plus de 700.000 hommes, femmes et enfants de Rohingya ont fui l'État de Rakhine, au Myanmar, pour se réfugier au Bangladesh voisin, après une offensive de l'armée birmane. Ils ont rejoint des dizaines de milliers de compatriotes déjà entassés dans le district de Cox's Bazar, qui abrite l'un des plus vastes camps de réfugiés au monde. Huit ans d'errance et de camps saturés, sans perspective de retour. Ils sont pris entre les feux de l'armée birmane et de l'Armée d'Arakan, un groupe armé qui revendique l'autonomie du territoire. Dans une déclaration publiée lundi par son porte-parole, le secrétaire général de l'ONU dénonce les recrutements forcés, les violations des droits humains et les autres abus dont les Rohingya sont victimes, à l'instar de l'ensemble de la population de l'État de Rakhine. En ce triste anniversaire, l'ONU exhorte la communauté internationale à renouer avec un élan de solidarité envers cette minorité musulmane persécutée. Une conférence de haut niveau sur le sort des Rohingya est prévue le 30 septembre à New York.

https://news.un.org/fr/story/2025/08/1157347?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=8a83478281-EMAIL_CAMPAIGN_2025_08_26_12_03&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-8a83478281-107916625

THAÏLANDE

La Thaïlande accorde aux réfugiés birmans le droit de travailler, une décision qui pourrait servir de modèle

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a salué mardi l'adoption par le gouvernement thaïlandais d'une résolution accordant aux réfugiés birmans de longue date le droit de travailler en Thaïlande. Cette décision pourrait servir de modèle à d'autres pays confrontés à des défis similaires. Reconnaisant la situation prolongée de quelque 81.000 personnes déplacées de force hébergées dans des abris temporaires le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar, ce changement de politique permettra aux réfugiés de travailler légalement dans le pays et de contribuer de manière significative à l'économie thaïlandaise. Nombre de ces réfugiés vivent dans les camps depuis des décennies et dépendent entièrement de l'aide humanitaire. Environ 47 % de la population est née dans ces abris temporaires.

« Pendant trop longtemps, l'exil prolongé a été perçu comme une attente interminable », a déclaré la Représentante du HCR en Thaïlande. « Ce jour marque un tournant. Grâce à ce changement de politique, la Thaïlande transforme l'accueil des réfugiés en un moteur de croissance – pour les réfugiés, pour les communautés d'accueil et pour la nation dans son ensemble ». « En libérant le potentiel de ces personnes, la Thaïlande respecte non seulement les principes humanitaires, mais réalise également un investissement stratégique dans son propre avenir ». « Les réfugiés pourront désormais subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, stimuler les économies locales grâce à une consommation accrue et favoriser la création d'emplois, contribuant ainsi à la croissance du PIB national et

à la résilience économique ».

Cette résolution intervient à un moment critique, alors que des millions de personnes déplacées de force dans le monde risquent de perdre l'accès à une aide vitale en raison de coupes sombres dans le financement humanitaire mondial.

S'appuyant sur les 50 ans d'expérience et de leadership de la Thaïlande en matière d'accueil des réfugiés, cette nouvelle politique, si elle est pleinement mise en œuvre, établira une nouvelle référence régionale pour une solution durable et fondée sur les droits des réfugiés, qui pourrait servir de modèle à d'autres pays. Bien que cette politique ne s'applique qu'à un nombre limité de réfugiés dans le pays, le HCR continue de plaider en faveur de l'inclusion de tous les réfugiés.

<https://news.un.org/fr/news/topic/migrants-and-refugees>

TURQUIE

Au moins quatre morts après un naufrage en mer Égée

Au moins 4 personnes sont décédées lors du naufrage d'une embarcation pneumatique, ont annoncé les garde-côtes turcs. Alertés peu après 2 heures du matin (heure locale, 23h GMT), ces derniers ont affirmé être parvenus à **secourir vivants deux des passagers** de l'embarcation au large de Karaburun, ville de la province côtière d'Izmir à l'ouest du pays. "Les corps sans vie de quatre migrants irréguliers ont été repêchés". Des recherches étaient toujours en cours à la suite de déclarations de survivants faisant état de disparus. Aucun détail concernant le profil des décédés ou rescapés n'a été communiqué. Un hélicoptère, un drone, un navire et cinq patrouilleurs ont été mobilisés au large de Karaburun, à une trentaine de kilomètres des îles grecques de Lesbos et de Chios.

Selon l'ONG Aegan Report, "plusieurs navires commerciaux ont également été mobilisés, dont le pétrolier libérien Kriti Legende, le porte-conteneurs portugais EF Elena et le pétrolier turc T. Kilyos".

Les deux îles grecques sont deux des points d'entrée dans l'Union européenne en mer Égée et les naufrages sont fréquents lors de ces traversées périlleuses entre les côtes turques et les îles grecques voisines. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 130 personnes sont décédées sur la route de la Méditerranée orientale depuis le début de l'année.

AFRIQUE

COMORES

De nombreux étrangers en situation irrégulière arrêtés lors de contrôles d'identité

Selon le ministère de l'Intérieur, sur 2 000 personnes contrôlées, 180 sont de nationalité étrangère, dont 23 en situation irrégulière. Parmi ceux-ci, huit ont été expulsés et 15 placés en rétention administrative. Plus de 150 comoriens, contrôlés lors de ces opérations, n'avaient pas de carte d'identité : ils ont 15 jours pour en faire la demande.

« Ces contrôles me semblent positifs. Cette initiative peut contribuer à lutter contre la criminalité. Certes, elle ne suffira pas à elle seule, car lorsque des bandits décident d'agir, il faut des moyens plus importants pour les arrêter. Mais c'est un bon début », salue à Moroni, un épicier dans les quartiers nord la capitale. « C'est une bonne chose. Les actes de

vandalisme que nous connaissons dans nos villages pourraient diminuer. Il arrivait qu'on trouve des personnes assassinées, sans même savoir d'où elles venaient. Cette démarche peut vraiment aider ». Il pense également que l'opération peut contribuer à réduire les violences dans les quartiers. « Je demande toutefois aux autorités d'agir avec pédagogie et bienveillance sans recourir à la violence ni bousculer les gens. Il faut expliquer aux populations qu'en tant que citoyens comoriens, on a le devoir d'avoir sa pièce d'identité sur soi ».

Du côté des communautés étrangères, un membre de l'association des Malgaches aux Comores salue la démarche d'autant qu'elle concerne tous les habitants de l'archipel. Ces contrôles, ne concernant à ce stade que les grandes villes de l'archipel, devraient s'étendre à toutes les localités selon les autorités.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250822-comores-des-nombreux-%C3%A9trangers-en-situation-irr%C3%A9gulier-%C3%A8re-arr%C3%AAt%C3%A9s-lors-de-contr%C3%B4les-d-identit%C3%A9-massifs>

GUINEE

Point de départ des migrants

"Les jeunes ont perdu confiance en la République". Les départs clandestins de pirogues depuis les côtes guinéennes vers l'archipel espagnol des Canaries se sont multipliés, en conséquence de l'accord migratoire conclu entre la Mauritanie et l'Espagne l'an dernier. Pourtant, la traversée depuis la Guinée peut durer une dizaine de jours et est extrêmement dangereuse.

MAURITANIE

"Ils m'ont traité comme un animal": HRW accuse la Mauritanie de "graves violations" des droits des migrants

Dans son dernier rapport publié mercredi 27 août 2025, l'ONG Human Rights Watch compile plus de 200 témoignages de migrants faisant état de violations des droits humains de la part des autorités mauritaniennes ces cinq dernières années. "*Pendant des années, les autorités mauritaniennes ont mené une politique abusive en matière de contrôle des migrations – malheureusement courante en Afrique du Nord – en violant les droits des migrants africains originaires d'autres régions*", a commenté une chercheuse sur les droits des réfugiés et des migrants à Human Rights Watch.

Les témoins interrogés par l'organisation accusent la police, les garde-côtes, l'armée et la gendarmerie mauritaniennes d'être les auteurs de ces actes. Et ce, à toutes les étapes de leur parcours. Un Guinéen de 22 ans, a déclaré que la police mauritanienne l'avait arrêté avec un autre migrant près de la frontière nord. "*Ils nous ont déshabillés, ont pris nos vêtements, nous ont laissés allongés sur le sol de 1 à 2 heures du matin. Puis, ils nous ont dit : 'Allez' et nous ont laissés marcher dans le froid à moitié nus*". Certains ont fait état de violences sexuelles, notamment des viols "*contre au moins neuf migrants*". De nombreux exilés arrêtés en Mauritanie sont ensuite envoyés dans l'un des cinq centres de rétention du pays. Des dizaines de migrants passés par ces lieux ont décrit à HRW des "*conditions et des traitements inhumains*", comme le manque de nourriture, les mauvaises conditions d'hygiène et des coups infligés par les gardiens.

Un Sierra-Léonais de 23 ans a passé trois jours dans le centre de Ksar, un quartier de la capitale Nouakchott, en août 2022. "[La police] *m'a beaucoup frappé et ne m'a pas donné à manger. Ils m'ont traité comme un animal. Quand je voulais aller pisser [ou] parler*

à un policier, celui-ci me frappait la main ou le dos avec un koboko [fouet]", a-t-il raconté, ajoutant qu'il n'avait pu manger que parce que d'autres migrants partageaient leur nourriture. Un homme sénégalais détenu au centre de Nouadhibou a déclaré, lui, n'avoir reçu "qu'une seule bouteille d'eau et du pain". "De 18 heures jusqu'au lendemain matin, tu ne peux pas sortir. Tu dois uriner dans la pièce. On ne pouvait pas se laver", a-t-il témoigné.

Le nombre de personnes en détention varie fortement car des milliers d'expulsions vers les frontières sont opérées par les autorités. Début 2025, ces opérations avaient suscité de vives critiques en Afrique de l'Ouest, poussant des pays comme le Mali et le Sénégal à exprimer leur indignation. Les autorités mauritaniennes avaient qualifié ces expulsions d'opérations de "routine" visant les personnes en situation irrégulière. Pourtant, le nombre de personnes concernées par rapport aux années précédentes a explosé. Au cours des six premiers mois de 2025, le gouvernement mauritanien a déclaré avoir expulsé plus de 28 000 personnes. Et en 2024, 16 410 personnes ont été refoulées contre seulement 9 426 personnes en 2023 et 3 533 en 2022.

Certains sont envoyés vers le Mali malgré les risques sécuritaires, dénonce HRW. L'ONG rapporte que des migrants ont été envoyés vers Gogui avant et après des attaques par des groupes armés en janvier 2025, citant des travailleurs humanitaires et des migrants interviewés au Mali. "Certains [dans le groupe] étaient malades et certains avaient été battus. À la frontière, [les autorités maliennes] ont dit : 'Vous n'êtes pas les seuls. [Les Mauritaniens] ont expulsé beaucoup de personnes noires'. L'armée malienne à Gogui nous a aidés [avec le transport] vers Kayes, des gens nous ont dit que nous avions de la chance de ne pas avoir croisé un groupe armé", a raconté un libérien de 46 ans expulsé de Mauritanie.

D'autres, sont envoyés à Rosso, ville frontalière avec le Sénégal. Ici, seul un centre de la Croix-Rouge est susceptible d'accueillir les refoulés mais les fonds et capacités d'assistance sont limités. "Les migrants expulsés vers Rosso ont généralement passé plusieurs jours sans se laver ni manger, et certains arrivent sans [assez] d'habits, ou même pieds nus. Nous avons demandé au gouvernement de mettre en place un fonds à cet effet", a déclaré un membre de Diadem, une association qui vient en aide aux migrants.

Le rapport documente aussi l'expulsion vers les pays frontaliers de demandeurs d'asile pourtant en possession de papiers du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) ou encore de mineurs non accompagnés.

HRW dénonce aussi les accords passés entre l'Union européenne (UE) et l'Espagne avec la Mauritanie "pour externaliser le contrôle des flux migratoires". En 2024, la Mauritanie a signé un nouveau partenariat en matière de migration avec l'UE en échange d'un financement de 210 millions d'euros destiné à réduire les flux de la migration irrégulière, un accord comparable à ceux conclus par l'UE avec la Tunisie et l'Égypte.

Une externalisation des frontières qui a mené à une augmentation des interceptions des traversées. En 2024, 11 469 bateaux ont été stoppés par les autorités mauritaniennes, une hausse de 122 % par rapport à 2023 et de 431 % par rapport à 2022.

Et durant ces opérations, de nombreuses violations des droits ont été commises, selon les témoignages recueillis par l'ONG. "Des garde-côtes mauritaniens nous ont attrapés après presque trois jours en mer. Ils nous ont demandé de l'argent. Ils nous ont menacés, disant que si nous ne payions pas, ils prendraient nos bouteilles d'essence. Plusieurs nous ont frappés. J'ai subi des coups car j'étais capitaine et ils pensaient que j'avais organisé le convoi pour aller en Espagne. J'ai encore une cicatrice près de l'œil gauche à cause des coups", raconte un Sénégalais de 26 ans. "Dès qu'on est descendu du bateau, il y a eu le contrôle maritime mauritanien. Il y a eu des violences au bord de l'eau. Nous étions maltraités, tapés.

Ils ont tiré une balle pour effrayer les gens et nous ont dit : 'Personne ne bouge. Celui qui bouge, on va tirer'. C'étaient des gendarmes en uniforme et d'autres sans uniforme", témoigne de son côté un Guinéen de 17 ans. Selon certains témoignages, des agents espagnols étaient aussi présents au moment où des violences ont été commises.

Dans une réponse aux questions de Human Rights Watch, le gouvernement mauritanien a déclaré qu'il "*rejet[ait] catégoriquement les allégations de torture, de discrimination raciale ou de violations systématiques des droits des migrants*". Nouakchott a mis en avant les mesures récentes prises pour améliorer le respect des droits, notamment l'"*interdiction stricte des expulsions collectives*" et les nouvelles procédures opérationnelles standard (POS) adoptées en mai 2025 pour réglementer les débarquements et la "*prise en charge*" des migrants, avec des garanties solides en matière de droits et de protection.

"Un dispositif de recours est en cours de finalisation. Il permettra aux migrants la possibilité de présenter des preuves ou documents pouvant justifier un sursis temporaire à l'exécution de la mesure d'éloignement", ont aussi répondu les autorités, interrogées sur l'expulsion de demandeurs d'asile et de mineurs non accompagnés.

Human Rights Watch salue effectivement les réformes prises ces derniers mois, dont le POS. *"En allant plus loin pour mettre fin aux abus, la Mauritanie pourrait potentiellement montrer la voie vers une gestion des migrations respectueuse des droits en Afrique du Nord. De leur côté, l'UE et l'Espagne devraient veiller à ce que leur coopération avec la Mauritanie en matière de migration donne la priorité aux droits et à la sauvegarde des vies humaines, au lieu de soutenir des mesures répressives qui conduisent à des abus"*.

De son côté, dans sa réponse à Human Rights Watch, la Commission européenne a déclaré que son partenariat avec la Mauritanie était "*solidement ancré*" dans le respect des droits et a réaffirmé le soutien de l'UE aux POS et à d'autres initiatives centrées sur les droits.

NIGER

Au moins 35 migrants sont morts dans le désert nigérien depuis janvier 2025

"Selon notre propre documentation, de janvier à août 2025, 35 à 40 migrants sont morts lors de la traversée du désert vers la Libye et l'Algérie", a déclaré le coordonnateur de l'ONG nigérienne Alarme Phone Sahara (APS). Chaque année, des milliers de migrants empruntent cette route migratoire pour se rendre vers la Libye et l'Algérie pour ensuite rejoindre l'Europe. Mais la traversée de cette grande étendue désertique est périlleuse et de nombreuses personnes y décèdent, abandonnées par les passeurs ou suite à des pannes. *"Après des pannes de leurs véhicules (en plein désert) des passagers déjà affamés ou déshydratés s'impatientent et tentent de marcher sur de longues distances à la recherche d'un point d'eau qu'ils imaginent très proche",* a détaillé une ONG assiste les migrants en détresse.

Régulièrement, l'armée nigérienne organise des opérations de sauvetage pour des migrants en difficulté dans ce désert. La semaine dernière par exemple, près de 50 migrants, dont quatre femmes, ont été secourus dans le désert au nord du Niger, près de la frontière avec la Libye. Ils se sont retrouvés coincés au milieu de nulle part, après une panne de leur véhicule, sur une route connue pour être un point de passage sur la route de l'Europe, a détaillé l'armée nigérienne. Parmi eux, *"certains étaient déjà dans un état critique de déshydratation"*.

Le régime militaire nigérien a estimé à 16 000 le nombre de migrants refoulés entre janvier et juin 2025. De nombreux migrants rapportent avoir été abandonnés en plein désert, se retrouvant contraints à parcourir plusieurs kilomètres à pied pour atteindre le village nigérien d'Assamaka. Dans un environnement désertique, elles sont confrontées à un

environnement très hostile qui cumule de très fortes températures (souvent 47° - 48°), l'absence d'abri ainsi qu'un manque d'accès à l'eau, à la nourriture et aux soins. Depuis une dizaine d'années, cette localité située à 15km de la frontière est devenue le réceptacle des migrants expulsés d'Algérie. "Le cas des refoulés que nous recevons de l'Algérie est une situation qui perturbe l'équilibre sécuritaire [du Niger]", avait déclaré fin janvier 2025 le ministre nigérien de l'Intérieur. Il avait indiqué avoir demandé à l'OIM et au Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) "de faire rentrer" les migrants dans leur pays d'origine.

UGANDA

Clarification de l'accord trouvé avec les États-Unis sur les migrants envoyés dans le pays

L'Ouganda, déjà premier pays d'accueil du continent avec plus de 1,7 million de réfugiés sur son territoire selon l'ONU, annonce, jeudi 21 août 2025, accepte de recevoir des migrants envoyés par Washington sous certaines conditions.

Selon les déclarations du secrétaire permanent du ministère ougandais des Affaires étrangères, l'accord conclu entre Washington et Kampala concerne des ressortissants de pays tiers « qui pourraient ne pas obtenir l'asile aux États-Unis », et hésitent ou pourraient avoir des inquiétudes quant à un retour dans leur pays d'origine.

Aucun chiffre sur le nombre de personnes attendues n'est avancé, mais l'arrangement est « temporaire » selon Kampala avec des conditions strictes sur le profil de ces migrants : pas de mineur isolé ni de casier judiciaire.

Alors qu'en juillet 2025, les États-Unis expulsaient en Eswatini cinq personnes originaires d'Asie et des Caraïbes, qualifiées par l'administration Trump de « criminels » rejetés même par leur propre pays. L'Ouganda préfère que les individus transférés sur son sol soient africains, poursuit le ministère des Affaires étrangères, mais les modalités de la mise en application de l'accord doivent encore être étudiées.

<https://www.rfi.fr/afrique/20250822-l-ouganda-clarifie-l-accord-trouv%C3%A9-avec-les-%C3%A9tats-unis-sur-les-migrants-envoy%C3%A9s-dans-le-pays>

SENEGAL – Canaries

Route des Canaries : 147 migrants interceptés au large du Sénégal

C'est lors d'une opération à 92km des côtes sénégalaises, que des migrants ont été interceptés. Selon la Marine sénégalaise, 147 exilés étaient à bord de l'embarcation au large de la pointe de Sangomar, un banc de sable au débouché du delta du Saloum à l'ouest du Sénégal. Les passagers de la pirogue surchargée ont ensuite été débarqués à la Base navale Amiral Faye Gassama et "mis à la disposition des services compétents". L'armée sénégalaise mène régulièrement ce genre d'opérations. Plus de 5 000 candidats à l'exil ont été récupérés par l'armée sénégalaise sur l'ensemble de l'année 2024.

Les candidats au départ, depuis les côtes sénégalaises, mauritaniennes ou gambiennes, fuient la pauvreté, le chômage ou l'absence de perspectives d'avenir. Ils embarquent clandestinement moyennant finances, sur des pirogues ou des embarcations précaires, complètement inadaptées à de telles traversées. Il faut au moins cinq jours de navigation pour parcourir les 1 500 km jusqu'aux Canaries dans des conditions décrites comme terribles par les survivants, à la merci de la faim et la soif, du soleil, des éléments et des avaries.

Selon l'ONG Caminando Fronteras, 10 457 personnes sont décédées ou portées

disparues sur les routes migratoires menant vers l'Espagne en 2024. Parmi ces victimes, 1 538 étaient des enfants. Entre le 1er janvier et le 31 mai 2025, l'ONG a recensé au moins 1 482 décès sur cette route migratoire. Et malgré l'extrême dangerosité de la route, en 2024, 46 843 migrants sont arrivés aux Canaries d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur espagnol : supérieur au record de 39 910 de 2023.

Pour endiguer ce flux, des accords ont été conclus avec plusieurs pays. Le dernier en date a été celui avec la Mauritanie. Au programme : renforcement de la coopération entre agences, démantèlement des réseaux de passeurs, construction de centres de rétention et délégation des contrôles, le tout grâce à une enveloppe de 210 millions d'euros accordée au pays saharien.

Depuis, le flux migratoire a considérablement baissé. Selon les autorités espagnoles, 11 575 exilés sont arrivés aux Canaries depuis le début de l'année, contre 21 470 sur la même période l'année dernière (- 46.1%). "*Cette baisse est liée au renforcement des mesures préventives prises par les pays de départ, en coopération avec l'UE*", estime Frontex.

TUNISIE

"Tous les jours, nous avons peur que la police revienne" : en Tunisie, le calvaire de deux migrants bloqués dans le pays

Un Gambien, 33 ans

"Je suis arrivé pour la première fois en Tunisie en 2023. Et ce qu'on peut dire, c'est que j'ai vécu beaucoup de choses dans ce pays. Beaucoup de traumatismes. On m'a arrêté, expulsé, déporté, emprisonné, vendu, racketté et pleins d'autres choses encore... Ma première arrestation par les Tunisiens, ça a été lors de ma première tentative de traversée de la Méditerranée. Nous étions à bord d'un petit bateau et presque dans les eaux internationales lorsque les garde-côtes nous ont attrapé. Ils nous ont ramené sur terre puis ensuite, on a été mis dans un bus direction Gafsa. Là-bas, il y a un commissariat. On y a été enfermé plusieurs semaines puis on a été envoyé dans le désert, à la frontière avec l'Algérie. Ils nous ont laissé là, sans eau, ni nourriture. Ils nous ont même pris nos affaires. Les policiers tunisiens nous ont dit que si on revenait, ils allaient nous tirer dessus.

Nous avons survécu en demandant de l'eau à des habitants mais la Tunisie n'est pas un pays riche, donc les gens nous donnaient ce qu'ils pouvaient. Puis finalement, après des jours de marche, nous avons atteint Sfax. Là, on a rejoint un campement dans les oliveraies. Nous sommes allés au camp du km19. Mais un jour, la police a débarqué et ils ont détruit et brûlé tout ce que nous avons, notre abri, nos affaires, etc... La police a détruit toutes nos réserves, les bouteilles d'eau et le matériel de cuisine.

Après avoir été de nouveau interpellé puis emmené dans le désert algérien une seconde fois, Omar* est revenu à Sfax après une deuxième dangereuse marche dans le désert. Cette fois-ci au km25.

Là, nous dormons dehors. C'est un problème et nous manquons d'eau propre et nourriture. C'est dur. Les gens s'attendent à ce qu'un nouveau démantèlement ait lieu. Tous les jours, on a peur que la police revienne. La police nous frappe, elle nous gifle. Et si vous posez des questions, ils frappent. Ils ne font que ça. Lorsque l'on était dans les bus vers le désert, les policiers nous ont attaché par les mains et les pieds puis nous ont menacés et insultés.

J'espère vraiment que je vais quitter cet enfer bientôt. Normalement, je reprends la mer dans quelques jours car vraiment, je n'en peux plus. Mais ça devient vraiment dur de

traverser la Méditerranée. La plupart des gens sont obligés d'essayer plusieurs fois. Moi, je perds espoir. Je me repose uniquement sur le Seigneur maintenant.

"Ces derniers mois, tout un dispositif sécuritaire a été mis en place sur les côtes tunisiennes pour contrôler le flux migratoire mais aussi le trafic des matières premières utilisées pour fabriquer les bateaux et les moteurs", ajoute le porte-parole du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES). Ainsi, au cours du premier semestre, les débarquements en provenance de Tunisie ont enregistré une importante baisse. Les autorités italiennes ont comptabilisé 1 996 arrivées cette année depuis la Tunisie, contre 10 247 au premier semestre 2024.

Un Malien, 26 ans

"Il y a une place dans la capitale où les Subsahariens se rendent pour trouver des petits boulots. Ce sont des emplois pour quelques jours sur des chantiers par exemple, pour environ 30 dinars. Grâce à ça, moi et 7 autres Maliens, nous nous sommes cotisés pour louer un appartement à Tunis. Mais un matin, la police a débarqué. Elle est rentrée chez nous et a arrêté tout le monde. On a été ensuite emmené au tribunal. Là-bas, on nous a demandé comment on était rentré dans le pays. Quand on a dit qu'on était sans-papiers, on a été envoyé en prison. Nous avons passé deux mois dans l'établissement de Mornaguia.

Après leur interpellation, les exilés sont condamnés pour "séjour irrégulier" et écopent de plusieurs mois de détention. La situation est telle que, selon des exilés : "les prisons sont remplies de Subsahariens", enfermés aux côtés de prisonniers de droit commun.

La détention, ça a été deux mois extrêmement durs. On a vu et vécu des choses qu'on ne veut jamais revoir. Là-bas, il n'y a aucun confort, nous sommes entassés dans de très mauvaises conditions. Il y a des problèmes de nourriture, la maladie etc... Quand tu tombes malade, personne ne fait rien. Les policiers ne t'emmènent même pas voir un médecin.

Quand on est sorti, on a regagné Tunis puis on a repris notre appartement. Mais maintenant, c'est bien différent. On garde tout constamment fermé. La porte, les volets, les fenêtres... Tout. Parce que de temps en temps, la police revient et essaye de rentrer, de voir ce qu'il se passe. On a peur de se faire à nouveau arrêter et les journées maintenant n'ont plus de sens. On reste enfermé en attendant d'aller au travail, on stresse quand on y est et on stresse quand on rentre. On met un peu d'argent de côté mais on n'en fait rien. En plus, la police peut t'attraper à tout moment et te prendre ton argent.

Un jour, je me suis fait avoir par la police. Elle a pris tout l'argent que j'avais sur moi et m'a laissé repartir, tout simplement. Parfois, c'est le téléphone. Elle nous rackette en toute simplicité. Elle me fait vraiment peur. Je ne sais plus la dernière fois que j'ai été tranquille. Quand tu vas au travail, faire quelques courses, on peut t'attraper. Personne ne nous protège ici. C'est pour ça que je vais demander un retour volontaire à l'OIM. Car c'est trop 'chaud' la Tunisie. La police ne nous laisse pas vivre. On n'est jamais tranquille. Il y a trop de souffrance ici. Et surtout, j'ai trop peur de retourner en prison.

Alors que la pression sur les migrants en Tunisie s'accroît, des milliers d'entre eux cherchent à quitter le pays via le programme de "retours volontaires" de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Mais l'agence, débordée par les dossiers, peine à prendre en charge toutes les demandes. Rien que durant le mois de juillet 2025, l'Organisation internationale des migrations (OIM) en Tunisie a facilité le "retour volontaire" de 1 096 migrants. Et depuis janvier, ce sont plus de 5 000 migrants qui ont été rapatriés dans leur pays d'origine via l'agence onusienne. Depuis le début de l'année, le nombre de requêtes de migrants souhaitant retourner dans leur pays a augmenté de 20%.

Au moins au Mali, la situation est dure et on n'a pas beaucoup d'argent mais la police ne nous harcèle pas tout le temps. On ne peut plus vivre comme ça en Tunisie, c'est infernal."

AMERIQUE

USA

Baisse inédite de la population immigrée, résultat de la politique migratoire de Trump

Sur les six premiers mois de cette année 2025, le nombre d'étrangers résidant aux Etats-Unis, légalement ou illégalement, a baissé d'1,5 million. C'est ce que révèle une étude publiée par l'institut de recherche Pew Center. En juin 2025, le pays comptait 51,9 millions d'immigrés contre 53,3 millions en janvier. Une tendance clairement liée au retour au pouvoir du nouveau président, assure le Pew Center. Depuis son investiture en janvier, le président républicain a multiplié les décisions anti-migration et près de 200 décrets et mesures ont été mis en place.

Si le président avait promis de lutter contre l'immigration illégale, sa politique affecte en réalité également les résidents légaux, les étudiants, les travailleurs, les demandeurs d'asile, sans parler du climat de peur qui accompagne la politique de la Maison Blanche.

L'administration Trump se félicite de cette tendance, mais certains s'inquiètent quant aux effets négatifs que cela a sur l'économie américaine, les immigrés jouant un rôle important dans le pays.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250824-%C3%A9tats-unis-baisse-in%C3%A9dite-de-la-population-immigr%C3%A9e-r%C3%A9sultat-de-la-politique-migratoire-de-trump>

Amnesty dénonce l'utilisation de l'IA pour cibler migrants et étudiants étrangers

Amnesty International accuse les autorités américaines d'enfreindre les droits humains en utilisant des outils d'intelligence artificielle (IA) pour surveiller les migrants et les manifestants étrangers propalestiniens, dans un contexte de mobilisation contre les bombardements israéliens dans la bande de Gaza.

"Il est très préoccupant que le gouvernement américain déploie des technologies intrusives assistées par IA dans le cadre d'un programme d'expulsions massives et de répression de l'expression en faveur de la Palestine", a déclaré la directrice générale de la recherche à Amnesty International (publié le 20 août 2025). Le recours à ces technologies "débouche sur une multitude de violations des droits humains".

L'association pointe notamment les outils informatiques dopés à l'IA des entreprises Babel Street et Palantir, spécialisées dans l'analyse de données à grande échelle et en temps réel, qui ont de nombreux contrats avec le gouvernement américain, notamment dans les secteurs de la défense et du renseignement. Leurs logiciels – Babel X et Immigration OS, respectivement – "ont des capacités automatisées qui permettent un suivi, une surveillance et

une évaluation de masse constants". Ces technologies sont utilisées pour cibler les étudiants étrangers, réfugiés et demandeurs d'asile "à une ampleur sans précédent". "Cela se traduit par des détentions illégales et des expulsions massives, créant un climat de peur et exacerbant 'l'effet paralysant' sur les migrants et les étudiants internationaux dans les écoles et sur les campus universitaires"

Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, le président s'est lancé dans une vaste campagne contre des universités, les accusant notamment de laisser prospérer sur leurs campus des mouvements de soutien aux Palestiniens face à l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, qu'il assimile à des manifestations d'antisémitisme. Son administration a coupé des subventions de recherche à différents établissements, arrêté et menacé d'expulsion des manifestants propalestiniens, demandé l'interdiction à l'université Harvard de recevoir des étudiants étrangers et ordonné la suspension du traitement de leurs visas pour passer au crible leurs réseaux sociaux. Des étudiants étrangers ont expliqué hésiter à venir étudier aux États-Unis ou craindre d'approuver des publications pro-Palestine ou anti-Trump sur les plateformes.

"Babel X permettrait de parcourir rapidement grâce à l'IA les réseaux sociaux à la recherche de contenus liés au 'terrorisme'", note Amnesty. Mais "les technologies probabilistes employées pour tirer des déductions sur les intentions des individus présentent d'importantes marges d'erreur et s'avèrent souvent discriminatoires et biaisées ; elles peuvent conduire à présenter à tort des contenus propalestiniens comme antisémites".

Les arrestations se multiplient partout aux États-Unis : le nombre de personnes détenues par la police de l'immigration (ICE) a atteint un sommet en juin, avec plus de 60 000 immigrants en situation irrégulière incarcérés. Pour repérer les migrants, les autorités utilisent notamment des outils conçus par Palantir, une société connue pour ses outils informatiques d'aide à la décision, et pour certains de ses clients, comme l'armée israélienne et l'ICE. D'après Amnesty International, son logiciel Immigration OS *"automatise un processus déjà très faillible et opaque, qui a des antécédents en matière de non-respect des procédures régulières et des droits humains"*.

<https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20250821-%C3%A9tats-unis-amnesty-d%C3%A9nonciation-utilisation-ia-pour-cibler-migrants-%C3%A9tudiants-%C3%A9trangers>

Suspension des visas délivrés aux chauffeurs routiers étrangers

« Nous suspendons toute délivrance de visas de travail pour les chauffeurs routiers commerciaux avec effet immédiat, a déclaré le secrétaire d'État, le jeudi 21 août 2025. Le nombre croissant de conducteurs étrangers conduisant de gros camions semi-remorques sur les routes américaines met en danger la vie des Américains et nuit aux moyens de subsistance des camionneurs américains. » Il n'a donné aucun chiffre permettant d'étayer cette accusation, mais celle-ci est régulièrement relayée par les partisans du président américain au nom de sa politique d'« *America First* » (l'Amérique d'abord). L'administration Trump a dénoncé par le passé le fait que nombre de ces chauffeurs routiers étrangers ne s'expriment pas ou mal dans la langue anglaise.

Cette annonce intervient après un accident de la route le 12 août 2025 en Floride, pour lequel un chauffeur de semi-remorque en situation irrégulière est accusé d'avoir causé la

mort de trois personnes. Le conducteur, d'origine indienne, est accusé d'être entré de manière illégale aux États-Unis depuis le Mexique. Lors d'un entretien après l'accident, il aurait échoué à un examen de compétences en langue anglaise, selon les autorités fédérales.

L'accident a pris une tournure politique puisque le chauffeur avait obtenu sa licence poids lourds en Californie, gouvernée par un démocrate qui s'oppose à la politique migratoire de Donald Trump.

Le gouvernement du président américain a fait grand bruit de cet accident, accusant les autorités d'États démocrates de laxisme en matière de délivrance de licences poids lourds. « *La non-application des règles et des politiques extrémistes d'immigration ont fait basculer le secteur du transport routier dans l'anarchie, avec pour conséquence l'acquisition par des conducteurs étrangers non-qualifiés de permis pour manœuvrer des véhicules de 40 tonnes* », a affirmé mardi le ministre des Transports.

Les responsables républicains de Floride se sont également emparés de l'affaire, le vice-gouverneur allant jusqu'à se déplacer personnellement jeudi en Californie pour extraditer le conducteur aux côtés d'agents de la police de l'immigration. Le gouverneur californien a répondu aux accusations de laxisme venant des républicains en déclarant que l'État fédéral, sous Donald Trump, avait délivré un titre de séjour à ce chauffeur d'origine indienne, et que la Californie avait coopéré pour son extradition vers la Floride.

Avant même cet accident, les républicains avaient les chauffeurs routiers étrangers en ligne de mire, dénonçant une hausse du nombre d'accidents sans pour autant fournir de preuves d'un lien avec les migrants. En juin, le ministre avait émis une directive imposant aux chauffeurs routiers d'être capables de parler anglais.

Répondant à une demande accrue, le nombre de chauffeurs aux États-Unis nés à l'étranger a plus que doublé entre 2000 et 2021, pour atteindre 720 000, selon les chiffres officiels fédéraux. Plus de la moitié proviennent d'Amérique latine, avec un nombre croissant également venant de l'Inde ou d'Europe de l'Est, en particulier de l'Ukraine, selon des associations professionnelles du secteur.

Dès son retour à la Maison Blanche en janvier 2025, le président Donald Trump a érigé la lutte contre l'immigration clandestine en priorité absolue, évoquant une « *invasion* » des États-Unis par des « *criminels venus de l'étranger* » et communiquant abondamment sur les expulsions d'immigrés. Quelque « *55 millions d'étrangers* » qui détiennent un visa en cours de validité sont concernés par des contrôles renforcés, a fait savoir jeudi le département d'État américain.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250822-les-%C3%A9tats-unis-suspendent-les-visas-d%C3%A9livr%C3%A9s-aux-chauffeurs-routiers-%C3%A9trangers>

TEMOIGNAGE

De l'Ouganda à une ferme de Chantelle (Allier), l'intégration d'un réfugié congolais

Dans l'Allier, un congolais a été embauché en CDI dans une exploitation laitière. Lui et son patron se sont rencontrés grâce à l'association Terre 2 Cultures.

Il a du lait qui lui coule dans les veines. Originaire du Nord-Kivu, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), il assure que de sa naissance à ses sept ans il ne s'est nourri que de lait de vache. Des Watusi – une race typique d'Afrique de l'est - à la robe sombre et aux imposantes cornes dressées vers le ciel qu'élevaient ses parents. *"On les trayait à la main et leur lait avait un goût extraordinaire car elles ne broutaient que de la végétation locale. Je buvais le lait frais, tout juste sorti du pis"*, se remémore-t-il accoudé à la barrière du hangar où vivent une partie des quelque 185 Prim'Holstein blanches et noires dont il s'occupe aujourd'hui. *"Ici, les vaches sont très différentes"*.

La ferme des Rocs est écrasée de chaleur ce mercredi 25 juin 2025 et les gigantesques ventilateurs accrochés au plafond de l'étable brassent un air chaud au-dessus des ruminants. Au travail depuis 5h30, - cotte de travail vert bouteille sur le dos et bottes en caoutchouc aux pieds – il a déjà fait la première traite. Vers 10h, il quitte généralement la ferme pour quelques heures de pause et reprend vers 15h pour finir les tâches de la journée et faire la traite du soir.

Depuis juillet 2021, le réfugié congolais a rejoint l'équipe de salariés de la ferme, à Chantelle, à une trentaine de kilomètres de Vichy. Avec sa mère et son frère, l'agriculteur a repris la ferme créée par son grand-père. Ils y font de l'élevage laitier et de la culture de céréales destinées à leurs animaux et à la vente. Le métier est difficile. Les vaches doivent être traitées deux fois par jour, 365 jours par an. À cela s'ajoute le nettoyage de la station de traite, l'entretien et le paillage des lieux de vie des animaux, les vaccinations, l'alimentation des animaux, la culture des céréales... Malgré l'assistance des machines, les tâches physiques sont nombreuses et exposent les agriculteurs aux aléas climatiques. (En 2019, l'Insee avait établi que les agriculteurs travaillaient en moyenne 55 heures par semaine, contre 37 heures pour l'ensemble des travailleurs.)

Pour alléger cette charge de travail, de nombreux agriculteurs cherchent de la main d'œuvre. Mais celle-ci se fait de plus en plus rare. Selon l'enquête *Besoins en main-d'œuvre 2025* de France travail (ex-Pôle emploi), il existe 16 920 projets de recrutements en agriculture dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit au moins autant de postes à pourvoir. En Nouvelle Aquitaine, le nombre s'élève à plus de 44 000 et à l'échelle nationale ce sont plus de 200 000 projets de recrutement qui ont été enregistrés en agriculture.

Par ailleurs, la nouvelle loi d'orientation agricole, entrée en vigueur en avril 2025, prévoit d'*augmenter le nombre d'apprenants dans les formations agricoles et agroalimentaires* de 30 % par rapport à 2022. *"Aujourd'hui, c'est très dur de trouver des jeunes, notamment pour conduire les engins agricoles l'été"*, témoigne son patron. *"Il y a une dizaine d'années, entre agriculteurs, on parlait des problèmes techniques qu'on rencontrait dans notre métier, aujourd'hui c'est toujours de problèmes de main d'œuvre dont on parle"*, ajoute l'éleveur qui emploie cinq salariés, dont un apprenti. Et la situation va s'aggraver car la moitié des agriculteurs français devraient prendre leur retraite d'ici 5 à 10 ans. En 2019, l'institut avançait que 55 % des agriculteurs avaient 50 ans ou plus.

Pour cet éleveur, la solution à cette perte de main d'œuvre passerait par plus de robotisation et un plus fort recours à la main d'œuvre étrangère. Dans la fraîcheur de la vieille maison du corps de ferme, à l'abri des 40 degrés extérieurs, il raconte sa rencontre avec le congolais et son recrutement. *"En 2021, un copain éleveur m'a parlé de l'association Terre 2 Cultures. Lui-même a embauché des réfugiés afghans et ça se passe super bien. Je les ai contactés et au bout de deux mois environ ils m'ont proposé le congolais."* *"Il est arrivé à Vichy en train en juillet. Je l'ai formé à la traite et ça s'est tout de suite très bien passé. En plus d'être ponctuel, poli et sympa, il a véritablement la fibre d'un éleveur. Il voit tout de suite si une vache ne va pas bien"*, s'enthousiasme l'agriculteur.

À l'époque, le Congolais vit à Paris. Arrivé deux ans auparavant en France, il vient d'obtenir le statut de réfugié et suit des cours de français. *"Je ne me sentais pas très bien à Paris alors j'ai demandé à mon professeur de français s'il connaissait une association pour faire de l'agriculture et il m'a parlé de Terre 2 Cultures"*. À Paris, il souffre du bruit qui aggrave son état de santé. Depuis des années, de terribles maux de tête et des cauchemars l'empêchent de dormir. Le réfugié a des réminiscences des traumatismes vécus lors de sa fuite de RDC en 1996 alors qu'il n'avait que 10 ans. *"Dans le Nord-Kivu, il y a eu une guerre en 1996. Mes parents et ma petite sœur ont été massacrés devant moi. Moi, ma deuxième sœur et mes frères avons dû fuir tous seuls"*.

Depuis ce départ, il n'a jamais remis les pieds en RDC et n'a jamais revu sa famille. Il a vécu seul en Ouganda avant d'être accueilli par une famille d'éleveurs de vaches de Mbalala, à l'est de Kampala, auprès de qui il a grandi. Quelques années plus tard, Richard s'installe dans le camp de réfugiés de Nyakabande, près de la frontière congolaise et se lance dans la recherche de sa famille. Il pense que des proches pourraient être, comme lui, réfugiés en Ouganda. *"J'ai demandé à plein de gens s'ils avaient vu ou connaissaient mes frères et ma sœur mais je n'ai rien trouvé"*, confie-t-il,

En 2021, il arrive à obtenir un visa pour l'Allemagne et de là, il se rend en France pour demander l'asile. Entre temps, il est devenu père d'une fille aujourd'hui âgée de 12 ans mais dont il est séparé de la mère. Celle-ci l'a rejoint en France en 2023. Quelques années plus tard, il épouse une amie de la fille des voisins de sa famille d'adoption à Mbalala. Une petite fille naît de cette union en 2023. Elle et sa mère le rejoignent en France en 2024. Aujourd'hui, Richard est encore hanté par la violence dont il a été témoin enfant. *"C'est tellement dur de ne pas avoir de famille. J'essaye de me persuader qu'aujourd'hui ma famille c'est ma femme et mes filles mais c'est difficile"*, raconte-t-il.

À Chantelle, il s'est créé une vie de famille reposante et s'est fait des amis. La ferme est à 5 minutes en voiture de chez lui, la plus petite de ses filles va à la crèche dans le village, la plus grande rejoint son collègue en bus le matin. Le dimanche matin, la famille joue au tennis sur les terrains du village avec des amis du coin.

Pourtant, la situation reste précaire. Il a signé un CDI mais son salaire de 1 500 euros net est faible pour faire vivre toute une famille. Un deuxième salaire aiderait bien les finances familiales. Sa femme suit une formation d'aide à domicile à Vichy mais, faute de permis de conduire, elle risque d'avoir du mal à trouver du travail une fois diplômée. Lui, aimerait pouvoir consulter un psychologue pour évoquer ses traumatismes mais les cabinets les plus proches sont à Vichy et l'essence coûte cher.

La mobilité, l'accès à l'emploi et aux soins, l'apprentissage du français, la scolarisation et la garde des enfants sont les enjeux de l'installation des réfugiés en zone rurale, listait déjà en 2019 un chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), dans une *étude sur la réinstallation des réfugiés dans les petites villes de la zone rurale*.

La présidente de Terre 2 Cultures, a conscience de ces enjeux. *"Avant de signer un contrat avec un employeur, on regarde la mobilité, l'hébergement, l'éthique de l'employeur et la durée des contrats de travail. On ne signe pas de contrat de moins de quatre mois [...] On mène des entretiens pour choisir des agriculteurs qui ont une approche humaine et éthique"*. *"Si l'employeur nous dit 'J'ai pas les moyens pour héberger les réfugiés' alors on collabore ensemble pour trouver une solution et ça peut nous arriver de louer des logements dans le privé pour héberger les personnes"*.

Il s'inquiète pour l'emploi de sa femme mais il se plaît à Chantelle et aimerait pouvoir y rester. Parfois, il se prend même à rêver de la suite. *"Si je pouvais avoir accès à de*

la terre, j'aimerais avoir mon propre élevage de vaches". Et poursuivre ainsi le métier de ses parents, à des milliers de kilomètres du Nord-Kivu.

"Tout ce dont elles rêvent, c'est de partir": le quotidien des Afghanes sous le régime taliban

La présidente et fondatrice de l'association Afghanes de France, a pu voyager à travers le pays pour la première fois depuis le retour des talibans en 2021. Partie de Kaboul au moment de l'invasion soviétique dans les années 1980, elle raconte dans quel état elle a trouvé les femmes, mais aussi les plus jeunes.

RFI : Dans quelles conditions vous êtes-vous rendue en Afghanistan ?

Chela Noori : *Je suis allée en Afghanistan avec mon passeport français. Je n'ai pas eu besoin de visa parce que mon pays de naissance sur le passeport, c'est l'Afghanistan.*

Je n'avais pas encore tenté un voyage sous le régime taliban. Je ne savais pas si ça passerait ou pas. Finalement, c'est passé. Je n'ai pas eu de problèmes à l'aéroport. Ce que je voulais faire, c'est un état des lieux psychologique et humanitaire en sillonnant un petit peu le pays. J'ai visité quinze villes et grandes provinces, j'ai interrogé beaucoup de femmes, mais pas seulement. J'ai aussi parlé à des petites filles, des petits garçons, des hommes... Je voulais avoir le point de vue de tout le monde.

Avez-vous été confrontée à des restrictions particulières ?

Officiellement, la burqa est obligatoire, mais dans les faits, ce n'est pas toujours le cas. Moi, j'y suis allée avec un voile et la tunique noire longue et beaucoup d'Afghanes étaient habillées comme ça. En revanche, le masque Covid est obligatoire. J'ai questionné beaucoup de femmes. La plupart m'ont dit : tu as vu la chaleur ? C'est notre forme à nous de résistance. Il fait parfois plus de 40 degrés. J'étais aussi toujours accompagnée d'un "mahram" [un homme de la famille qui fait office de chaperon].

Vous avez ressenti une forme de résistance chez les Afghanes ?

Pour moi, la résistance en Afghanistan, ce sont les femmes, c'est clair. Ici, en France, ce que l'on entend, c'est que les femmes ont l'interdiction de sortir de chez elles, sauf avec un mahram. On m'a dit : "Tu connais le caractère des Afghanes, ils ne pouvaient pas nous cloîtrer toutes à la maison". Donc certaines réussissent à sortir malgré tout même si elles n'ont pas de mahram. Les talibans tolèrent, on va dire. Mais les "ordres de Ben Marouf" [nom donné à la police des mœurs], pas du tout.

Qui sont ces "ordres de Ben Marouf" ?

Beaucoup de vidéos circulent sur les réseaux sociaux où on les voit tabasser des femmes en public parce qu'elles n'ont pas bien mis leur masque par exemple. Ils trouvent n'importe quel prétexte pour les réprimander. Il y a aussi des enlèvements.

Je suis tombée face à eux à Bamiyan. Je voulais absolument visiter le lac du Band-e-Amir. On nous a fait payer et laissé entrer, mais le temps que mon mahram se gare, j'ai fait mon "Européenne", je suis sortie en courant car l'endroit est magnifique. Je sors mon téléphone, j'appelle mes enfants. Je ne fais pas attention et tout d'un coup, je me rends compte qu'il y a quelqu'un qui me parle. Et je vois un de ces types qui me regarde d'un air d'assassin et qui me répète d'une voix forte : "selon les ordres de Ben Marouf, les femmes sont interdites ici". Tout à coup, j'ai tout le corps qui commence à trembler. Là, je lui dis que je suis avec mon neveu. Mais il me répète la même chose. Normalement, vous n'avez pas à leur tenir tête, vous n'avez pas à leur parler. Je fais demi-tour gentiment, ils me suivent jusqu'à la voiture.

Vous n'aviez pas le droit d'être toute seule dehors en tant que femme, c'est ça ?

Même pas. C'est que tous les endroits de loisir sont interdits aux femmes. Ça je l'ai testé partout, à Kaboul, à Kandahar...

Dans quel état psychologique avez-vous trouvé les femmes que vous avez rencontrées ?

J'ai interrogé une quinzaine de jeunes filles et de femmes. Chez les petites filles, l'état psychologique va très mal, parce qu'elles se disent : à 13 ans, on sera interdit d'école, ce sera fini [depuis le retour des talibans, les filles n'ont plus le droit d'aller à l'école au-delà du niveau primaire]. Elles se mettent à pleurer, car elles n'ont pas d'avenir du tout. On pense à les marier. Comme il n'y a plus d'avenir, c'est la seule possibilité pour elles. Celles qui étaient en études ou qui étaient en activité, elles sont toutes en dépression totale. Elles me disaient : regarde, on est toute la journée à la maison, on se lève, on fait à manger, le ménage. La seule chose qu'on peut faire, c'est sortir pour faire les courses ou aller chez les unes, chez les autres. Mais en dehors de ça, tu ne peux rien faire du tout du matin au soir. Et comme elles n'ont pas le droit de sortir, les enfants sont aussi tous à la maison.

Peuvent-elles envisager de partir ?

Tout ce dont elles rêvent désormais, c'est de partir. Mais c'est très compliqué déjà d'avoir un passeport. Depuis 2023, le Pakistan renvoie tous les Afghans et le visa qui coûtait 800 dollars auparavant peut monter jusqu'à 5 000 dollars maintenant. Tout est fait pour que les Afghans et Afghanes ne quittent pas le pays.

Avez-vous rencontré des femmes qui continuent de travailler ou d'étudier ?

Des femmes qui font des études, je n'en ai pas vu. Des femmes qui travaillent, oui, partout où l'on vous fouille, ce sont des femmes puisque ce sont les femmes qui fouillent les femmes. Là, ils sont obligés. À l'aéroport aussi, au guichet de l'immigration, c'étaient des femmes.

Et les enfants pâtissent aussi de cette situation bien sûr...

Oui, ce qui m'a le plus marquée, ce sont les enfants. Parce qu'on parle beaucoup des femmes, mais peu des plus jeunes. Il faut savoir qu'il n'y a quasiment pas d'emplois en Afghanistan. Donc tous les adultes sont au chômage. Je trouvais que toutes les rues étaient impeccables partout. En fait, ce sont les enfants qui nettoient. J'en ai interrogé quelques-uns qui m'ont expliqué que leurs parents ne travaillaient pas, donc qu'il fallait bien payer le loyer. Donc, ils sont là à travailler sous le soleil toute la journée, sans casquette, sans protection, pour, allez... 50 centimes par jour.

La situation humanitaire est terrible. Il n'y a pas de travail, donc les gens vivent à crédit. Tout le monde s'endette pour payer le loyer, ce qui est interdit dans l'islam. Et c'est un cercle vicieux. Donc quand les enfants arrivent à travailler un petit peu, ils ramènent de l'argent pour payer le loyer.

Et les hommes que vous avez rencontrés, que disent-ils de tout ça ?

J'ai vu la colère dans les yeux d'un père qui était pauvre, mais qui disait : "Moi, mon rêve, c'était que mes filles ne galèrent pas – parce qu'il avait trois filles –, qu'elles fassent des études et qu'elles s'en sortent, qu'elles ne dépendent pas d'un mari. Mais au final, elles vont devenir aussi dépendantes que ma femme. Moi, j'espérais qu'elles deviennent médecins et fassent de grandes études." Et il s'est mis à pleurer.

Sont-ils résignés face à leur impuissance ou y a-t-il pour eux un espoir ?

Ils disent : si on perd espoir, on se suicide. Donc, on espère. On espère, mais sur du long terme. Quatre ans sans pouvoir étudier, c'est déjà une grosse perte sur le long terme.

Le message qu'ils voulaient que je fasse passer ici, c'est qu'on mette la pression sur ce régime et laissez-nous travailler, laissez-nous étudier.

Vous parliez d'ailleurs de la santé mentale, mais il y a la santé physique. Si les filles ne peuvent plus être soignées par des médecins hommes, qu'en plus, elles ne sont plus formées, bientôt, il n'y aura plus personne pour soigner les femmes.

Oui, c'est une génération de perdue. Il n'y aura plus de médecins. Pour l'instant, il y a quelques médecins qui continuent de travailler. Mais sur du long terme, il n'y aura plus de médecins femmes. Tout est fait pour qu'il n'y ait plus de médecins femmes.

Vous êtes allée à Kaboul, mais aussi dans le reste du pays, à Kandahar, Jalalabad, Herat. Avez-vous vu une différence entre la capitale et les provinces ?

Ce qui est incroyable, c'est que j'ai vu la même situation, le même climat, partout où je suis allée. Que ce soit dans les grandes villes, les grandes provinces ou les petits villages, c'était la même chose. Il y a une forme de sécurité qu'ils ont instaurée. Mais cette insécurité, elle existait à cause d'eux. En prenant le pouvoir, c'est sous forme de dictature qu'ils ont instauré cette forme de paix.

Vous avez parlé d'interstices de résistance. Est-ce que vous avez vu d'autres formes de résistance ou de solidarité pour les femmes afghanes ?

Aujourd'hui, tous les salons de beauté et de coiffure sont fermés. Pourtant j'ai vu qu'il y avait quand même beaucoup de mariages en grande pompe donc j'ai posé la question. Elles m'ont expliqué qu'elles allaient toutes chez l'une et on se maquille. On fait comme avant, mais cachées à la maison. C'est ça notre résistance.

<https://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20250815-tout-ce-dont-elles-r%C3%A0vent-c-est-de-partir-le-quotidien-des-afghanes-sous-le-r%C3%A9gime-taliban>